

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1981-1982

13 OCTOBRE 1982

**Projet de loi contenant le budget du Ministère
de la Défense nationale de l'année budgétaire 1982**

**RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA DEFENSE
PAR M. DU MONCEAU DE BERGENDAL**

SOMMAIRE

	Pages
I. Introduction	2
II. Exposé du Ministre de la Défense nationale	2
III. Discussion générale	19
Chapitre I. — Le personnel	19
Chapitre II. — Les données stratégiques et les opérations	24
Chapitre III. — Le matériel	33
Chapitre IV. — Questions budgétaires	40
Chapitre V. — Questions diverses	51
IV. Discussion des articles et votes	53

Ont participé aux travaux de la Commission:

Membres effectifs: MM. Cudell, président; Belot, Carpels, Close, Descamps, du Monceau de Bergendal, Février, Friederichs, Humblot, Keyers, R. Maes, E. Peetermans, Rutten, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Uyttendaele, Vanderborght, Van Der Niepen, Vangronsveld, Van Ooteghem, Wyninckx.

Membres suppléants: MM. Bens, De Smeyter, Féir, Mme N. Maes.

R. A 12513

Voir:

Documents du Sénat:
5-IX (1981-1982):

- N° 1: Projet de loi.
- N° 2: Amendements.

BELGISCHE SENAT

ZITTING 1981-1982

13 OKTOBER 1982

**Ontwerp van wet houdende de begroting van
het Ministerie van Landsverdediging voor
het begrotingsjaar 1982**

**VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
DEFENSIE UITGEBRACHT DOOR
DE HEER DU MONCEAU DE BERGENDAL**

INHOUD

	Bladz.
I. Inleiding	2
II. Uiteenzetting van de Minister van Landsverdediging	2
III. Algemene beraadslaging	19
Hoofdstuk I. — Het personeel	19
Hoofdstuk II. — Strategische gegevens en operaties	24
Hoofdstuk III. — Het materieel	33
Hoofdstuk IV. — Begrotingsvraagstukken	40
Hoofdstuk V. — Diversen	51
IV. Bespreking van de artikelen en stemmingen	53

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen:

Effectieve leden: de heren Cudell, voorzitter; Belot, Carpels, Close, Descamp, du Monceau de Bergendal, Février, Friederichs, Humblot, Keyers, R. Maes, E. Peetermans, Rutten, Mevr. Tyberghien-Vandenbussche, de heren Uyttendaele, Vanderborght, Van Der Niepen, Vangronsveld, Van Ooteghem, Wyninckx.

Plaatsvervangers: de heren Bens, De Smeyter, Féir, Mevr. N. Maes.

R. A 12513

Zie:

Gedr. St. van de Senaat:
5-IX (1981-1982):

- N° 1: Ontwerp van wet.
- N° 2: Amendementen.

I. INTRODUCTION

Peu de temps après la constitution du gouvernement actuel, soit au mois de mars, le Ministre de la Défense nationale prit l'initiative de recevoir votre Commission afin de lui exposer les grandes lignes de la politique qu'il entendait suivre ainsi que les données principales du budget de cette année.

De nombreux membres de la Commission ont par la suite exprimé le souhait de pouvoir entamer rapidement le débat budgétaire. Le projet de loi contenant le budget ne fut toutefois effectivement déposé que le 6 juillet, de sorte que votre Commission ne pouvait en délibérer avant la mi-septembre. A ce moment, il apparut que le Ministre préparait un amendement à son budget. Celui-ci nécessitait encore certains accords au niveau gouvernemental, ce qui explique le nouvel ajournement de deux semaines.

Votre Commission s'est alors efforcée d'examiner le budget en deux réunions, tenues les 28 et 29 septembre, afin d'en permettre la discussion rapide en séance publique. Les diverses questions posées ont été regroupées sous différents chapitres, afin de rendre la lecture du rapport aussi aisée que possible.

Un des points soulevés dès la réunion de mars dernier avait trait à la Commission mixte, créée par l'arrêté royal du 20 février 1981 et dont le fonctionnement avait pris fin au moment de la dissolution des Chambres en octobre 1981.

Le Ministre de la Défense nationale avait fait part à la Commission de son intention de reconstituer la Commission mixte, ce qu'il a confirmé lors de l'exposé dont le texte suit, d'autant plus que dès la constitution des nouvelles chambres une proposition de loi avait été déposée dans ce sens. Le Ministre a en outre invité la Commission à lui faire part de son avis sur les matières à soumettre à la nouvelle Commission mixte, ce qui fera l'objet d'une de ses prochaines réunions. Au cours de la discussion générale du présent budget il est toutefois déjà fait allusion à différentes questions qui pourraient très utilement être traitées par la Commission mixte.

II. EXPOSE DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Depuis l'adhésion de la Belgique à l'Alliance atlantique, ses gouvernements successifs n'ont cessé de répéter, avec toutefois quelques nuances dans la formulation, que c'est dans le cadre de l'Alliance qu'ils rechercheront la solution au problème de la sécurité extérieure du pays.

Cette attitude est sage, la seule qui soit digne de foi et, au demeurant, la moins coûteuse. On peut cependant se poser des questions quant au volume et à la valeur de notre contribution.

Les experts sont unanimes à reconnaître que le nombre des unités de nos Forces armées tel qu'il est réservé actuellement

I. INLEIDING

Kort na de vorming van de huidige regering, in de maand maart, ontving de Minister van Landsverdediging uw Commissie en zette hij in grote trekken uiteen welk beleid hij wilde voeren en wat de belangrijkste gegevens van de begroting van dit jaar waren.

Vele leden gaven daarna de wens te kennen dat het begrotingsdebat spoedig zou kunnen worden aangevat. Het ontwerp van wet houdende de begroting werd evenwel eerst op 6 juli ingediend, zodat uw Commissie er niet voor half september over kon beraadslagen. Toen bleek dat de Minister een amendement op zijn begroting voorbereidde. Daarvoor waren er nog bepaalde overeenkomsten in de Regering nodig, hetgeen een nieuw uitstel met twee weken tot gevolg had.

Uw Commissie heeft zich dan beijverd om de begroting te onderzoeken op twee vergaderingen, gehouden op 28 en 29 september, ten einde te bereiken dat zij spoedig in openbare vergadering kon worden besproken. De vragen die werden gesteld, zijn in verschillende hoofdstukken gegroepeerd, ten einde het verslag zo leesbaar mogelijk te maken.

Een van de punten die reeds op de vergadering van maart jongstleden ter sprake werden gebracht, had betrekking op de Gemengde Commissie, ingesteld bij koninklijk besluit van 20 februari 1981 en waarvan de werking een einde had genomen bij de ontbinding van de Kamers in oktober 1981.

De Minister van Landsverdediging had de Commissie medegedeeld dat hij van plan was de Gemengde Commissie opnieuw samen te stellen, hetgeen hij bevestigd heeft tijdens de inleidende uiteenzetting die hierna is afgedrukt te meer omdat onmiddellijk na de samenstelling van de nieuwe kamers een wetsvoorstel in die zin is ingediend. De Minister heeft de Commissie bovendien verzocht hem mede te delen welke aangelegenheden naar haar oordeel aan de nieuwe Gemengde Commissie moeten worden voorgelegd. De Commissie zal zich daarover op een van haar eerstkomende vergaderingen beraden. Tijdens de algemene bespreking van de begroting is echter reeds gezinspeeld op verscheidene problemen die de Gemengde Commissie dienstig zou kunnen behandelen.

II. UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING

België heeft sedert zijn toetreding tot het Atlantisch Bondgenootschap bij monde van alle opeenvolgende regeringen steeds herhaald, met weliswaar soms nuances in de formulering, dat de oplossing van zijn externe veiligheid in het Bondgenootschap zal gezocht worden.

Dit is een wijze houding, de enige die geloofwaardig is en overigens ook nog de goedkoopste. Men kan zich echter vragen stellen over de omvang en de waarde van onze bijdrage.

De experts nemen unaniem aan dat het aantal eenheden van onze strijdkrachten die onze huidige Navo-bijdrage vor-

à l'Otan, doit être considéré comme un minimum nécessaire à l'exécution des missions acceptées par la Belgique.

Nul n'ignore en outre que le volume des Forces conventionnelles de l'Otan en Centre-Europe est marginal par rapport à la menace potentielle pesant sur ce secteur.

De plus en plus de voix s'élèvent d'ailleurs pour souligner qu'il est temps d'augmenter ce potentiel conventionnel.

Nos partenaires de l'Otan étant tous confrontés à des problèmes financiers semblables aux nôtres, ne seraient sans doute pas disposés, à l'heure actuelle, à reprendre sans plus une partie de nos tâches, dans le cas où nous envisagerions une révision de nos missions au sein de l'Otan.

Toute réduction unilatérale des missions de la Belgique aurait, par conséquent, des conséquences néfastes à la cohésion et la sécurité de l'Alliance.

Une seconde question que nous devons nous poser porte sur la valeur de notre effort. Nos Forces armées sont-elles suffisamment mises en condition, en ce qui concerne le personnel, l'équipement et la préparation pour pouvoir, en cas d'urgence, remplir leur tâche ou forment-elles, ainsi qu'on l'affirme parfois, le maillon faible du dispositif de l'Otan en Centre-Europe?

Il est toujours très difficile de juger avec exactitude de la valeur d'une armée en temps de paix, car souvent ses qualités ou ses défauts majeurs n'apparaîtront en pleine lumière qu'à l'occasion d'un engagement réel.

Il n'est dès lors pas étonnant que même les appréciations des experts sur notre état de préparation soient parfois divergentes.

Je dois cependant immédiatement faire remarquer que, si les disponibilités budgétaires continuaient à se rétrécir au rythme actuel, nous nous verrions confrontés, dans un délai relativement court, au réel danger de l'érosion de notre appareil militaire.

Comme vous le savez, l'Otan s'est donné comme objectif une croissance des budgets de 3 p.c. en sus de l'inflation pour amener et garder les Forces armées à un niveau satisfaisant d'opérationnalité.

Lorsqu'on constate que le budget qui vous est soumis ne présente qu'une croissance de 4,5 p.c. par rapport à 1981 et que le taux d'inflation pour les prix à la consommation est estimé à environ 9 p.c. pour cette année, taux d'inflation qui est inférieur à celui des dépenses spécifiques de la Défense nationale, force est d'admettre que nous nous trouvons devant une croissance négative de plusieurs pour cents. Ceci mènerait inévitablement à terme à une érosion progressive de l'appareil militaire, de sorte que nous risquons d'hypothéquer ainsi l'efficacité de l'effort militaire de l'Otan en général et de la Belgique en particulier.

men, qua omvang moeten beschouwd worden als minimale configuratie, nodig voor het uitvoeren van de door België aanvaarde opdrachten.

Het is bovendien voldoende bekend dat bij de Navo het globaal beschikbare volume conventionele strijdkrachten in Centraal-Europa marginaal is m.b.t. de in die sektor bestaande potentiële dreiging.

Er gaan trouwens stemmen op om te onderstrepen dat het om een aantal redenen tijd is dit conventioneel potentieel op te drijven.

Onze Navo-partners die alle met analoge financiële problemen als de onze af te rekenen hebben, zouden zeker in de actuele situatie niet bereid gevonden worden zonder meer een deel van onze taken over te nemen om ons te ontlasten, mochten we een herziening van onze opdrachten in de schoot van de Navo aanvragen.

Elke unilaterale vermindering van de door België aanvaarde opdrachten zou derhalve zware gevolgen hebben voor de veiligheid en de cohesie van de Alliantie.

Een tweede vraag die we ons moeten stellen is die van de waarde van onze inspanning. Zijn onze strijdkrachten voldoende paraat qua personeel, uitrusting en voorbereiding, om in geval van nood hun taak aan te kunnen of zijn we, zoals beweerd wordt, nu reeds de zwakke schakel in de Navo in Centraal-Europa?

De juiste beoordeling vanaf vreedstijd van de waarde van een leger is steeds uiterst moeilijk, want dikwijls komen zijn doorslaggevende kwaliteiten of gebreken slechts in volle scherpte aan het licht bij een reële inzet.

Het is dan ook niet verwonderlijk dat zelfs het oordeel van experts m.b.t. onze paraatheidsgraad soms uiteenlopend is.

Ik moet hier echter onmiddellijk doen opmerken dat, wanneer de besnoeiingen van het budget aan het huidige ritme worden verder gezet, het gevaar reëel is dat we op relatief korte termijn naar een uitholling van het militair apparaat gaan.

Zoals U weet heeft de Navo als streefdoel gesteld een groei van de budgetten van 3 pct. boven de inflatie te eerbiedigen om de paraatheid van de strijdkrachten op een voldoende peil te brengen en te houden.

Als men bedenkt dat het hier voorgelegde budget een groei kent van circa 4,5 pct. t.o.v. 1981 en men met een inflatie van de verbruikersprijzen van ± 9 pct. rekent voor het lopend jaar, die bovendien bij verre niet de inflatie is die geldt voor de specifieke domeinen van de defensie-uitgaven, wordt vastgesteld dat we in feite een negatieve groei kennen van ettelijke percenten. Dit zou natuurlijk op termijn naar een progressieve uitholling leiden van het militair apparaat, zodat moet gezegd worden dat door deze negatieve groei een hypotheek dreigt gelegd te worden op de doelmatigheid van de militaire inspanning van de Navo in het algemeen en van België in het bijzonder.

Je n'ai pas non plus l'intention d'ignorer les difficultés budgétaires du pays, et de demander, en cette période difficile, plus qu'il ne serait raisonnable. Dès lors, comme mes autres collègues, j'ai accepté cette croissance limitée. Je suis en effet convaincu qu'aucun secteur ne peut échapper à la politique d'austérité, car c'est le seul moyen de préserver l'essentiel pour l'avenir.

Je tiens cependant à souligner que l'on ne pourra pas maintenir les dépenses de la Défense nationale sous un certain seuil pendant une trop longue période sans rendre vain l'effort consenti malgré tout.

Pour certains, la tentation peut en effet, être grande de résoudre les problèmes budgétaires du pays en hypothéquant l'effort de défense. En effet, les conséquences des restrictions n'y apparaissent peut-être pas de façon aussi concrète et immédiate que dans d'autres départements.

En tant que Ministre de la Défense nationale, il est de mon devoir de mettre en garde contre cette solution de facilité.

Cependant, en cette période difficile, il faut, plus que jamais, tout faire pour contenir les dépenses de défense et assurer un rendement optimal des moyens réduits disponibles.

Cet effort de rationalisation sera le souci majeur de ma gestion.

Je n'hésiterai jamais à refuser toute dépense douteuse au profit des besoins opérationnels qui constituent la raison d'être des Forces armées.

Avant d'examiner les chiffres de plus près, je voudrais m'insurger contre ceux qui voudraient prétendre que pour 1982, le budget de la Défense nationale aurait bénéficié d'un régime de faveur. Au contraire comme mon collègue du Budget l'a démontré lors d'une interpellation, le budget de la Défense nationale a connu une croissance inférieure à celle du budget global.

Données chiffrées

Le budget 1982 s'élève à 88 225,8 millions de francs, ce qui représente une augmentation de 1 921,4 millions de francs (2,2 p.c.) et de 3 773,8 millions de francs (4,5 p.c.) respectivement par rapport aux budgets 1981 initial (86 304,4 millions de francs) et adapté (84 452 millions de francs).

Ces moyens globaux peuvent être subdivisés comme suit, ceci compte tenu de l'amendement au budget :

- a) 83 896,8 millions de francs de dépenses courantes et 4 329 millions de francs de dépenses de capital;
- b) 65 256,9 millions de francs de crédits non dissociés et 22 968,9 millions de francs de crédits d'ordonnancement;
- c) 44 125,7 millions de francs (50,0 p.c.) de dépenses de personnel;

22 381,2 millions de francs (25,4 p.c.) de dépenses de fonctionnement;

21 718,9 millions de francs (24,6 p.c.) de dépenses de rééquipement et d'infrastructure (dépenses d'investissement).

Ik heb niet het inzicht mijn ogen te sluiten voor de budgettaire moeilijkheden van het land en in deze moeilijke periode meer te vragen dan redelijk is. Ik heb derhalve, zoals mijn andere collega's, deze beperkte groei aanvaard. Ik ben inderdaad de mening toegedaan dat geen enkele sector kan ontsnappen aan de bezuinigingspolitiek. Want alleen op die manier kan het essentiële voor de toekomst gevrijwaard worden.

Ik wil er echter op wijzen dat men voor de uitgaven van Landsverdediging voor een langere periode niet onder bepaalde drempels kan gaan zonder de ganse overblijvende inspanning zinloos te maken.

De verleiding kan bij sommigen immers groot zijn om 's lands budgettaire problemen op te lossen door vooral de defensie-inspanning te hypothekeren omdat daar de gevolgen van besnoeiingen niet zo concreet en onmiddellijk aan het licht komen.

Ik moet als Minister van Landsverdediging waarschuwen tegen deze gemakkelijksoplossing.

In deze moeilijke periode moet nochtans meer dan ooit alles ondernomen worden om de defensie-uitgaven te beperken en een optimaal rendement te verzekeren van de schaarse beschikbare middelen.

Deze rationaliseringsinspanning zal de hoofdbekommernis zijn van mijn beleid.

Ik zal nooit aarzelen elke twijfelachtige uitgave te weigeren ten voordele van de operationele behoeften, want daar ligt de bestaansreden van de Strijdkrachten.

Alvorens de cijfers nader te onderzoeken wil ik toch even uitdrukkelijk tegenspreken dat het budget van Landsverdediging, zoals sommigen het hebben willen voorstellen, voor 1982 een voorkeurbehandeling zou hebben gehad. Het tegendeel is waar, want het budget van Landsverdediging heeft een kleinere groei gekend dan die van het globaal budget zoals mijn collega van Begroting tijdens een interpellatie heeft aangetoond.

Becijferde gegevens

De begroting 1982 bedraagt 88 225,8 miljoen frank wat een verhoging vertegenwoordigt van 1 921,4 miljoen frank (2,2 pct.) en van 3 773,8 miljoen frank (4,5 pct.) respectievelijk t.o.v. de oorspronkelijke (86 304,4 miljoen frank) en de aangepaste begroting 1981 (84 452 miljoen frank).

Deze globale middelen kunnen als volgt gesplitst worden, rekening gehouden met de inhoud van het amendement op de begroting :

- a) 83 896,8 miljoen frank lopende uitgaven en 4 329 miljoen frank kapitaaluitgaven;
- b) 65 256,9 miljoen frank niet-gesplitste kredieten en 22 968,9 miljoen frank ordonnanceringskredieten;
- c) 44 125,7 miljoen frank (50,0 pct.) personeelsuitgaven;

22 381,2 miljoen frank (25,4 pct.) werkingsuitgaven;

21 718,9 miljoen frank (24,6 pct.) wederuitrustings- en infrastructuuruitgaven (investeringsuitgaven).

Les dépenses de personnel s'élèvent donc à 44 125,7 millions de francs ce qui représente une augmentation de 1 249,3 millions de francs (2,9 p.c.) et de 1 608,5 millions de francs (3,8 p.c.) respectivement par rapport aux budgets 1981 initial (42 876,4 millions de francs) et adapté (42 517,2 millions de francs).

Les crédits ont été fixés sur base de la décision du Gouvernement de ne pas poursuivre dans les circonstances actuelles le plan de professionnalisation et des autres mesures prises par le Conseil des Ministres dans le domaine de la Fonction publique. J'y reviendrai.

Les crédits non dissociés et les crédits d'ordonnancement pour les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 22 381,2 millions de francs, ce qui représente une diminution de 720,9 millions de francs (3,1 p.c.) et de 158,7 millions de francs (0,7 p.c.) respectivement par rapport aux budgets 1981 initial (23 102,1 millions de francs) et adapté (22 539,9 millions de francs).

A cause de la croissance de l'index à la consommation, il n'y a pas augmentation mais baisse réelle par rapport aux dépenses de 1981, ce qui, comme nous le verrons plus loin, contraint les Forces armées à réduire à nouveau sensiblement les activités d'entraînement.

Les crédits non dissociés et les crédits d'ordonnancement pour le rééquipement et l'infrastructure s'élèvent à 21 718,9 millions de francs ce qui représente une augmentation de 1 393 millions de francs (6,9 p.c.) et de 2 324 millions de francs (12,0 p.c.) respectivement par rapport au budget 1981 initial (20 325,9 millions de francs) et adapté (19 394,9 millions de francs).

Les 21 718,9 millions de francs sont répartis comme suit :

300 millions de francs comme apport budgétaire au plan de rénovation domaniale;

22,1 millions de francs comme avances récupérables pour l'Office centrale d'Action sociale et culturelle;

1 508 millions de francs pour l'infrastructure Otan (y compris l'infrastructure Awacs);

4 424 millions de francs pour les programmes CVRT, Canon 35 mm Gepard, véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI), Hélicoptère, programme de moyens de transmissions Rita, charroi Force terrestre, missiles antichar Milan et modernisation de l'artillerie;

10 737 millions de francs pour les programmes F-16, protection des aérodromes, GCA (Ground control approach) et munitions F-16;

962,9 millions de francs pour les programmes escorteurs et chasseurs de mines;

1 548,9 millions de francs pour les programmes d'infrastructure;

2 216,0 millions de francs pour divers programmes de rééquipement courants.

Les crédits non dissociés et les crédits d'engagement inscrits au programme de rééquipement et d'infrastructure 1982

De personeelsuitgaven belopen dus 44 125,7 miljoen frank wat een verhoging vertegenwoordigt van 1 249,3 miljoen frank (2,9 pct.) en van 1 608,5 miljoen frank (3,8 pct.) respectievelijk t.o.v. de oorspronkelijke (42 876,4 miljoen frank) en de aangepaste begroting 1981 (42 517,2 miljoen frank).

De kredieten werden bepaald in het kader van de Regeeringsbeslissing om het professionaliseringsplan in de actuele omstandigheden niet verder te zetten, en van de andere door de Ministerraad genomen maatregelen met betrekking tot het Openbaar Ambt. Ik kom daar verder op terug.

De niet-gesplitste en de ordonnanceringskredieten voor de werkingsuitgaven belopen 22 381,2 miljoen frank wat een verlaging vertegenwoordigt van 720,9 miljoen frank (3,1 pct.) en van 158,7 miljoen frank (0,7 pct.) respectievelijk t.o.v. de oorspronkelijke (23 102,1 miljoen frank) en de aangepaste begroting 1981 (22 539,9 miljoen frank).

Wegens de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen is er geen stijging, maar wel een reële daling, t.o.v. de uitgaven van 1981, wat zoals we verder zullen zien de Strijdkrachten ertoe noopt hun trainingsactiviteiten nogmaals gevoelig te verlagen.

De niet-gesplitste en de ordonnanceringskredieten voor wederuitrusting en infrastructuur belopen 21 718,9 miljoen frank wat een verhoging vertegenwoordigt van 1 393 miljoen frank (6,9 pct.) en van 2 324 miljoen frank (12,0 pct.) respectievelijk t.o.v. de oorspronkelijke (20 325,9 miljoen frank) en de aangepaste begroting 1981 (19 394,9 miljoen frank).

De 21 718,9 miljoen frank worden als volgt verdeeld :

300 miljoen frank als budgettaire bijdrage tot het domaniaal renovatieplan;

22,1 miljoen frank als terugvorderbare voorschotten voor de Centrale Dienst voor Sociale en Culturele Actie;

1 508 miljoen frank voor de Navo-infrastructuur (met inbegrip van de infrastructuur voor Awacs);

4 424 miljoen frank voor de programma's CVRT, kanon 35 mm Gepard, gepantserde gevechtsvoertuigen (PIGV), Helikopter, programma transmissiemiddelen Rita, voertuigen Landmacht, Milan en modernisering van de veldartillerie;

10 737 miljoen frank voor de programma's F-16, vliegveldbescherming, GCA (Ground control approach), en munitie F-16;

962,9 miljoen frank voor de programma's escorteschepen en mijnenjagers;

1 548,9 miljoen frank voor de infrastructuurprogramma's;

2 216,0 miljoen frank voor diverse courante wederuitrustingsprogramma's.

De niet-gesplitste en de vastleggingskredieten ingeschreven op het wederuitrustings- en infrastructuurprogramma 1982

pour un montant de 18 027,5 millions de francs, sont répartis comme suit:

300 millions de francs comme apport budgétaire au plan de rénovation domaniale;

22,1 millions de francs comme avances récupérables pour l'Office central d'Action sociale et culturelle;

1 508,0 millions de francs pour l'infrastructure Otan (y compris l'infrastructure Awacs);

10 076,5 millions de francs pour les programmes CVRT, Canon 35 mm Gepard, véhicules blindés de combat de la Force terrestre (VBCI), Hélicoptère, programme de moyens de transmissions Rita, charroi Force terrestre, missiles antichar Milan, modernisation de l'artillerie (programme nouveau) et radios HF et VHF (programmes nouveaux);

2 175 millions de francs pour les programmes F-16 et protection des aérodromes;

1 653,5 millions de francs pour les programmes d'infrastructure;

2 292,4 millions de francs pour divers programmes de rééquipement courants.

Comme, contrairement aux années précédentes, le budget présenté a déjà été soumis au contrôle budgétaire traditionnel, les crédits y mentionnés ne seront pas adaptés dans le cadre d'un feuillet d'ajustement, sauf pour résoudre des problèmes spéciaux.

Il y a lieu de mentionner que, dans le cadre des mesures d'économies décidées récemment par le Gouvernement, les réductions du budget de la Défense nationale s'élèvent à 2 595,6 millions de francs.

En outre, il y a lieu de remarquer que la répercussion budgétaire de la dévaluation du franc belge opérée en février dernier s'élève à 2 665,5 millions de francs pour 1982.

Lors du calcul de ce montant, seuls les paiements à faire à l'étranger en 1982 et les paiements à l'intérieur du pays dans les cas où des clauses de révision de prix sont contractuellement liées aux monnaies étrangères, ont été pris en considération. Suite à la décision du Conseil des Ministres du 7 mars dernier, un dossier a été établi et introduit en vue d'une compensation intégrale, sinon partielle, de la perte subie par la Défense nationale. Le Conseil des Ministres a émis un avis négatif sur ce dossier en séance du 16 juillet dernier.

Je désire attirer votre bonne attention sur le fait que la dévaluation touche le budget de la Défense nationale d'une manière relativement plus sévère que les autres départements. Exprimé en chiffres, l'effort de compression des dépenses fourni par la Défense nationale est tout simplement doublé par les seuls effets de la dévaluation.

Nous allons à présent analyser d'un peu plus près les trois aspects de la mise en condition à savoir la politique du personnel, le fonctionnement et la politique d'investissement, et faire le point sur un certain nombre de problèmes spécifiques.

ten belope van 18 027,5 miljoen frank zijn als volgt onderverdeeld:

300 miljoen frank als budgettaire bijdrage tot het domaniaal renovatieplan;

22,1 miljoen frank als terugvorderbare voorschotten voor de Centrale Dienst voor Sociale en Culturele Actie;

1 508,0 miljoen frank voor de Navo-infrastructuur (met inbegrip van de infrastructuur voor Awacs);

10 076,5 miljoen frank voor de programma's CVRT, kanon 35 mm Gepard, gepantserde gevechtsvoertuigen Landmacht (PIGV), Helip, programma transmissiemiddelen Rita, voertuigen Landmacht, Milan, modernisering van de veldartillerie (nieuw programma) en radio's HF en VHF (nieuwe programma's);

2 175 miljoen frank voor de programma's F-16 en vliegveldbescherming;

1 653,5 miljoen frank voor de infrastructuurprogramma's;

2 292,4 miljoen frank voor diverse courante wederuitrustingsprogramma's.

Gezien, in tegenstelling met de vorige jaren, de voorgelegde begroting reeds aan de traditionele begrotingscontrole werd onderworpen, zullen de erin opgenomen kredieten niet meer aangepast worden in het kader van een aanpassingsblad, behalve dan voor het oplossen van bijzondere problemen.

Er dient vermeld te worden dat de besnoeiingen in het kader van de onlangs door de Regering besliste bezuinigingsmaatregelen voor Landsverdediging werden vastgesteld op 2 595,6 miljoen frank.

Daarenboven dient opgemerkt dat de budgettaire weerslag van de in februari laatstleden doorgevoerde devaluatie van de Belgische frank voor Landsverdediging 2 665,5 miljoen frank beloopt voor het jaar 1982.

Bij de berekening van dit bedrag werden alleen de in 1982 uit te voeren betalingen in het buitenland plus de betalingen in het binnenland waar de prijsherzieningsclausules contractueel gebonden zijn aan de vreemde munten, in aanmerking genomen. Aansluitend op de beslissing van de Ministerraad van 7 maart l.l. werd een dossier met het oog op de gehele, zoniet gedeeltelijke, compensatie van het door Landsverdediging geleden verlies, opgemaakt en ingediend. De Ministerraad heeft zich in zijn zitting van 16 juli l.l. echter negatief uitgesproken m.b.t. dit dossier.

Ik wil zeer nadrukkelijk de aandacht vestigen op het feit dat de devaluatie het budget van Landsverdediging relatief harder treft dan de andere departementen. In cijfers uitgedrukt wordt de besnoeiingsinspanning die door Landsverdediging moet geleverd worden, gewoon verdubbeld door de rechtstreekse effecten van de devaluatie.

We zullen nu achtereenvolgens de drie aspecten van de paraatstelling, namelijk de personeelspolitiek, de werking en de investeringspolitiek, wat nauwkeuriger onderzoeken en een aantal specifieke problemen toelichten.

Dans mon exposé, j'aimerais surtout mettre l'accent sur le problème du personnel. Il ne faut nullement en déduire que pour les autres aspects nous connaissions moins de problèmes ou que j'y attacherais moins d'importance. Les chiffres que je mentionnerai plus tard démontreront d'ailleurs à quel point la situation est critique dans ces autres secteurs.

J'ai cependant décidé d'attirer ici tout particulièrement votre attention sur les problèmes du personnel car j'estime que dans une organisation telle que les Forces armées, le combattant qui utilise la machine doit se trouver au centre de nos préoccupations, ce qui explique que les problèmes inhérents au personnel doivent être résolus en priorité.

Politique du personnel

L'aspect quantitatif de la politique du personnel est chaque année discuté de façon approfondie à l'occasion du dépôt de la loi sur le contingent.

Les fluctuations constatées dans les effectifs du personnel proviennent des départs, des recrutements et des nominations dans la catégorie des officiers et des sous-officiers et de la légère diminution des recrutements de volontaires.

En ce qui concerne plus particulièrement les sous-officiers, il existe pour le moment un déficit de 1 074 par rapport au nombre maximum autorisé de 24 949 hommes.

Ce déficit résulte du nombre relativement réduit de candidats qui se sont présentés au cours de ces dernières années et du grand nombre d'échecs dans les écoles. Cette année, par contre, 6 500 candidats s'étaient inscrits pour 2 750 places ouvertes. Parmi eux, 2 700 ont réussi et se sont classés en ordre utile, tenant compte des priorités de leur choix.

Concernant le personnel civil, les prévisions pour la fin 1982 tiennent compte de la réduction des dépenses de personnel fixée à 2 p.c. par le gouvernement, ainsi que du freinage sélectif des recrutements. Voilà pour l'aspect quantitatif.

En ce qui concerne la situation du personnel, je suis inquiet de constater que le moral des cadres et de la troupe n'est pas au zénith. Il y a à cela beaucoup de motifs auxquels nous devons sérieusement réfléchir et remédier en priorité.

A plusieurs reprises, les gouvernements précédents ont déclaré qu'ils s'appliqueraient à revaloriser la fonction militaire. Le gouvernement tripartite affirmait même en mai 1980 dans son accord gouvernemental: «En vue d'une revalorisation de la carrière militaire, une politique spécifique du personnel à long terme sera élaborée avec maintien des avantages sociaux actuels.»

Jusqu'à ce jour ces intentions n'ont pratiquement pas connu de réalisation concrète.

J'estime donc, qu'à présent, un travail sérieux devrait être accompli afin de dissiper le malaise qui règne incontestablement au sein des Forces armées.

Ik wil in mijn uiteenzetting vooral het accent leggen op de personeelsproblematiek. Daaruit mag geenszins afgeleid worden dat er minder problemen zouden bestaan voor de twee andere aspecten of dat ik daaraan minder belang zou hechten. Uit de cijfers die ik straks zal aanhalen zal overigens voldoende blijken hoe kritiek het in deze andere sectoren gesteld is.

Ik heb echter besloten hier uw zeer bijzondere aandacht te vestigen op de personeelsproblematiek omdat ik van oordeel ben dat, in een organisatie als de Strijdkrachten, de strijder die de machine bedient centraal moet staan en dat zijn problemen derhalve moeten opgelost worden met de nodige prioriteiten.

Personeelspolitiek

Het kwantitatief aspect van de personeelspolitiek wordt jaarlijks ten gronde besproken ter gelegenheid van het indienen van de contingentwet.

De waargenomen schommelingen in het personeelsbestand zijn functie van de vertrekken, de aanwervingen en de benoemingen in de categorie van de officieren en de onderofficieren en van een lichte afremming van de rekrutering voor de vrijwilligers.

Wat meer in het bijzonder de onderofficieren betreft, bestaat er momenteel een tekort van 1 074 t.o.v. het maximum toegelaten aantal van 24 949 man.

Dit deficit vloeit voort uit het relatief beperkt aantal kandidaten der laatste jaren en uit het groot aantal mislukkingen in de scholen. Voor dit jaar echter waren 6 500 kandidaten ingeschreven voor 2 750 opengestelde plaatsen. Hiervan zijn er ongeveer 2 700 geslaagd en batig gerangschikt rekening houdend met de prioriteiten van hun keuze.

Wat het burgerpersoneel betreft, houden de vooruitzichten einde 1982 rekening met de door de Regering opgelegde vermindering van de personeelsuitgaven met 2 pct., alsook met de selectieve wervingsstop. Tot zover het kwantitatief aspect.

Met betrekking tot de toestand bij het personeel verontrust het mij vast te stellen dat het moreel van kader en troep niet op een hoogtepunt staat. Daarvoor zijn er vele oorzaken, waarover ernstig moet worden nagedacht en dat prioritair moet verholpen worden.

Herhaaldelijk hebben vorige regeringen verklaard voor de herwaardering van het militair ambt te zullen ijveren. De driepartijenregering schreef in mei 1980 zelfs in haar regeerakkoord: «Met het oog op de herwaardering van de militaire loopbaan zal een specifieke personeelspolitiek op lange termijn uitgewerkt worden met behoud van de huidige sociale voordelen.»

Tot nog toe kwam van deze bedoelingen echter niet veel terecht.

Ik denk dan ook dat er nu ernstig moet gewerkt worden om de malaise die ongetwijfeld in de schoot van de Strijdkrachten heerst, tegen te gaan.

Examinons à présent ce qui ne va pas dans les différentes catégories.

Depuis des années le personnel militaire compare ses revenus et ses obligations avec ceux de la Fonction publique. Il revendique un alignement des traitements et les mêmes avantages tels que la semaine de 38 heures, un paiement équitable des prestations supplémentaires, etc.

Tout ceci se réalise lentement ou n'est tout simplement pas compatible avec la spécificité du métier militaire. D'autres mesures compensatoires doivent être prises. J'ai l'intention d'essayer de trouver le plus rapidement possible une solution à ce problème, éventuellement par le transfert de personnel vers des tâches plus spécifiquement opérationnelles.

Le manque de qualités que l'on reproche parfois à nos jeunes volontaires est entre autres une conséquence de leurs traitements nets peu élevés, à savoir à peine plus que l'allocation de chômage. La force attractive de cette carrière est par conséquent beaucoup trop faible, même en cette période de basse conjoncture.

J'ai pensé que grâce à de meilleurs traitements et à un schéma d'occupation optimisé, nous pourrions aussi avoir de bons volontaires (comme c'est entre autres le cas en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis).

Une autre cause de cette situation est à rechercher auprès des cadres subalternes qui ne peuvent accueillir et guider les volontaires de carrière avec l'attention souhaitée. Ils sont eux-mêmes trop peu disponibles dans le système actuel de récupération en temps palliant le manque de moyens financiers nécessaires au paiement des prestations supplémentaires.

En ce qui concerne la situation des miliciens, j'ai eu l'écho d'une certaine déception à la suite de leur service militaire.

Un trop grand pourcentage estime que le service militaire n'a pas de sens et se sent, à la fin du service, insuffisamment préparé au combat. C'est un problème très sérieux.

Ceci aussi est partiellement dû à une trop faible disponibilité du cadre. Il faut en effet placer ces jeunes gens devant un défi permanent sur le plan physique autant que caractériel et moral pour stimuler leur enthousiasme. Ceci implique un encadrement permanent et compétent par des gens enthousiastes.

Les jeunes gens qui, contrairement à beaucoup d'autres sacrifient une année de leur vie professionnelle, doivent pouvoir considérer leur tâche comme importante et utile.

Dans la situation actuelle, toute prolongation du service ne ferait qu'accentuer le manque d'activité et d'encadrement des miliciens et accroîtrait leur frustration sans améliorer le rendement.

Le problème de la disponibilité du cadre doit donc être résolu en tout premier lieu, si l'on veut arriver à une situation crédible. Vous serez, je crois, d'accord avec moi pour

Wat er eigenlijk bij de verschillende categorieën schort, zullen we nu even nader bekijken.

Het militair personeel vergelijkt sinds jaar en dag zijn inkomsten en verplichtingen met die van het Openbaar Ambt. Het eist een gelijkschakeling van de wedden en dezelfde voordelen, zoals de 38-urenweek, een redelijke betaling van overprestaties, enz.

Dit alles wordt traag verwezenlijkt of is gewoon niet verenigbaar met het specifiek karakter van het militair beroep, zodat andere compenserende maatregelen moeten getroffen worden. Ik heb het inzicht te trachten zo snel mogelijk een oplossing te vinden voor dit probleem, desnoods door een overheveling van personeel naar de uitgesproken operationele taken.

De bedenkelijke kwaliteit waarvan bij de jonge beroepssoldaten soms gewag gemaakt wordt, is onder meer het gevolg van hun lage nettowedden, namelijk amper meer dan de werklozensteun. De aantrekkingskracht van deze loopbaan is derhalve zelfs in deze laagconjunctuur veel te klein.

Ik dacht dat wij ook, dank zij betere wedden en een beter activiteitspatroon, goede vrijwilligers konden hebben (wat het geval is o.m. in Groot-Brittannië en de Verenigde Staten).

Een andere oorzaak van deze situatie moet gezocht worden bij het lager kader, dat die jonge vrijwilligers niet met de gewenste zorg kan opvangen en begeleiden omdat het zelf te weinig beschikbaar is in het actueel systeem van recuperatie in tijd, als gevolg van een gebrek aan de nodige financiële middelen voor het betalen van de overprestaties.

Wat de toestand bij de dienstplichtigen betreft, heb ik tamelijk veel echo's van een zekere ontgoocheling waarmee de miliciens hun dienstdtijd ervaren.

Een te groot percentage vindt de dienstdtijd niet zinvol en voelt zich bij het einde ervan onvoldoende voorbereid op hun gevechtstaak, wat een zeer ernstig probleem is.

Deze situatie is weer deels het gevolg van het feit dat het kader te weinig beschikbaar is. Men moet inderdaad aan die jonge mensen een permanente fysieke, karakteriële en morele uitdaging kunnen stellen om hun entoesiasme op te wekken. Daarvoor is een permanente en vakkundige begeleiding nodig van entoesiaste kaders.

De jonge mannen die in tegenstelling tot vele andere leeftijdsgenoten een jaar van hun beroepsleven opofferen, moeten hun taak als belangrijk en nuttig kunnen aanzien.

In de huidige omstandigheden zou elke verlenging van de dienstplicht het gebrek aan activiteit en begeleiding van de dienstplichtigen slechts verscherpen en hen nog meer frusteren dan nu reeds het geval is, zonder het rendement te verbeteren.

Het probleem van de beschikbaarheid van het kader moet derhalve eerst opgelost worden wil men op termijn tot een geloofwaardige toestand komen. U zult, denk ik, met mij ak-

reconnaître la nécessité d'une réforme de la politique du personnel, car il n'est pas possible de continuer dans la voie actuelle. J'estime qu'il faudra rechercher des solutions qui permettront de rentabiliser au maximum la partie du budget qui peut raisonnablement être attribuée au secteur du personnel (c'est-à-dire moins de 50 p.c.), sans toutefois affecter la mise en condition des Forces.

Dans ce contexte, et précisément en rapport avec la politique du personnel, je voudrais relever brièvement le problème de la nécessité de recréer la Commission mixte, parce que je sais que plusieurs d'entre vous attendent dans ce domaine, des initiatives de ma part.

Je tiens à vous dire que j'estime que la Commission a fait, sous la législature précédente, de l'excellent travail sous la direction de votre président, et je voudrais remercier très sincèrement le Sénateur Cudell pour cela.

En ce qui concerne la Commission mixte, je vous informe que dans une lettre que je viens d'adresser aux Présidents des Commissions de la Défense nationale de la Chambre et du Sénat, je leur ai demandé de me proposer les futurs thèmes de discussion. Mon objectif est que l'objet des débats soit décrit de la façon la plus précise afin d'obtenir des résultats concrets dans un délai raisonnable. Dans mon esprit, les travaux de la Commission devraient être concentrés sur la problématique du personnel.

Pour clôturer les problèmes du personnel, je vais évoquer brièvement quelques points particuliers.

En premier lieu, la situation des capitaines-commandants.

Vous devez savoir que ce problème est toutefois beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît à première vue. D'un point de vue opérationnel, l'armée a plutôt essentiellement besoin de personnel jeune et la limite d'âge devrait être abaissée plutôt que relevée. D'ailleurs, par rapport aux limites d'âge en vigueur au sein de l'Otan et du Pacte de Varsovie, nos officiers subalternes sont mis relativement tard à la retraite.

Je suis approché de différents côtés afin de maintenir les officiers subalternes plus longtemps en service. Toutefois, certains capitaines-commandants insistent pour, en aucun cas, ne devoir rester au delà de 51 ans.

Il y a donc bien deux tendances contradictoires dont l'importance relative est difficile à déterminer et qui ne sont pas facilement conciliables. Ainsi, si la limite d'âge était relevée à 54 ans, avec la possibilité de partir à 51 ans, ceux qui partiraient à 51 ans seraient frappés par les restrictions dans le domaine du cumul, ce qu'ils considéreraient comme inacceptable.

Plus de la moitié des capitaines-commandants appartiennent soit au cadre de carrière au sein duquel ils ont renoncé à toute possibilité de promotion, soit au cadre de complé-

koord gaan om vast te stellen, dat er een kentering moet komen in het personeelsbeleid want het is niet mogelijk op de ingeslagen weg verder te gaan. Ik meen dat we naar oplossingen zullen moeten zoeken die toelaten het deel van het budget dat we redelijkerwijze aan de personeelssector kunnen besteden (d.w.z. minder dan 50 pct.) zo efficiënt en doelmatig mogelijk aan te wenden zonder de globale paraatstelling van de Machten te ontwrichten.

Hier zou ik, precies in verband met de personeelspolitiek, even willen ingaan op de noodzaak tot het heroprichten van de Gemengde Commissie, omdat ik weet dat verscheidenen onder u wachten op initiatieven ter zake van mijnentwege.

Ik sta erop te zeggen dat ik van mening ben dat deze Commissie tijdens de vorige legislatuur onder de leiding van uw voorzitter uitstekend werk geleverd heeft en ik zou Senator Cudell hiervoor zeer hartelijk willen danken.

Wat nu het heroprichten van de Gemengde Commissie betreft, kan ik hier melding maken van mijn recente brief gericht aan de Voorzitter van de Senaatscommissie en de Kamercommissie voor Landsverdediging, waarin hun gevraagd werd concrete voorstellen te willen indienen met betrekking tot de toekomstige taakomschrijving. Mijn betrachting is inderdaad de opdracht zo nauwkeurig mogelijk te bepalen ten einde aldus tot concrete adviezen te komen binnen een haalbare tijd. Volgens mij zouden de werkzaamheden van de Commissie moeten toegespitst worden op de personeelsproblematiek.

Om de personeelsproblematiek af te ronden zou ik in het kort enkele bijzondere punten willen bespreken.

Vooreerst de situatie van de kapitein-commandanten.

U moet weten dat dit probleem veel complexer is dan men op het eerste gezicht zou vermoeden. Vanuit operationeel standpunt beschouwd heeft het leger essentieel behoefte aan jong personeel en zouden de leeftijdsgrenzen van het personeel eerder moeten verlaagd dan verhoogd worden. Trouwens in vergelijking met de leeftijdsgrenzen die van toepassing zijn in andere Navo-legers en bij het Pact van Warschau worden onze lagere officieren reeds tamelijk laat op rust gesteld.

Van verschillende zijden word ik benaderd om de lagere officieren langer in dienst te houden, maar anderzijds dringen commandanten zelf aan om in geen geval boven de 51 jaar te moeten blijven.

Er zijn dus duidelijk twee tegenstrijdige tendenzen waarvan de relatieve omvang moeilijk te schatten is en die niet gemakkelijk met elkaar te verzoenen zijn. Want als bijvoorbeeld de leeftijdsgrens zou opgetrokken worden tot 54 jaar, met behoud van de mogelijkheid om te vertrekken op 51 jaar, dan zouden diegenen die van die mogelijkheid gebruik maken onvermijdelijk getroffen worden door de cumulatierestricties, wat voor hen dan weer niet aanvaardbaar is.

Meer dan de helft der commandanten behoren hetzij tot het beroepskader waarin zij verzaakt hebben aan promotie, hetzij tot het aanvullingskader waarin zij vanaf het begin

ment où ils savaient dès le départ que leur carrière serait limitée. Dans les deux cas, on peut donc raisonnablement parler d'un choix volontaire et conscient de quitter le service à 51 ans, ce qui, dans le passé, était certainement plus attrayant que dans les circonstances économiques actuelles.

Ceci n'empêche toutefois pas que beaucoup demandent encore de ne pas devoir rester après 51 ans, comme je viens de le dire.

Nous ne pouvons absolument pas perdre de vue que tout capitaine-commandant restant en service après 51 ans bloque le recrutement d'un jeune candidat-officier sur base de la loi-cadre fixant le nombre total d'officiers subalternes à 4 931. De plus, le capitaine-commandant qui reste coûte $\pm$ 600 000 francs de plus par an que le sous-lieutenant qui serait recruté à sa place. Il est évident que la Défense nationale ne peut pas compter sur des moyens supplémentaires, pour faire face à cette situation.

Comme vous pouvez le constater, le problème est très complexe et tous ses aspects — opérationnel, social et budgétaire — doivent être pris en considération.

J'ai l'intention de proposer incessamment une solution qui soit de nature à satisfaire un maximum d'intéressés et ceci sans désavantager ceux qui voudraient absolument quitter à 51 ans.

Il est un autre problème qui stagne depuis quelque temps, en fait, depuis quelques années, il s'agit de celui des conseillers laïcs. A diverses occasions, des propositions de loi ont déjà été introduites, et sous mes prédécesseurs, on aboutit même à un avant-projet de loi que je fais examiner pour le moment.

N'oublions toutefois pas que ce projet, dans sa version actuelle, n'a que de minimes implications budgétaires, mais qu'un plus grand impact financier ne peut ou ne doit pas être exclu dans un avenir rapproché. En effet, tant à la Chambre qu'au Sénat, furent déposées des propositions de modification de l'article 117 de la Constitution en vue d'accorder aux conseillers laïcs un traitement et des droits à la pension à charge du Trésor.

Pour ne pas occasionner des dépenses supplémentaires, l'entrée en fonction de ces conseillers laïcs devrait logiquement aller de pair avec le départ d'autres catégories de personnel.

J'espère trouver, dans un avenir rapproché, une solution qui puisse satisfaire les parties intéressées.

La Commission Armée-Jeunesse constitue un autre problème.

Cette Commission fut créée par arrêté royal du 9 octobre 1959 et devait conseiller le Ministre en matière de :

- Problèmes concernant l'affectation, la formation, etc. au sein des Forces armées;
- Information auprès de la jeunesse sur le service militaire;
- Problèmes psychologiques et techniques posés par l'incorporation.

wisten dat de loopbaan beperkt was. In beide gevallen mag men dus gewagen van een vrijwillige en bewuste keuze om de dienst te verlaten op 51 jaar, wat in het verleden uiteraard wel aantrekkelijker was dan in de huidige economische situatie.

Dit neemt echter niet weg dat velen nog steeds vragen niet te moeten blijven na 51 jaar, zoals ik daarnet reeds zei.

Ook mag niet uit het oog verloren worden dat iedere commandant die in dienst blijft na 51 jaar, de aanwerving van een jong kandidaat-officier belet op basis van de kaderwet waardoor het totaal aantal lagere officieren beperkt wordt tot 4 931. Daarenboven kost de commandant die blijft $\pm$ 600 000 frank meer op jaarbasis dan de onderluitenant die in zijn plaats zou kunnen gerecruteerd worden en het is duidelijk dat Landsverdediging hiervoor niet moet rekenen op bijkomende middelen.

U ziet dat het probleem zeer complex is en dat alle aspecten ervan — de operationele, de sociale en de budgettaire — grondig moeten in overweging genomen worden.

Ik zal binnen afzienbare tijd een oplossing voorstellen die van aard is een maximum aantal betrokkenen tevreden te stellen en dit zonder anderen eventueel te benadelen die er absoluut aan houden te vertrekken op 51 jaar.

Een ander probleem dat al enige tijd, ja enige jaren, aansleept is dat van de lekeraadslieden. Bij verschillende gelegenheden werden reeds wetsvoorstellen ingediend en onder mijn ambtsvoorgangers werd reeds overgegaan tot het opstellen van een voorontwerp van wet, dat ik thans onderzoek.

Daarbij mag echter niet vergeten worden dat dit ontwerp, in de huidige versie, slechts kleine budgettaire implicaties heeft, maar dat in een nabije toekomst een groter financiële weerslag niet kan of mag uitgesloten worden, vermits, zowel in Kamer als in Senaat reeds voorstellen werden ingediend tot wijziging van artikel 117 van de Grondwet, ertoe strekkende aan de lekeraadslieden ook een wedde en pensioen-rechten toe te kennen ten laste van de Schatkist.

Logischerwijze zou dan ook de indiensttreding van de lekeraadslieden moeten leiden tot een afvloeï van andere personeelskategorieën om geen meeruitgaven te veroorzaken.

Ik hoop in een nabije toekomst een oplossing te vinden die alle betrokken partijen kan bevredigen.

Nog een ander probleem is dat van de Commissie Leger-Jeugd.

Deze Commissie werd opgericht bij koninklijk besluit van 9 oktober 1959 en moest de Minister adviseren over :

- Problemen inzake aanwijzing, vorming enz. in de Krijgsmacht;
- Informatie bij de jeugd over de dienstplicht;
- Psychologische en technische problemen, gesteld door de inlijving.

Cette Commission est composée de minimum 15 et de maximum 30 membres, dont 2/3 sont choisis dans l'enseignement et les mouvements de jeunesse et 1/3 sont militaires.

La nomination des membres actuels est caduque depuis le 31 décembre 1981.

D'après diverses informations que j'ai pu recueillir, il s'avère que dans le passé, cette Commission n'a pas rempli son rôle. Il y a à cela diverses raisons dont notamment l'attitude de certains délégués d'organisations de jeunesse qui y cherchaient un forum politique.

Cette Commission, qui se réunit en principe chaque mois, n'a plus été consultée par mes prédécesseurs. On peut donc se poser la question de sa raison d'être.

Deux voies s'ouvrent à nous, si une réforme s'avérerait nécessaire :

1° Soit supprimer la Commission à une date à déterminer;

2° Soit rétablir la Commission dans son ancienne fonction, mais dans ce cas, il faudra attacher plus d'attention à sa composition, afin d'éviter de commettre à nouveau les anciennes erreurs.

A cet égard, j'accueillerais très volontiers votre avis avant de prendre une décision.

Actuellement, nous sommes également confrontés au problème de la situation des pensions militaires.

Dans ce domaine, les derniers mois ont été caractérisés par une certaine agitation.

Le cumul d'une pension de retraite et d'une activité professionnelle dans le secteur privé vient d'être réglé par le Secrétaire d'Etat aux Pensions.

Dès le départ, il apparut clairement que, outre les enseignants, les militaires et les gendarmes seraient les premières victimes des mesures proposées.

En collaboration étroite avec les autorités militaires, et tenant compte du fait qu'en cette période de crise chacun doit faire des sacrifices, je crois pouvoir dire que finalement une solution acceptable a été trouvée. La règle de base prévoit que la pension de retraite sera diminuée de 20 p.c. ou de 10 p.c. selon que la retraite est obtenue au moment légalement prévu ou plus tôt et, ceci dans le cas où les limites autorisées de cumul sont dépassées.

Parallèlement à ces mesures, le Secrétaire d'Etat aux Pensions a aussi pris des mesures d'accompagnement, via un arrêté de pouvoirs spéciaux, pour les veuves et orphelins, et là aussi le cumul des retraites a été réglé d'une manière plus équitable. En outre, le Secrétaire d'Etat aux Pensions m'a promis d'améliorer la réglementation en vigueur pour les pensionnés avant l'âge pour inaptitude physique définitive.

Je voudrais maintenant passer aux problèmes spécifiques du personnel civil de la Défense nationale.

Deze Commissie bestaat uit minimum 15 en maximum 30 leden, voor 2/3 gekozen uit onderwijs en jeugdorganisaties en voor 1/3 uit militairen.

De benoeming der aktuele leden is vervallen sedert 31 december 1981.

Uit de diverse informaties die ik mocht ontvangen, blijkt dat deze commissie in het verleden haar rol niet heeft vervuld, en dit wegens verscheidene redenen, waaronder onder meer de houding van sommige afgevaardigden der jeugdorganisaties die er een politiek forum zochten.

De Commissie, die principieel maandelijks vergadert, werd door mijn ambtsvoorgangers niet meer geraadpleegd. De vraag naar haar bestaansreden dient te worden onderzocht.

Twee wegen staan hier open, zo een hervorming noodzakelijk blijkt, namelijk :

1° Ofwel de Commissie afschaffen op een te bepalen datum;

2° Ofwel de Commissie herstellen in haar oude functie, maar dan dient meer aandacht besteed te worden aan de samenstelling om te vermijden in het oude euvel te hervallen.

Graag ontving ik hierover uw advies, vooraleer een beslissing te treffen.

Actueel is ook het probleem van de pensioensituatie van de militairen.

De voorbije periode werd inderdaad gekenmerkt door enige agitatie hieromtrent.

Door de Staatssecretaris voor Pensioenen werd de cumulatie van een rustpensioen met een beroepsactiviteit in de privé-sektor geregeld.

Van bij de aanvang was het duidelijk dat, naast het onderwijs, vooral de militairen en de rijkswachters door de voorgestelde maatregelen zouden getroffen worden.

In nauwe samenwerking met de militaire autoriteiten, en rekening houdende met het feit dat in deze crisis iedereen offers moet brengen, meen ik te kunnen stellen dat uiteindelijk een oplossing werd bereikt die aanvaardbaar is, en waarbij als basisregel geldt dat het rustpensioen met 20 pct. of met 10 pct. wordt verminderd naargelang het pensioen op de normale wettelijke leeftijd of vervroegd werd genomen en voor zover de toegelaten grenzen van cumulatie worden overschreden.

Parallel met deze maatregelen werden door de Staatssecretaris voor Pensioenen ook gelijklopende beschikkingen voorzien, via een volmachtenbesluit, voor de weduwen en wezen, en waarbij tevens de cumulatie van pensioenen op meer billijke wijze werd geregeld. De Staatssecretaris voor Pensioenen heeft mij daarenboven beloofd nog verbeteringen aan te brengen in de regeling van de vervroegd gepensioneerden wegens definitieve ongeschiktheid.

Ik zou nu even willen ingaan op de specifieke problemen van het burgerpersoneel van Landsverdediging.

En raison des limitations budgétaires et de l'arrêt du recrutement de personnel statutaire, mesures qui ne sont partiellement compensées que par l'engagement de stagiaires, ou par d'autres solutions provisoires, le personnel civil de la Défense nationale est en état de « sous-occupation », ce qui pourrait dans l'avenir créer des problèmes.

Dans le cadre général de la déclaration gouvernementale, j'ai toutefois entrepris d'attribuer toutes les fonctions vacantes qui impliquent une promotion, après avoir entre autres fait passer les examens nécessaires. L'opération commence au bas de l'échelle hiérarchique et en respectant toutes les dispositions statutaires.

Il existe des problèmes spécifiques pour le statut du personnel belge auprès du Shape et de l'Otan, ainsi que pour le personnel MOC en République fédérale d'Allemagne où l'on recherche des solutions en liaison avec les organisations du personnel.

Les grèves d'un jour, les 8 février et 26 mars, n'ont guère connu de succès, en dehors de l'arsenal de Rocourt. A certains endroits, il y a eu moins de 10 p.c. de grévistes, ce qui témoigne de l'état d'esprit positif du personnel.

Dans le cadre de la discussion budgétaire je ne peux passer sous silence le problème de l'Office Central d'Action Sociale et Culturelle. Vous avez certainement tous lu le rapport au Roi et l'avis du Conseil d'Etat accompagnant l'arrêté royal n° 90.

Sans vouloir entrer dans des détails, je peux vous assurer que, dès le début de ma mission, j'ai trouvé, dans ce parastatal de type B, des situations inadmissibles. Sur base de deux rapports volumineux de mon Commissaire du Gouvernement, ainsi que des dossiers du Commissaire du Gouvernement des Finances et de la Cour des comptes, il semblait qu'une intervention dans la gestion journalière déplorable s'imposait d'urgence. Dès lors, ma première réaction a été de supprimer les subsides de 27 millions prévus initialement dans le budget 1982 en spécifiant que ceci ne pouvait pas occasionner des augmentations de prix afin d'empêcher que la mesure ne se répercute sur les militaires et leurs familles et de contraindre la direction de l'OCASC à une réflexion profonde sur le fonctionnement interne.

Ensuite, une amélioration des structures fut étudiée. Comme je ne voulais pas toucher au principe de la gestion paritaire et intervenir quand même dans la gestion journalière, il ne me restait qu'une solution: d'abord renforcer les pouvoirs du comité de gestion qui jusqu'à ce jour ne dispose que de peu de compétences dans la loi organique et ensuite créer un triumvirat composé d'un président indépendant et de deux vice-présidents (un de chaque partenaire) pour exercer en fait un contrôle plus étroit de la gestion journalière.

Concernant l'OCASC je dois par ailleurs encore mentionner que j'espère introduire sous peu à la Chambre un projet de loi permettant de sortir ce parastatal des lois spécifiques

Ingevolge de budgettaire beperkingen en de wervingsstop voor het statutair personeel, maatregel die slechts gedeeltelijk gecompenseerd wordt door het aanstellen van stagiairs of door andere tijdelijke oplossingen, is het burgerpersoneel van Landsverdediging wel aan onderbezetting toe, wat op termijn tot problemen zou kunnen leiden.

Binnen het algemeen kader van de regeringsverklaring ben ik thans begonnen systematisch alle bevorderingsambten toe te wijzen na onder meer het uitschrijven van de nodige examens. De operatie wordt ingezet onderaan de hiërarchische ladder en met eerbiediging van alle statutaire beschikkingen.

Specifieke problemen bestaan op het vlak van het statuut van het Belgisch personeel bij Shape en Navo en van het zogenaamde BAK-personeel in Duitsland, waar naar oplossingen wordt gezocht in samenwerking met de personeelsorganisaties.

De eendagsstakingen van 8 februari en 26 maart kenden, buiten het arsenaal te Rocourt, maar een zeer matig succes. Op sommige plaatsen heeft nog geen 10 pct. van het beschikbaar effectief gestaakt, wat wijst op een positieve ingesteldheid van het personeel.

In het raam van de begrotingsbespreking kan ik uiteraard niet voorbijgaan aan het probleem van de Centrale Dienst voor Sociale en Culturele Actie. U heeft zeker allen het verslag aan de Koning en het advies van de Raad van State gelezen die het koninklijk besluit nr. 90 begeleiden.

Zonder in details te treden wil ik u verzekeren dat ik, van bij de aanvang van mijn opdracht, in deze parastatale B toestand aantrof die niet duldbaar zijn. Aan de hand van twee lijvige verslagen van mijn regeringscommissaris, alsmede van dossiers van de regeringscommissaris van Financiën en van het Rekenhof bleek dat een ingreep in het ingebreke blijvend dagelijks beheer dringend noodzakelijk was. Mijn eerste reactie is dan ook geweest de werkingstoelage van 27 miljoen te schrappen die in de begroting 1982 oorspronkelijk was voorzien en hieraan te koppelen dat dit niet mocht leiden tot prijsverhogingen ten einde te beletten dat de maatregel zou neervallen op de rug van de militairen en hun gezinnen en om de CDSCA-leiding te dwingen tot een grondige bezinning over de interne werking.

Daarna werd gewerkt aan een verbetering van de structuren. Daar ik niet wenste te raken aan het principe van het paritair beheer en toch in te grijpen in het dagelijks beheer bleef er mij slechts één uitweg: namelijk in de eerste plaats de versteviging van de machten van het beheerscomité dat, tot nu toe, slechts over weinig bevoegdheid beschikt in de organieke wet en in de tweede plaats de oprichting van een triumviraat bestaande uit een onafhankelijke voorzitter en de twee ondervoorzitters (één van elk der partners) om in feite een nauwere controle over het dagelijks beheer uit te oefenen.

In verband met CDSCA moet ik trouwens nog aanstippen dat ik eerlang bij de Kamer een wetsontwerp hoop in te dienen waarbij deze parastatale uit de bijzondere huurwetreg-

sur les loyers et de le classer parmi les sociétés de logements sociaux où il aurait dû être situé dès le début.

En guise de conclusion à ce chapitre relatif au personnel, je tiens à signaler que l'effort dans ce secteur au profit de la politique d'économie du Gouvernement se monte à 871,4 millions de francs sur une somme totale imposée d'environ 2,6 milliards. Dans cette somme est bien sûr comprise l'économie budgétaire résultant des mesures prises par le Gouvernement en ce qui concerne la Fonction publique. La diminution pour ces dépenses prévue dans l'amendement au budget se chiffre à 77,7 millions.

Dépenses de fonctionnement

Venons-en à présent aux dépenses de fonctionnement. Celles-ci représentent pour 1982 un total de 22 381,2 millions de francs.

Parmi les grandes rubriques je cite :

1. Les dépenses pour la consommation d'énergie: 4 680 millions;
2. Les dépenses pour l'entretien du matériel aéronautique et maritime et des véhicules: 4 610 millions;
3. Les dépenses en RFA (excepté consommation d'énergie): 4 310 millions;
4. Les dépenses spécifiques MDN: 3 200 millions.

Il s'agit bien sûr de chiffres arrondis. Le détail pourra être trouvé dans le programme justificatif du budget.

La présentation dans le document budgétaire masque les réalités dissimulées derrière ces chiffres. En fait, la majeure partie de ces dépenses de fonctionnement est essentiellement utilisée par la Force terrestre, la Force aérienne et la Force navale pour l'entraînement.

C'est par l'analyse des données concernant le plan de manœuvre de la Force terrestre, le plan de vol de la Force aérienne et le plan de navigation de la Force navale que l'on peut se faire une idée du taux de satisfaction de ces besoins d'entraînement qui, je le souligne, doivent bien entendu rester l'objectif principal de l'activité en temps de paix des Forces armées.

Nous allons à présent analyser la situation des différentes Forces.

Pour la Force terrestre, on travaille avec la notion de jours d'entraînement standard. Pour toutes les unités affectées à l'Otan ou sous son commandement, les normes d'entraînement Otan, en vigueur pour ces unités, sont converties en données budgétaires pour disposer d'étalons de gestion. Chaque activité est chiffrée en coûts de carburants, pièces de rechange, munitions, locations d'installations d'entraînement ou de tir et autres frais.

Le nombre de jours d'entraînement standard se présente comme suit:

— Normes Otan: 60

ling wordt gehaald en overgeheveld wordt naar de maatschappijen van sociale-woningbouw waar zij van meet af had moeten ondergebracht worden.

Om het hoofdstuk personeel af te ronden zou ik tenslotte willen vermelden dat de bijdrage in deze sector aan de besparingspolitiek van de regering 871,4 miljoen frank bedraagt, dit op een globaal opgelegd besparingspakket van circa 2,6 miljard. In dit bedrag is vanzelfsprekend de budgettaire besparing begrepen die voortvloeit uit de door de Regering genomen maatregelen m.b.t. het Openbaar Ambt. De vermindering voor deze uitgaven voorzien in het amendement op de begroting belooft 77,7 miljoen.

Werkingsuitgaven

Komen wij nu tot de werkingsuitgaven. Deze vertegenwoordigen voor 1982 een totaal van 22 381,2 miljoen frank.

Tussen de grote afdelingen citeer ik:

1. De uitgaven voor energieverbruik: 4 680 miljoen;
2. De uitgaven voor het onderhoud van het vliegend en varend materieel en van de voertuigen: 4 610 miljoen;
3. De uitgaven in de BRD (uitgezonderd het verbruik van energie): 4 310 miljoen;
4. De specifieke uitgaven MLV: 3 200 miljoen.

Het gaat hier natuurlijk over afgeronde bedragen. Het detail kan teruggevonden worden in het verantwoordingsprogramma van de begroting.

De voorstelling in het begrotingsdokument verbergt de werkelijkheid die achter deze cijfers schuilgaat. In feite wordt het grootste deel van deze werkingsuitgaven door de Landmacht, de Luchtmacht en de Zeemacht gebruikt voor trainingsdoeleinden.

Het is door de ontleding van de gegevens betreffende het maneuverplan van de Landmacht, het vliegplan van de Luchtmacht en het vaarplan van de Zeemacht dat men zich een idee kan vormen in hoever voldaan wordt aan de trainingsbehoeften die uiteraard, en hier wens ik de nadruk op te leggen, het hoofddoel van de activiteiten in vredetijd van de Strijdkrachten moeten blijven.

Wij zullen nu de toestand van de verschillende Machten ontleden.

Voor de Landmacht werkt men met het begrip van standaard trainingsdagen. Voor alle eenheden ter beschikking gesteld of onder commando van de Navo, worden de Navo-trainingsnormen, geldig voor deze eenheden, omgezet in budgettaire gegevens ten einde te beschikken over beheersmaatstaven. Iedere activiteit wordt berekend in kosten voor brandstof, wisselstukken, munitie, huren van trainingsinstallaties of schietstanden en andere kosten.

Het aantal standaard trainingsdagen is als volgt:

— Navo-normen: 60

- Recommandé par la Commission mixte: 45
- Réalisé en 1981: 31
- Prévu en 1982: 24.

En ce qui concerne la Force aérienne, l'entraînement est exprimé dans un plan de vol dont l'unité de compte est l'heure de vol. Pratiquement 80 p.c. du budget de fonctionnement de la Force aérienne est réservé au plan de vol. Ces dépenses comprennent surtout:

- l'acquisition de carburant;
- l'entretien du matériel volant par l'industrie civile.

Jusqu'en 1978 inclus, la Force aérienne est parvenue à réaliser un plan de vol lui permettant de respecter les impératifs Otan (aspect opérationnel) tout en faisant face à ses besoins propres (aspect entraînement et transport).

L'impératif Otan est de 240 heures de vol par pilote de combat. Ce total a été ramené provisoirement à 180 heures sur recommandation de la Commission mixte.

L'évolution du plan de vol est la suivante:

- 1980: 150 heures;
- 1981: 170 heures;
- 1982: 150 heures prévues.

Il est à remarquer que les moyens disponibles ne permettront pas de réaliser cette prévision. C'est pourquoi j'ai ordonné au Chef d'Etat-Major de procéder, à partir du 1^{er} septembre 1982, à une nouvelle répartition des moyens disponibles entre les différentes catégories de pilotes en tenant compte de leurs besoins d'entraînement spécifiques.

Quant à la Force navale, les Commandements Suprêmes de l'Otan estiment qu'un navire et son équipage ne sont prêts à exécuter une mission de guerre que s'ils sont soumis à un entraînement minimum de 110 jours par an. Ils acceptent toutefois que ce minimum soit réduit de 10 p.c. pendant une courte période (six mois): soit $\pm$ 100 jours.

Par contre, la Commission mixte a recommandé une réduction de 25 p.c.: soit 83 jours minimum d'entraînement par an.

Malgré les restrictions budgétaires, la Force navale a maintenu l'objectif de 83 jours de mer par navire opérationnel. Elle n'a toutefois pu le faire qu'en réduisant le nombre de navires opérationnels.

Le critère Otan est un maintien en opération de 50 p.c. du nombre de navires de chaque catégorie. Ce critère n'est plus maintenu depuis 1982 pour la flotte de lutte contre les mines: il passe à 33 p.c.

Il est clair que cette évolution est inquiétante et que le risque que nos forces ne soient plus opérationnelles dans un avenir immédiat ne peut être évité que par l'amélioration du rendement de l'entraînement. L'on peut retenir entre autres

- Aanbevolen door de Gemengde Commissie: 45
- Verwezenlijkt in 1981: 31
- Voorzien in 1982: 24.

Wat de Luchtmacht betreft, wordt de training uitgedrukt in een vliegplan waarvan de eenheid het vlieguur is. Praktisch 80 pct. van het werkingsbudget van de Luchtmacht wordt voorbehouden aan het vliegplan. Deze uitgaven omvatten vooral:

- aanschaffing van brandstof;
- onderhoud van het vliegend materieel door de burger-industrie.

Tot en met 1978 is de Luchtmacht erin geslaagd een vliegplan te verwezenlijken dat haar toeliet de Navo-normen (operationeel aspect) te respecteren, en aan haar eigen behoeften (aspect training en transport) te voldoen.

De Navo-norm bedraagt 240 vlieguuren per gevechtspiloot. Dit totaal werd voorlopig teruggebracht tot 180 uren, op aanbeveling van de Gemengde Commissie.

De evolutie van het vliegplan is als volgt:

- 1980: 150 uren;
- 1981: 170 uren;
- 1982: 150 uren voorzien.

Er moet evenwel rekening mee gehouden worden dat de beschikbare middelen niet zullen toelaten dit vooruitzicht te bereiken. Daarom heb ik de Stafchef van de Luchtmacht opdracht gegeven vanaf 1 september 1982 tot een herschikking over te gaan van de beschikbare middelen tussen verschillende categorieën piloten rekening houdend met hun specifieke trainingsbehoeften.

Wat de Zeemacht betreft zijn de hoogste Navo-autoriteiten van oordeel dat een schip en zijn bemanning slechts klaar zijn om oorlogsopdrachten uit te voeren als er 110 dagen training per jaar gepresteerd worden. Zij nemen wel aan dat dit minimum met 10 pct. zou kunnen verminderd worden gedurende een korte periode (zes maanden) wat dan neerkomt op ongeveer 100 vaardagen.

De Gemengde Commissie heeft echter een vermindering met 25 pct. aanbevolen, hetzij een minimum van 83 dagen training per jaar weerhouden.

Ondanks de budgettaire beperkingen, heeft de Zeemacht het objectief van 83 zeedagen per operationeel schip behouden. Zij heeft dit evenwel slechts kunnen doen mits een vermindering van het aantal operationele schepen.

De Navo-norm voorziet het operationeel houden van 50 pct. van het aantal schepen van elke categorie. Aan deze norm wordt niet meer voldaan vanaf 1982 voor de mijnenbestrijdingsvloot die nu gedaald is tot 33 pct.

Het is duidelijk dat deze evolutie onrustwekkend is en dat het gevaar dat onze strijdkrachten niet meer operationeel zouden zijn in een nabije toekomst slechts kan vermeden worden door de verbetering van het rendement van de trai-

une meilleure préparation des missions, une exécution plus économique et un contrôle plus efficace.

A terme il nous faudra imaginer des méthodes d'entraînement qui s'accommoderont d'un usage limité du matériel. Des simulateurs par exemple pourraient être efficacement utilisés.

J'ai l'intention de diffuser les directives pour que des mesures d'assainissement des activités d'entraînement soient prises, sans toutefois compromettre la sécurité.

En guise de conclusion au chapitre sur le fonctionnement, je vous signale que l'apport de ce secteur dans les mesures d'économie imposées par le Gouvernement s'élève à 902,3 millions.

Ces économies tiennent compte des mesures prévues dans le « programme de priorités » du Gouvernement et des mesures de la Fonction publique pour ce qui concerne l'octroi de subsides aux parastataux (OCASC, ORAF, IGN). A cela s'ajoute une diminution de 1 162,3 millions prévue pour ces dépenses, dans l'amendement au budget, afin de faire face aux dépenses fortement accrues pour les programmes d'investissement, suite à la dévaluation du franc et à l'augmentation de la parité du dollar.

Les investissements

Venons-en finalement au secteur des investissements. En guise de règle générale, il nous faut affirmer que dans le contexte budgétaire actuel, nous ne pouvons accepter des programmes d'investissements que s'ils servent un objectif opérationnel inévitable et indiscutable. J'ai l'intention d'exercer dans ce domaine un contrôle extrêmement sévère et de refuser tous les programmes qui ne sont pas d'une nécessité opérationnelle vitale. La priorité dans le temps devient également, en période de pénurie de moyens, un critère décisif.

En effet, vu la croissance spécifique élevée des dépenses du secteur de rééquipement et la croissance budgétaire qui est actuellement et qui sera, dans les prochaines années, autorisée pour le rééquipement, nous sommes forcés de constater que le remplacement du matériel usé et obsolète nous posera à terme, d'énormes problèmes.

Il faut donc, de toute urgence, prendre ce fait en compte, en limitant les acquisitions à du matériel de stricte nécessité opérationnelle, dans des quantités dûment justifiées et présentant des caractéristiques militaires minimales soigneusement établies.

Si ces principes n'étaient pas appliqués avec la rigueur voulue et si par exemple la technique de l'étalement plus poussé dans le temps des livraisons avec maintien de l'engagement intégral au début des programmes était maintenue, nous courrions le danger de voir augmenter la dette budgétaire

ning. Hiervoor kunnen onder meer een betere voorbereiding van de zendingen, een meer spaarzame uitvoering en een meer afdoende controle weerhouden worden.

Op termijn zullen wij trainingsmethodes moeten uitdenken die afgestemd zullen zijn op een beperkt gebruik van het materieel. Simulatoren bijvoorbeeld zouden doeltreffend kunnen gebruikt worden.

Het ligt in mijn bedoeling richtlijnen uit te vaardigen opdat de nodige maatregelen zouden genomen worden tot sanering van de trainingsactiviteiten zonder de veiligheid echter in het gedrang te brengen.

Bij wijze van besluit van het hoofdstuk over de werking, deel ik u mede dat de bijdrage van deze sector in de door de Regering opgelegde besparingsmaatregelen 902,3 miljoen belooft.

Deze besparing houdt rekening met de maatregelen voorzien in het « prioriteitsprogramma » van de Regering en met de maatregelen van het Openbaar Ambt wat betreft het toekennen van subsidies aan parastatalen (CDSCA, HIB, NGI). Daarbij voegt zich een vermindering van 1 162,3 miljoen voor deze uitgaven voorzien in het amendement op de begroting, ten einde het hoofd te kunnen bieden aan de sterk toegenomen uitgaven voor de investeringsprogramma's ingevolge de devaluatie van de frank en de stijging van de pariteit van de dollar.

Investerings

Laten we nu tenslotte overgaan naar de sector van de investeringen. Als algemene regel dienen wij hier te stellen dat, in de huidige budgettaire kontekst, enkel investeringsprogramma's kunnen aanvaard worden als zij een onvermijdelijk en onbetwistbaar operationeel doel nastreven. Ik heb het inzicht in dit domein een uiterst strenge controle uit te voeren en alle programma's die geen vitale operationele noodzaak vertonen te weigeren. De prioriteit in de tijd wordt eveneens een beslissend criterium, in een periode waar er een gebrek is aan middelen.

Inderdaad, op basis van de hoge specifieke groei van de uitgaven voor de wederoorusting en de groei die op dit ogenblik voor de wederoorusting mogelijk is of in de komende jaren nog mogelijk zal zijn, zijn wij verplicht vast te stellen dat het systematisch vervangen van versleten of voorbijgestreefd materieel ons op termijn enorme problemen zal stellen.

Met dit feit moet dus zeer dringend rekening gehouden worden door de aankopen te beperken tot materieel met strikte operationele noodzakelijkheid, in hoeveelheden die behoorlijk gerechtvaardigd zijn en dat aan zorgvuldig bepaalde minimale militaire eisen moet voldoen.

Zo deze principes inderdaad niet met de gewenste standvastigheid aangehouden worden en bijvoorbeeld de techniek van het meer spreiden in de tijd van de levering van de materialen met behoud van de volledige vastlegging bij de aanvang van de programma's zou toegepast worden, lopen wij

dans une mesure telle qu'à certain moment on ne puisse plus procéder au remplacement de matériels opérationnels vitaux.

Mentionnons ici que des circa 2 600 millions d'économies imposées par le Gouvernement, 821,9 ont été réalisées dans le secteur des investissements.

Il s'agit essentiellement du recul dans le temps de certains programmes majeurs et courants et de la suppression de certains programmes courants. La dévaluation du franc et l'augmentation de la parité du dollar m'ont obligé toutefois à inscrire dans l'amendement du budget un montant supplémentaire de 1 240 millions pour les programmes d'investissement.

Pour terminer le chapitre sur les investissements, je voudrais faire état de deux initiatives, à mon sens très importantes.

La première se rapporte à la globalisation des aspects économiques de l'acquisition de matériel par le Ministère de la Défense.

A l'occasion de la présentation du dossier relatif au « Long lead items » pour les avions F-16, le Conseil des Ministres a, le 1^{er} janvier 1982, décidé, suite à ma proposition, qu'une étude économique globale relative à une répartition équilibrée des compensations économiques, générée par les six programmes d'acquisition de la Défense nationale devait être entreprise par le Ministre des Affaires économiques, assisté du Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, des Ministres de la Défense nationale et du Budget et de la Commission pour l'orientation et la coordination des marchés publics.

Cette étude globale avait trait aux six programmes de la Défense nationale, à savoir: artillerie, radios HF, hélicoptères, avions de combat, la nouvelle génération des radios VHF et le parc de véhicules.

Les priorités suivantes figurent dans le planning d'investissement 1983-1992 de la Défense nationale et ce, en rapport avec le montant total et l'année du premier engagement de chacun de ces six programmes (FB courants):

Artillerie: 32,5 milliards FB — premier engagement en 1982;

Radios HF: 0,8 milliard FB — engagement en 1982;

Hélicoptères: 9,2 milliards FB — premier engagement en 1984;

Avions de combat: remplacement d'une partie des Mirages actuels par 44 avions F-16; premier engagement en 1986;

Radios VHF nouvelle génération: 8,9 milliards FB — premier engagement en 1984;

Parc véhicules: programme continu avec ordonnancements annuels de 0,8 milliard en 1983 à 2,3 milliards de FB en 1992.

L'étude globale concernée avait pour but de faire une proposition au Conseil des Ministres, concernant « une répartition équilibrée entre les Régions des participations industriel-

het gevaar de budgettaire schuld dermate te vergroten dat op een bepaald ogenblik niet meer zou kunnen overgegaan worden tot het vervangen van operationeel vitaal materieel.

Vermelden we hier nog dat van de ongeveer 2 600 miljoen door de Regering opgelegde bezuinigingen 821,9 miljoen bespaard werden in de sector van de investeringen.

Het gaat essentieel over het uitstellen van zekere hoofdprogramma's en over het uitstellen of afschaffen van bepaalde lopende programma's. De devaluatie van de frank en de stijging van de pariteit van de dollar hebben mij er echter toe genoopt in het amendement op de begroting voor de investeringsprogramma's een bijkomend bedrag van 1 240 miljoen in te schrijven.

Om het hoofdstuk over de investeringen af te sluiten zou ik het nog even willen hebben over, in mijn ogen, twee zeer belangrijke initiatieven.

Het eerste heeft betrekking op de globalisatie van de economische aspecten van de materieelaankopen voor het Departement van Landsverdediging.

Ter gelegenheid van de voorlegging van het dossier inzake de « Long lead items » voor de F-16 vliegtuigen, werd door de Ministerraad op 12 januari 1982 ingevolge mijn voorstel beslist dat een globale economische studie inzake een evenwichtige verdeling van de economische compensaties voortvloeiend uit zes aankoopprogramma's van Landsverdediging, moest ondernomen worden door de Minister van Economische Zaken, bijgestaan door de Vice-Eerste minister en minister van Justitie, de ministers van Landsverdediging en van Begroting en de Commissie voor Oriëntatie en Coördinatie van de Overheidsopdrachten.

Deze globale studie had betrekking op zes programma's van Landsverdediging, namelijk artillerie, radio's HF, helikopters, gevechtsvliegtuigen, radio's VHF nieuwe generatie en voertuigenpark.

Op de investeringsplanning 1983-1992 van Landsverdediging komen volgende prioriteiten voor in verband met het totaalbedrag en het jaar der eerste vastlegging van elk dezer zes programma's (lopende BF):

Artillerie: 32,5 miljard BF — eerste vastlegging in 1982;

Radio's HF: 0,8 miljard BF — vastlegging in 1982;

Helikopters: 9,2 miljard BF — eerste vastlegging in 1984;

Gevechtsvliegtuigen: vervanging van een gedeelte van de huidige Mirage-toestellen door 44 F-16 vliegtuigen — eerste vastlegging in 1986;

Radio's VHF nieuwe generatie: 8,9 miljard BF — eerste vastlegging in 1984;

Voertuigenpark: doorlopend programma met jaarlijkse ordonnancerings oplopend van 0,8 miljard in 1983 tot ongeveer 2,3 miljard BF in 1992.

Betrokken globale studie had tot doel aan de Ministerraad een voorstel te doen inzake « de evenwichtige verdeling onder de Gewesten der industriële deelneming en der kwantitatieve

les et des compensations économiques, tant quantitatives que qualificatives, tant directes qu'indirectes » pour les six programmes cités.

En exécution de la décision du Conseil des Ministres, et sous la présidence du Département des Affaires économiques, un groupe directeur et trois groupes de travail ont été constitués. Le groupe directeur a pris la direction de l'étude tandis que les trois groupes d'étude se sont intéressés respectivement aux trois secteurs industriels suivants: aéronautique, électronique et mécanique.

La Défense nationale a pour chaque programme constitué et distribué un dossier de base dans lequel les aspects suivants étaient traités: une description sommaire et une justification du programme, une estimation des coûts, le calendrier des engagements et ordonnancements du planning d'investissements de la Défense nationale et le résultat de la prospection militaire assortie de ses aspects économiques.

Les Affaires économiques ont approfondi cette prospection militaire en se limitant aux aspects économiques.

Comme résultat final de cette étude économique interdépartementale globale, le Ministre des Affaires économiques a introduit au Gouvernement, un dossier portant le titre « Rapport sur l'incidence possible des programmes de commandes majeurs de la Défense nationale ».

Au cours des séances des 29 juillet et 1^{er} août 1982, le Conseil des Ministres a pris connaissance de ce rapport et a confirmé le principe d'une répartition équilibrée entre les Régions, de la participation industrielle et des compensations économiques quantitatives et qualitatives, directes et indirectes.

A ce sujet, je voudrais attirer votre attention sur le fait que le rapport en question ne concerne que les répercussions économiques « possibles » et qu'il ne prédétermine nullement l'aspect économique des procédures relatives aux marchés publics qui seront appliquées.

Le Conseil des Ministres a également pris la décision de principe d'acheter 44 F-16 supplémentaires, avec un premier ordonnancement en 1986 et une première livraison en 1988.

Cette décision de principe doit être matérialisée en un contrat pour la fin 1982, à condition qu'un règlement acceptable soit trouvé pour l'ensemble des conditions économico-industrielles rattachées à ce problème.

Une seconde initiative importante tient compte de l'exécution de la déclaration gouvernementale qui, en ce qui concerne les marchés publics, contient la directive suivante: « Le Gouvernement veillera à ce que les commandes publiques relatives à des produits nouveaux ou technologies avancées constituent un outil important du développement industriel. »

Dans ce cadre, un accord fut conclu entre la Défense nationale et la Politique scientifique concernant l'étude et le développement de postes radios VHF de la nouvelle génération

en qualitative, rechtstreekse en onrechtstreekse economische compensaties » met betrekking tot de zes bovenvermelde programma's.

Ter uitvoering van de beslissing van de Ministerraad en onder voorzitterschap van het Departement van Economische Zaken, werden een stuurgroep en drie werkgroepen opgericht. De stuurgroep nam de leiding der studie waar, terwijl de drie werkgroepen zich respectievelijk met de volgende industriële sectoren bezighielden: luchtvaart, electronica en mechanica.

Door Landsverdediging werd voor elk programma een basisdossier opgesteld en ter beschikking gesteld waarin volgende aspecten voorkwamen: korte beschrijving en rechtvaardiging van het programma, geschatte kostprijs, kalender der vastleggingen en betalingen zoals voorzien in de investeringsplanning van Landsverdediging en het resultaat der militaire prospectie met economische aspecten.

Door Economische Zaken werd de beperkte militaire prospectie verder uitgediept.

Als eindresultaat van deze interdepartementale globale economische studie, werd door de minister van Economische Zaken bij de Regering een dossier ingediend onder de titel « Verslag over de mogelijke weerslag van de grote bestellingsprogramma's van Landsverdediging ».

Tijdens zijn zittingen van 29 juli 1982 en 1 augustus 1982 heeft de Ministerraad kennis genomen van dit verslag en het principe van een evenwichtige verdeling onder de gewesten der industriële deelneming en der kwantitatieve en kwalitatieve, rechtstreekse en onrechtstreekse economische compensaties bevestigd.

Hierbij wens ik er wel de aandacht op te vestigen dat betrokken verslag slechts de « mogelijke » economische weerslag betreft, die het economisch aspect in de toekomstige procedures inzake overheidsopdrachten hoegenaamd niet predetermineert.

Ook werd door de Ministerraad de principiële beslissing genomen om 44 bijkomende F-16 vliegtuigen aan te kopen met een eerste vastlegging in 1986 en een eerste levering in 1988.

Deze principiële beslissing dient omgezet te worden in een contract vóór het einde van dit jaar, op voorwaarde dat een aanvaardbare regeling gevonden wordt voor het geheel der industrieel-economische voorwaarden verbonden aan dit programma.

Een tweede belangrijk initiatief houdt rekening met de uitvoering van de regeringsverklaring die onder andere wat de overheidsopdrachten aangaat, volgende richtlijn bevat: « De Regering zal ervoor zorgen dat de overheidsbestellingen betreffende nieuwe producten of gevorderde technologieën een belangrijk hulpmiddel vormen van industriële ontwikkeling ».

In dit kader werd door Landsverdediging en Wetenschapsbeleid een akkoord afgesloten inzake de studie en de ontwikkeling van radioposten VHF der nieuwe generatie door de

par l'industrie belge, dans les attributions et sous la responsabilité exclusives de la Politique scientifique mais avec un appui technique qui sera fourni par la Défense nationale, sous certaines conditions.

Par cette initiative, l'industrie belge acquiert une chance réelle d'améliorer sa position sur le marché mondial en présentant des produits de haute technologie et *ipso facto* de participer aux contrats d'acquisition des Forces armées belges en tant que producteur réellement concurrentiel.

* *

Pour conclure cet exposé, je voudrais évoquer un thème qui ces derniers temps a été placé au centre de l'actualité, à savoir l'installation éventuelle de missiles à moyenne portée en Belgique.

La dissuasion de l'Otan est basée sur la « réponse flexible » qui vise à réagir à chaque menace ou à chaque attaque au niveau de l'adversaire, et permet de garder le contrôle de l'escalade.

Cette réponse est basée sur trois séries de moyens qui forment la « triade » d'armes nucléaires stratégiques, d'armes nucléaires de portée intermédiaire et courte et d'armes conventionnelles. Les trois éléments de cette triade sont indissociables et constituent la base de la crédibilité de la dissuasion.

A l'Ouest il existe une génération d'armes nucléaires de portée intermédiaire qui, du fait de leur âge, ont perdu toute crédibilité, surtout depuis l'installation des SS-20 par l'Est.

Il est indispensable de rétablir la crédibilité des armes de portée intermédiaire sous peine de risquer une escalade incontrôlable, suite à une riposte par armes stratégiques à l'emploi d'armes de portée intermédiaire ou, tout aussi grave, sous peine de laisser l'Europe sans possibilité de riposte alors qu'elle est déjà en état d'infériorité dans le domaine conventionnel.

L'implantation des INF (Intermediate Nuclear Forces), décidée par les Ministres de la Défense de l'Otan en décembre 1979 répond au souhait de rétablir une balance des forces qui soit crédible. Cette décision fut approuvée en septembre 1980 par la coalition de l'époque et présentée au Gouvernement.

En tant qu'exécutant, en matière de défense, des décisions du Gouvernement, la Défense nationale s'est lancée dès cet instant dans l'étude théorique du problème visant à définir, au départ d'un ensemble de critères tactiques et techniques, l'endroit le plus approprié pour l'implantation des missiles.

Ces critères concernent entre autres, l'accessibilité par air, l'isolement relatif du site, la superficie disponible, les possibilités de dispersion, le réseau routier, la proximité de terrains d'exercice, les possibilités de construction de logements, etc.

Belgische industrie, onder de uitsluitende bevoegdheid en verantwoordelijkheid van Wetenschapsbeleid, doch waarbij Landsverdediging onder zekere voorwaarden de nodige technische steun zal leveren.

Door dit initiatief verwerft de Belgische industrie een werkelijke kans om haar plaats op de wereldmarkt te verbeteren door middel van produkten van hoge technologische waarde en *ipso facto* om als reële concurrerende producent aan de aankoopcontracten van de Belgische Strijdkrachten deel te nemen.

* *

Om deze uiteenzetting te besluiten, zou ik een thema willen aansnijden dat de laatste tijden in het brandpunt van de aktualiteit geplaatst werd, namelijk de eventuele installatie in België van de raketten met middellange draaagwijdte.

De afschrikking van de Navo is gebaseerd op het « aangepast antwoord » waardoor beoogd wordt op elke bedreiging of op elke aanval te reageren op het door de vijand gekozen niveau en dat het behoud van de controle van de escalatie toelaat.

Dit antwoord is gebaseerd op drie reeksen van middelen die de « triade » vormen, namelijk strategische nucleaire wapens, nucleaire wapens voor middellange en korte afstand en conventionele wapens. De drie elementen van deze triade zijn onscheidbaar en vormen de basis van de geloofwaardigheid van de afschrikking.

In het Westen bestaat een generatie nucleaire wapens voor middellange afstand die door hun ouderdom alle geloofwaardigheid verloren hebben, vooral sinds de installatie van de SS-20 door het Oosten.

Het is noodzakelijk de geloofwaardigheid van de wapens voor middellange afstand te herstellen ten einde een oncontroleerbare escalatie tengevolge van een antwoord met strategische wapens op het gebruik van middellange-afstandswapens te vermijden of om te voorkomen dat Europa geen verweermogelijkheden meer zou hebben, daar waar het reeds in een minderheidspositie staat op het vlak van de conventionele wapens.

De installatie van de INF's (Intermediate Nuclear Forces) beslist door de Defensie-ministers van de Navo in 1979 beantwoordt aan de wens om een geloofwaardig evenwicht te herstellen tussen de twee blokken. Deze beslissing werd goedgekeurd in september 1980 door de toenmalige coalitie en voorgesteld aan de Regering.

Vanaf dat ogenblik heeft Landsverdediging die de regeringsbeslissingen inzake defensie uitvoert, de theoretische studie aangevat ten einde, vertrekkend van een geheel van tactische en technische criteria, de meest aangewezen installatieplaats voor de raketten te bepalen.

Deze criteria behelzen onder meer de toegankelijkheid langs de lucht, de relatieve afzondering van de opstellingsplaats, de beschikbare oppervlakte, de herontplooiingsmogelijkheden, het wegennet, de nabijheid van oefenterreinen, de mogelijkheden voor het bouwen van logementen enz.

Cette première phase de l'étude, menée en étroite collaboration avec les autorités américaines, est actuellement terminée et la Défense nationale est en mesure, si le Gouvernement le décide, de passer aux phases suivantes, à savoir l'étude approfondie sur le terrain, la notification des marchés, puis l'exécution des travaux et enfin, la fourniture d'appui pendant et après l'installation des missiles.

Ce processus peut toutefois être interrompu à tout moment, ce qui cadre avec l'esprit de la progression par étapes décidée par le Gouvernement.

III. DISCUSSION GENERALE

CHAPITRE I^{er}

Le personnel

1. Plan de restructuration du personnel de carrière

QUESTION

Plusieurs journaux ont publié des articles sur des projets élaborés par le Ministre pour résoudre certains problèmes de personnel.

Pourrait-il donner des explications à ce sujet ?

REPONSE

En ce qui concerne l'assainissement du secteur du personnel, un plan de restructuration du personnel de carrière est actuellement à l'étude.

Ce plan a en fait pour but de remédier à une série d'inconvénients fondamentaux du système actuel, à savoir :

- 1) Le mélange, au sein des mêmes unités, de miliciens et de volontaires de carrière;
- 2) L'impossibilité de financer la normalisation des prestations dans le contexte budgétaire actuel;
- 3) L'attrait relatif d'un certain nombre de fonctions difficiles à pourvoir pour l'instant en raison de leur nature ou de l'éloignement.

C'est ainsi qu'on trouve très peu de volontaires disposés par exemple à poser leur candidature pour des fonctions de combat banalisées dans les garnisons lointaines casernées en Allemagne.

L'idée de base du plan de restructuration est donc la suivante :

— D'une part, affecter autant que possible, les miliciens en Belgique à des fonctions dans lesquelles ils peuvent rester opérationnels deux mois de plus. Il n'empêche que les miliciens qui le désirent pourraient continuer à faire leur service en Allemagne, mais alors dans des fonctions pour lesquelles un temps de service de huit mois suffit pour être considéré comme rentable.

— D'autre part, s'efforcer de dégager les moyens financiers nécessaires à la normalisation des prestations et à la modulation des revenus afin de rééquilibrer l'offre et la

Deze eerste fase van de studie, die uitgevoerd werd in nauwe samenwerking met de Amerikaanse autoriteiten, is thans voltooid. Zo de Regering dit mocht beslissen, is Landsverdediging klaar om naar de volgende fases over te stappen, te weten een grondige terreinstudie, de toewijzing der opdrachten, de uitvoering van de werken en tenslotte het verlenen van steun tijdens en na de installatie der raketten.

Het verder verloop hiervan kan op ieder ogenblik onderbroken worden, wat toelaat de stapsgewijze vordering beslist door de Regering te respecteren.

III. ALGEMENE BESPREKING

HOOFDSTUK I

Het personeel

1. Herschikkingsplan van het beroepspersoneel

VRAAG

In verschillende kranten zijn er artikels verschenen over plannen van de Minister in verband met de personeelsproblemen.

Zou hij hierover een toelichting kunnen geven ?

ANTWOORD

In verband met het saneren van de personeelssector wordt momenteel een herschikkingsplan van het beroepspersoneel bestudeerd.

Dit herschikkingsplan moet in feite tegemoetkomen aan een aantal fundamentele nadelen van het huidige systeem, onder andere :

- 1) De vermenging in dezelfde eenheden van miliciens en beroepsvrijwilligers;
- 2) De onmogelijkheid in de huidige budgettaire kontekst om het normaliseren van de prestaties te financieren;
- 3) De relatieve aantrekkingskracht van een aantal functies die door hun aard of verwijdering voor het ogenblik moeilijk bezet worden.

Zo worden zeer weinig vrijwilligers gevonden die bijvoorbeeld kandidaat zijn voor gebanaliseerde gevechtsfuncties in de verre garnizoenen in Duitsland.

Het basisidee van het herschikkingsplan bestaat er dus in :

— Enerzijds zoveel mogelijk de miliciens in België in functie, te plaatsen waar ze operationeel twee maanden meer rendement hebben. Dit neemt niet weg dat de miliciens desgewenst hun dienst in Duitsland zouden kunnen blijven doen maar dan in functies waarvoor een dienstduur van acht maanden volstaat om als renderend beschouwd te kunnen worden.

— Anderzijds te trachten de financiële middelen vrij te maken nodig voor de normalisatie van de prestaties en het moduleren van de inkomsten ten einde de wet van vraag en

demande pour toutes les fonctions, en réduisant de manière globale le nombre de fonctions non opérationnelles. Les moyens financiers ainsi libérés pourraient alors être alloués sous la forme d'indemnités d'éloignement, pour fonctions particulièrement difficiles, pour heures supplémentaires, pour les gardes, etc... Globalement, cela reviendrait donc pour le secteur du personnel à une opération blanche sur le plan financier. Les modalités d'exécution éventuelles ainsi que la quantification de tous les aspects du problème sont encore à l'étude pour l'instant. Ce n'est que lorsque ces études préalables seront terminées que le plan pourra être soumis au Gouvernement et examiné par la nouvelle Commission mixte.

2. Carrière des commandants

QUESTION

Dans les différentes questions posées au sujet de l'âge limite des commandants, on constate notamment que la mobilité pour laquelle a opté la Commission Dekens n'a pas donné satisfaction et que l'on insiste pour qu'une solution raisonnable soit trouvée. Des négociations ont-elles été menées avec la Fonction publique pour essayer de trouver des possibilités de réaffectation pour cette catégorie de personnel? Pourquoi un commandant qui reste à l'armée bloquerait-il le recrutement d'un candidat officier?

Si cela représente une dépense supplémentaire de 600 000 francs par an comme le prétend le Ministre, c'est parce que le paiement de la pension ne fait l'objet d'aucune correction.

REPONSE

La mobilité proposée par la Commission Dekens n'a en effet connu qu'un succès modéré.

Sur les 771 commandants mis à la retraite depuis le début de 1979, 242 ont introduit une demande de mobilité; sur ce nombre, 66 ont obtenu satisfaction.

Il n'y a pas eu de pourparlers directs avec la Fonction publique concernant une réaffectation éventuelle des commandants mis à la retraite dans le secteur public, parce que ce département est associé à part entière aux travaux de la Commission précitée à laquelle l'ensemble du dossier a été renvoyé par un gouvernement précédent.

La loi-cadre de 1976 relative aux effectifs en officiers limite le nombre d'officiers subalternes à 4 931. Un commandant qui reste en poste empêche donc toujours le recrutement d'un jeune sous-lieutenant dans les limites de l'effectif maximum précité.

La dépense d'environ 600 000 francs par an à consentir pour un commandant qui resterait en fonction et dont il est fait état dans l'exposé introductif représente la différence de traitement entre le commandant restant en poste et le sous-lieutenant qui pourrait être recruté à sa place. Dans cette hypothèse, la Défense nationale devrait prévoir des moyens supplémentaires.

aanbod voor alle functies weer in evenwicht te brengen, door het bestand aan niet-operationele functies globaal te verkleinen. De hierdoor vrijgekomen financiële middelen zouden dan in de vorm van vergoedingen voor verwijdering, bijzondere moeilijke functies, overuren, wachten, enz. toegekend worden. Globaal dus zou het voor de personeelssector financieel op een nuloperatie neerkomen. De eventuele uitvoeringsmodaliteiten, evenals de kwantificering van alle aspecten van het probleem, zijn voor het ogenblik nog ter studie. Pas na beëindiging van deze voorafgaande studies zal het plan aan de Regering voorgelegd kunnen worden en zal er in de nieuwe Gemengde Commissie kunnen over gesproken worden.

2. Loopbaan van de commandanten

VRAAG

In de verschillende vragen die werden gesteld in verband met de leeftijdsgrenzen der commandanten, wordt onder meer vastgesteld dat de mobiliteit waarvoor geopteerd werd in de commissie-Dekens geen voldoening schenkt en aangedrongen op een redelijke oplossing. Werden er besprekingen gevoerd met het Openbaar Ambt om te trachten in een reafectatie te voorzien voor deze personeelscategorie? Waarom zou een commandant die bij het leger blijft, de aanwerving van een kandidaat-officier beletten?

Als dit een meeruitgave van 600 000 frank per jaar zou betekenen zoals de Minister beweert, dan is dit omdat er geen correctie wordt uitgevoerd met de uitbetaling van het pensioen.

ANTWOORD

De mobiliteit vooropgezet door de commissie-Dekens heeft inderdaad slechts een matig succes gekend.

Op de 771 commandanten oprustgesteld sinds begin 1979 hebben er 242 een aanvraag tot mobiliteit ingediend waarvan er 66 voldoening gekregen hebben.

Met het Openbaar Ambt werden geen rechtstreekse discussies gevoerd betreffende een reafectatie van de gepensioneerd commandanten in de openbare sector, omdat dit departement integraal deel uitmaakt van de voormelde commissie-Dekens waarnaar het ganse dossier werd verwezen door een vroegere regering.

De kaderwet van 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren beperkt het aantal lagere officieren tot 4 931. Een commandant die blijft, verhindert aldus altijd de aanwerving van een jong onderluitenant binnen de voormelde maximum-getalsterkte.

De meeruitgave van $\pm$ 600 000 frank op jaarbasis per commandant die zou blijven waarvan gewag gemaakt werd in de uiteenzetting, is het verschil in wedde tussen de commandant die blijft en de onderluitenant die in zijn plaats zou kunnen aangeworven worden. Hiervoor zou Landsverdediging moeten kunnen rekenen op bijkomende middelen.

Au niveau national, cette somme peut en effet être corrigée par la déduction du montant des pensions non payées. Mais un tel raisonnement est valable pour toutes les personnes mises à la retraite avant l'âge de 65 ans.

En outre, il faudrait aussi tenir compte pour l'Etat d'autres dépenses supplémentaires d'une part et d'une diminution des recettes d'autre part ainsi que d'un transfert de fonds entre divers départements, ce qui ne simplifie certainement pas le problème.

L'ensemble des aspects opérationnels, sociaux et budgétaires évoqués est toujours à l'étude.

3. Les effectifs en officiers subalternes

QUESTION

Quels remèdes sont envisagés pour remédier à la carence en effectifs-cadre, en particulier les capitaines et capitaines-commandants dans les grandes unités où il existerait un déficit de 50 p.c.?

REPONSE

La loi-cadre prévoit un maximum de 4 931 officiers subalternes et en date du 1^{er} janvier 1982 il y en avait 5 119, dont 173 hors budget.

Ces 5 119 existants se subdivisent comme suit :

- 1 653 capitaines-commandants;
- 1 147 capitaines;
- 945 premier lieutenants;
- 1 374 sous-lieutenants.

Cette subdivision fluctue évidemment en fonction des départs, qui permettent à leur tour le recrutement de jeunes candidats officiers.

Les officiers subalternes recrutés en grand nombre à l'époque de la guerre de Corée atteignent l'âge de la mise à la retraite et sont actuellement remplacés par des jeunes, ce qui explique certains glissements parmi les grades précités.

Pareils glissements sont d'ailleurs la conséquence directe et inévitable des fluctuations dans les recrutements des candidats officiers à travers les années et elles existeront toujours dans des proportions changeantes.

Vu ce qui précède et en tenant compte de la loi-cadre il n'existe donc nullement une carence des effectifs en officiers.

4. Le recrutement de femmes

QUESTIONS

Il n'a pas été question du problème des femmes à l'armée dans l'exposé du Ministre. Où en sont les résultats en matière d'engagement de personnel féminin? En imposant à celui-ci les mêmes critères d'aptitude physique qu'aux

Op nationaal vlak kan deze som inderdaad gecorrigeerd worden door aftrekking van niet-uitbetaalde pensioenen. Maar dergelijke redenering is geldig voor al wie gepensioneerd wordt vóór de leeftijd van 65 jaar.

Daarenboven zou dan ook voor de Staat rekening moeten gehouden worden met andere bijkomende uitgaven enerzijds en verminderde inkomsten anderzijds en ook met een verschuiving van fondsen tussen verschillende departementen, wat het probleem er zeker niet eenvoudiger op maakt.

Het geheel van de operationele, sociale en budgettaire aspecten die ingeroepen worden, wordt verder onderzocht.

3. Personeelssterkte van de lagere officieren

VRAAG

Wat zal er worden gedaan om het tekort aan kaderpersoneel weg te werken, met name op het niveau van de kapiteins en de kapiteins-commandanten in de grote eenheden, waar er een tekort van 50 pct. zou zijn?

ANTWOORD

De kaderwet voorziet in een maximum van 4 931 lagere officieren; op 1 januari 1982 waren er 5 119 waarvan 173 buiten begroting.

Die 5 119 kunnen worden ingedeeld als volgt:

- 1 653 kapiteins-commandanten;
- 1 147 kapiteins;
- 945 eerste-luitenants;
- 1 374 onderluitenants.

Die aantallen schommelen vanzelfsprekend naargelang van het aantal betrokkenen die uit dienst treden en die het mogelijk maken jonge kandidaat-officieren aan te werven.

De lagere officieren die in groten getale werden aangeworven ten tijde van de oorlog in Korea, bereiken de pensioenge-rechtigde leeftijd en worden thans vervangen door jongeren, wat sommige verschuivingen verklaart van de ene graad naar de andere.

Die verschuivingen zijn overigens het rechtstreeks en onvermijdelijk gevolg van de schommelingen bij de recrutering van kandidaat-officieren van het ene jaar tot het andere, en dit zal steeds in wisselende verhoudingen het geval blijven.

Rekening gehouden met wat voorafgaat en gelet op de kaderwet bestaat er dus geen tekort aan officieren.

4. Aanwerving van vrouwen

VRAAG

In de uiteenzetting van de Minister is het probleem van de vrouwen in het leger niet ter sprake gekomen. Wat zijn de resultaten inzake aanwerving van vrouwelijk personeel? Wanneer voor de vrouwen dezelfde criteria van lichamelijke

hommes, ne leur ferme-t-on pas l'entrée à l'Ecole royale militaire?

REPONSE

Les Forces armées engagent des femmes depuis 1975.

L'article 47 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des Forces armées prévoit que le Roi détermine les fonctions que le personnel féminin peut exercer. Toutefois la loi de réorientation économique du 4 août 1978 règle explicitement l'égalité de l'homme et de la femme en ce qui concerne les conditions de travail, l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelle.

Ceci signifie entre autres que les femmes ont au même titre que les hommes accès à toutes les catégories de personnel.

La situation des femmes à l'armée est actuellement la suivante:

	Belgique	FBA	Total
Officiers	86	16	102
Candidats officiers	49	4	53
Sous-officiers	243	110	353
Candidats sous-officiers	175	27	202
Volontaires	1 919	970	2 889
Total	2 472	1 127	3 599

A l'Ecole royale militaire plus particulièrement, $\pm$ 20 p.c. des candidats féminins inscrits en 1981 et en 1982 ont réussi les mêmes épreuves physiques que leurs collègues masculins, ce qui prouve que ces épreuves ne sont nullement insurmontables.

Je suis d'avis que le problème des femmes à l'armée devrait être approfondi par la future Commission mixte, qui pourrait formuler des recommandations à ce sujet pour le Comité interministériel du statut de la femme. L'Etat-Major général a été chargé de déterminer les critères physiques propres aux différentes fonctions et spécialités.

5. Durée du service militaire

QUESTION

Un problème fondamental est celui de la prolongation du temps de service militaire.

Quelles que soient les options politiques, soit armée de métier intégrale ou partielle, soit conscription généralisée, nous sommes confrontés dans la décennie 1983-1993 à une diminution de 25 p.c. des classes de milice par suite de l'abaissement du taux démographique (en gros 16 000 hommes).

geschiktheid worden aangewend als voor de mannen, maakt men hun dan de toegang tot de Koninklijke Militaire School niet onmogelijk?

ANTWOORD

Sinds 1975 worden vrouwen voor het leger aangeworven.

Artikel 47 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht stelt dat de Koning bepaalt welke functies het vrouwelijk personeel kan uitoefenen. De wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering voorziet evenwel uitdrukkelijk in de gelijke behandeling van mannen en vrouwen ten aanzien van de arbeidsvoorwaarden, de toegang tot het arbeidsproces, de beroepsopleiding en de promotiekansen.

Dit betekent onder meer dat de vrouwen op gelijke voet met de mannen toegang hebben tot alle personeelscategorieën.

De stand van de vrouwen bij het leger is op dit moment als volgt:

	België	BSD	Totaal
Officiëren	86	16	102
Kandidaat officieren	49	4	53
Onderofficiëren	243	110	353
Kandidaat onderofficiëren	175	27	202
Vrijwilligers	1 919	970	2 889
Totaal	2 472	1 127	3 599

In de Koninklijke Militaire School zijn ongeveer 20 pct. van de vrouwelijke kandidaten van 1981 en 1982 geslaagd voor dezelfde lichamelijke proeven als hun mannelijke collega's, wat bewijst dat die proeven helemaal niet onoverkomelijk zijn.

Ik ben van oordeel dat het probleem van de vrouwen in het leger grondiger moet worden bestudeerd door de toekomstige Gemengde Commissie, die in dat verband aanbevelingen zou kunnen richten tot het Ministerieel Comité voor de status van de vrouw. De Generale Staf kreeg de opdracht om de lichamelijke criteria voor de verschillende functies en specialiteiten voor te stellen.

5. Duur van de militaire dienst

VRAAG

De verlenging van de militaire dienst is een fundamenteel probleem.

Ongeacht de politieke voorkeur voor een volledig of gedeeltelijk beroepsleger dan wel voor de een algemene dienstplicht, zullen de militieklassen van 1983-1993 een vermindering met 25 pct. te zien geven als gevolg van de daling van het bevolkingscijfer (grosso modo 16 000 man).

Ce phénomène n'est d'ailleurs pas propre à la Belgique puisque la Bundeswehr connaîtra une diminution de 100 000 unités de ses effectifs globaux.

Dès lors, il paraît inévitable d'envisager la prolongation du temps de service si nous voulons éviter une diminution importante de nos effectifs, ce qui mettrait en cause ou nos engagements internationaux ou le caractère opérationnel de nos forces armées.

REPONSE

Je partage les soucis émis et confirme que l'évolution démographique est telle que des révisions des lois coordonnées sur la milice semblent inévitables dans un avenir proche pour pouvoir faire face aux problèmes que cette situation posera dans un avenir relativement proche. J'estime d'ailleurs que ce problème devrait être étudié à fond par la Commission mixte.

6. *Le moral des cadres et l'état d'esprit des miliciens*

QUESTION

Compte tenu des affirmations du Ministre selon lesquelles le moral des cadres est entamé et l'état d'esprit des miliciens laisse à désirer, on peut se demander s'il ne conviendrait pas de réexaminer la situation des volontaires et des miliciens.

REPONSE

Le schéma actuel des activités et le problème de la disponibilité des cadres subalternes sont notamment, à la base de la situation que nous connaissons actuellement et à laquelle il est urgent de remédier prioritairement.

Le statut des miliciens doit être adapté, notamment en tenant compte de leur temps de service pour leur carrière et le calcul de leur pension. Il s'agit souvent de problèmes qui ne relèvent pas uniquement des attributions de la Défense nationale et au sujet desquels la Commission mixte qui doit être créée pourrait formuler des recommandations concrètes.

7. *Statut pécuniaire des différentes unités*

QUESTION

Le Ministre envisage-t-il de modifier le statut pécuniaire en relevant les traitements des unités opérationnelles grâce aux réductions des traitements des unités non opérationnelles?

REPONSE

Il n'entre nullement dans les intentions du ministre de transférer des ressources de certaines unités à d'autres.

On examine la possibilité de libérer des ressources par la restructuration et des départs de personnel afin de pouvoir les employer en faveur des militaires occupant certaines fonctions ou placés dans des garnisons déterminées.

Dat geldt niet alleen voor België aangezien de Bundeswehr zijn totale legersterkte met 100 000 manschappen zal zien dalen.

Een verlenging van de dienstdienst lijkt derhalve onvermijdelijk als we willen voorkomen dat de legersterkte te zeer daalt, wat onze internationale verbintenissen of het operationele karakter van onze strijdkrachten in gevaar zou brengen.

ANTWOORD

Ik deel die bezorgdheid; de demografie kent zulk een verloop dat een herziening van de gecoördineerde dienstplichtwetten eerlang onvermijdelijk zal zijn om het hoofd te kunnen bieden aan de problemen die binnen zeer afzienbare tijd als gevolg daarvan zullen rijzen. Ik ben trouwens de mening toegedaan dat dit vraagstuk grondig onderzocht zal moeten worden door de Gemengde Commissie.

6. *Moreel van de kaders en geestesgesteldheid van de dienstplichtigen*

VRAAG

Rekening houdend met de beweringen van de Minister dat de geest van de kaders is aangetast en dat ook de ingesteldheid van de miliciens te wensen overlaat, rijst de vraag of het niet nodig is de situatie van vrijwilligers en dienstplichtigen te herzien.

ANTWOORD

Het huidig activiteitspatroon en het probleem van de beschikbaarheid van de lagere kaders liggen mede aan de basis van de situatie die we nu kennen en die dringend en prioritair moet verholpen worden.

Het statuut van de dienstplichtigen dient aangepast te worden, o.m. om hun dienst te laten meetellen voor hun loopbaan en hun pensioenberekening. Dikwijls betreft het hier problemen die niet onder de bevoegdheid van Landsverdediging vallen en waarvoor de op te richten Gemengde Commissie concrete aanbevelingen zou kunnen doen.

7. *Bezoldigingsstelsel in de verschillende eenheden*

VRAAG

Overweegt de Minister wijzigingen in het bezoldigingsstelsel, door de wedden in operationele eenheden te verhogen met middelen afgetrokken van de wedden in niet-operationele eenheden?

ANTWOORD

Het ligt geenszins in de bedoeling om middelen van de eenen over te hevelen naar de anderen.

De mogelijkheid wordt onderzocht om middelen vrij te maken door herschikking en afvloeiing van personeel ten einde die te kunnen aanwenden voor de militairen in bepaalde functies of garnizoenen.

8. Prestations de vol de certains pilotes

QUESTION

Pourquoi, dans le cadre des restrictions budgétaires actuelles, ne supprime-t-on pas les prestations de vol pour les pilotes qui n'ont pas de mission de combat?

REPONSE

Il convient de noter tout d'abord que l'exercice de certaines fonctions de commandement et d'état-major exigent que les intéressés continuent d'avoir une certaine pratique du pilotage de manière à pouvoir suivre l'évolution rapide du matériel volant sophistiqué.

La solution qui consisterait à ne plus laisser voler les pilotes pendant la période où ils sont affectés à des fonctions d'état-major ou de commandement et, ensuite, à les soumettre à un recyclage complet lorsqu'ils sont désignés pour une unité opérationnelle, pourrait entraîner des difficultés opérationnelles et budgétaires.

Il est en effet prouvé, que dans ce cas, un recyclage complet serait plus coûteux que le système actuel.

Depuis quelques années, ces pilotes, pour entretenir leur pratique du pilotage, ne s'entraînent plus sur des avions de combat du type F-16, F-104 ou Mirage, mais sur des appareils d'écologie et de transport, ce qui est moins onéreux.

Actuellement, le chef d'état-major de la force aérienne étudiante, à ma demande, une restructuration des heures de vol disponibles en fonction des moyens prévus par le plan de vol général et compte tenu des besoins spécifiques en heures de vol par type d'appareil.

La possibilité de conserver leurs indemnités de vol à des pilotes, qui ne peuvent plus remplir des missions de combat sans qu'ils effectuent des prestations de vol, est examinée dans le plan de restructuration des heures disponibles.

CHAPITRE II

Les données stratégiques et les opérations

1. Les forces en présence à l'Est et à l'Ouest.

QUESTION

La comparaison des forces en présence varie très fortement selon les sources citées. Qu'en est-il exactement?

REPONSE

Il existe bien sûr un très grand nombre d'études comparatives des forces en présence, mais elles ne sont pas toutes nécessairement objectives.

Par ailleurs, la base de comparaison n'est pas toujours la même tandis que les sources mêmes de certaines de ces études sont sujettes à caution.

8. Vliegprestaties van sommige piloten

VRAAG

Waarom worden in het kader van de huidige budgettaire restricties de vliegprestaties van de piloten die geen gevechtsopdracht hebben, niet afgeschaft?

ANTWOORD

Vooreerst moet opgemerkt worden dat voor het uitoefenen van bepaalde commando- en staffuncties een zekere vliegervaring noodzakelijk blijft ten einde de snelle evolutie van het gesofisticeerd vliegend materieel te kunnen volgen.

De oplossing die er zou in bestaan piloten tijdelijk niet te laten vliegen tijdens hun affectaties in staf- en commandofuncties om hen achteraf een volledige conversie te geven bij het aanwijzen voor een operationele eenheid, zou tot operationele en budgettaire moeilijkheden kunnen leiden.

Het is inderdaad bewezen dat in dat geval een volledige conversie duurder zou uitvallen dan wat nu wordt toegepast.

Sinds enige jaren gebeurt het behoud van de nodige vliegkwalificaties niet meer op gevechtsvliegtuigen van het type F-16, F-104, of Mirage, maar wel op opleidings- en transportvliegtuigen, daar dit goedkoper uitkomt.

Momenteel wordt op mijn vraag een herschikking van de beschikbare vliegreun door de Stafchef van de Luchtmacht bestudeerd in functie van de voor het globale vluchtplan voorziene middelen en rekening houdend met de specifieke behoeften aan vliegreun per vliegtuigtype.

De mogelijkheid om piloten, die niet meer in aanmerking komen voor het uitvoeren van gevechtsopdrachten, hun vliegtoelage te laten behouden zonder vluchtprestaties uit te voeren wordt onderzocht in deze herschikking van de beschikbare vliegreun.

HOOFDSTUK II

Strategische gegevens en operaties

1. Het aantal strijdkrachten in Oost en West

VRAAG

De vergelijking van de tegenover elkaar staande krachten loopt sterk uiteen naargelang van de bronnen. Wat is de juiste toestand?

ANTWOORD

Er bestaan natuurlijk een groot aantal vergelijkende studies van de wederzijdse strijdkrachten, maar deze zijn niet noodzakelijk alle objectief.

Bovendien is de basis van vergelijking niet steeds dezelfde en moet soms voorbehoud worden gemaakt voor de bronnen, waarop sommige studies berusten.

Pour ces raisons l'Otan a effectué et publié sa propre étude, basée sur des données chiffrées vérifiées dont la crédibilité ne peut, à mon avis, pas être mis en doute.

Cette étude a connu une très large diffusion, même auprès des membres des Commissions de la Défense, mais, si nécessaire, des copies supplémentaires peuvent en être tirées.

2. Implantation des INF

QUESTION

L'Otan est déjà très faible sur le plan des armes conventionnelles.

L'implantation des INF n'augmente-t-elle dès lors pas le risque d'escalade?

REPONSE

Il est exact que sur le plan conventionnel, l'Otan est faible par rapport au Pacte de Varsovie. Mais ceci est encore plus vrai sur le plan des armes nucléaires de moyenne et de faible portée.

Si nous laissons le fossé se creuser dans ce domaine, il est à craindre que l'Union soviétique ne croie qu'une agression limitée contre l'Europe soit possible, étant donné qu'elle resterait dans ce cas hors portée du fait que l'utilisation d'armes nucléaires stratégiques provoquerait une guerre nucléaire généralisée et que les Etats-Unis renonceraient peut-être à cette escalade. A mon avis, les INF constituent donc réellement un chaînon indispensable entre les forces conventionnelles en Europe et les armes stratégiques des Etats-Unis.

Grâce à la diversité de son armement, l'Otan est en mesure d'appliquer la stratégie de la réponse adéquate (*flexible response*). Pour rendre la dissuasion efficace, l'Otan doit en effet démontrer de manière crédible qu'elle est en mesure de se défendre et qu'elle est prête à le faire. En outre, le risque encouru par un agresseur potentiel doit être à ce point élevé qu'il n'ose pas le prendre.

QUESTION

La mise à bord de sous-marins des INF les rend quasi invulnérables et diminue le danger pour la population. Pourquoi ne pas opter davantage pour cette solution?

REPONSE

Il est exact que le sous-marin est une base de lancement de missiles actuellement quasi invulnérable.

Cette solution est toutefois d'un coût tellement élevé, tant en ce qui concerne l'acquisition qu'en ce qui concerne la mise en œuvre, qu'elle est pour le moment tout simplement impensable.

Par ailleurs la menace sur la population civile n'en est pas réduite pour autant puisqu'une riposte nucléaire — quelle

Daarom heeft de Navo een eigen studie gemaakt en gepubliceerd, gegrond op gecontroleerde becijferde gegevens waarvan de geloofwaardigheid naar mijn oordeel niet in twiifel kan worden getrokken.

Deze studie werd op zeer ruime schaal verspreid, ook bij de leden van de Commissies voor de Landsverdediging, maar indien het nodig mocht blijken, kunnen bijkomende kopieën worden gemaakt.

2. Inplanting van de INF

VRAAG

De Navo is reeds conventioneel zeer zwak.

Wordt het risico tot escalatie bijgevolg niet groter door het inplanten van de INF?

ANTWOORD

Het is juist dat de Navo op het conventioneel vlak zwak staat t.o.v. het Warschaupakt. Maar dit geldt nog meer op het vlak van de kernwapens voor de middellange en korte afstand.

De achterstand in dit domein verder laten aangroeien houdt het risico in dat de Sovjet-Unie zou kunnen geloven dat een beperkte aanval tegen Europa mogelijk is, daar de Sovjet-Unie dan zelf buiten schot zou blijven gezien het gebruik van strategische kernwapens een algemene nucleaire oorlog zou betekenen en de Verenigde Staten van deze escalatie misschien zouden afzien. De INF vormen dus wel degelijk, volgens mij, een onmisbare schakel tussen de conventionele strijdkrachten van de Navo in Europa en de strategische wapens van de Verenigde Staten.

Door de verscheidenheid aan wapens is de Navo in staat de strategie van het aangepaste antwoord (*flexible response*) te gebruiken. Om de afschrikking doeltreffend te maken moet de Navo inderdaad op geloofwaardige wijze tonen dat zij in staat is zich te verdedigen en dat zij bereid is dit te doen. Daarenboven moet het risico voor een potentiële aanvaller onaanvaardbaar hoog gesteld worden.

VRAAG

De uitrusting van de onderzeeër met de INF maakt deze nagenoeg onkwetsbaar en vermindert het gevaar voor de bevolking. Waarom wordt dat niet méér gedaan?

ANTWOORD

Het is juist dat een onderzeeër een nagenoeg onkwetsbare lanceerbasis voor raketten is.

Dit kost evenwel zoveel geld bij de aankoop als bij de uitvoering, dat die oplossing op dit ogenblik gewoon ondenkbaar is.

Overigens wordt de burgerbevolking daardoor niet minder bedreigd, omdat bij een kernaanval — vanwaar die ook mo-

qu'en soit l'origine — impliquerait de toute façon un mélange d'objectifs civils et militaires.

En d'autres mots, les populations civiles ne seront jamais épargnées dans l'hypothèse d'un conflit nucléaire.

3. Engagements de la force aérienne dans le cadre de l'Otan.

QUESTION

Quelles sont exactement les engagements fondamentaux de la force aérienne belge dans le cadre de l'Otan ?

Le nombre d'avions dont elle dispose ne pourrait-il être réduit ?

REPONSE

Dans le cadre de l'Otan, la Belgique a accepté certains engagements pour la force aérienne, qui globalement peuvent se résumer comme suit :

— huit unités de fusées Nike téléguidées stationnées en Allemagne, intégrées à la Nike-belt et qui participent à la défense de l'espace aérien à moyenne et à haute altitude ;

— 144 avions de combat dont 54 servant de support sol-air, 36 affectés à la défense aérienne, 18 à des missions de reconnaissance et 36 assumant un double rôle (conventionnel et nucléaire).

Ces avions sont répartis en huit escadrilles.

Il n'est pas possible de réduire le nombre d'avions par escadrille, étant donné que ceci implique soit une augmentation de celles-ci, ce qui serait évidemment une solution onéreuse, soit une limitation de nos engagements envers l'Otan, ce qui est inacceptable pour nos alliés qui sont confrontés à des difficultés financières analogues aux nôtres.

Pour continuer à respecter nos engagements vis-à-vis de l'Otan, il est donc indispensable de maintenir ce nombre de 144 avions. Pour disposer pendant une quinzaine d'années d'une flotte de 72 avions possédant la capacité opérationnelle voulue, il est nécessaire d'acquérir 116 avions. Ceci permet d'étaler les pertes en temps de paix sur l'ensemble de la période et d'organiser un roulement au niveau de l'entretien normal. Je répète que dans le cadre de nos engagements envers l'Otan, 144 avions doivent pouvoir être rendus opérationnels dans les délais impartis.

4. Valeur combattante des volontaires et des miliciens

QUESTION

Le Ministre pourrait-il donner son appréciation sur la valeur respective des volontaires britanniques et des miliciens argentins dans le conflit des Malouines ? Lui serait-il possible de faire un parallèle entre les militaires opposés aux Malouines et les militaires belges ?

ge komen — in ieder geval zowel burgerlijke als militaire doelen betrokken zouden zijn.

Met andere woorden, in geval van een kernconflict zal de burgerbevolking nooit worden gespaard.

3. Verplichtingen van de luchtmacht in Navo-verband

VRAAG

Welke zijn de juiste basisverplichtingen van de Belgische luchtmacht in Navo-verband ?

Zou het aantal vliegtuigen waarover deze macht beschikt niet kunnen verminderd worden ?

ANTWOORD

In het kader van de Navo heeft België zekere verplichtingen aanvaard voor de Luchtmacht, die globaal neerkomen op :

— Acht smaldelen geleiden tuigen Nike, in Duitsland opgesteld als deel van de « Nike-belt », die deelnemen aan de verdediging van het luchtruim op middelbare en grote hoogte.

— 144 gevechtsvliegtuigen waarvan 54 voor grond-luchtsteun, 36 voor luchtverdediging, 18 voor verkenning en 36 in een dubbele rol (konventioneel en nucleair).

Deze vliegtuigen zijn verdeeld over acht smaldelen.

Het is niet mogelijk het aantal vliegtuigen per smaldeel te verminderen daar dit ofwel een verhoging inhoudt van het aantal smaldelen wat uiteraard een kostelijke oplossing is, ofwel een vermindering betekent van onze verplichtingen t.o.v. Navo, wat niet aanvaardbaar is voor onze bondgenoten, die met analoge financiële moeilijkheden te kampen hebben als wij.

Om aan onze Navo-verplichtingen te blijven voldoen is het dus onontbeerlijk dit aantal van 144 vliegtuigen te behouden. Om een vloot van 72 vliegtuigen met de gewenste paraatheid gedurende een vijftiental jaren te hebben is het noodzakelijk 116 vliegtuigen aan te schaffen. Dit laat toe de vrede-tijdverliezen over de ganse periode op te vangen en een normale onderhoudsbeurtrol op te stellen. Ik herhaal dat in het kader van onze Navo-verplichtingen 144 vliegtuigen paraat moeten kunnen gemaakt worden binnen de opgelegde termijnen.

4. Gevechtswaarde van vrijwilligers en dienstplichtigen

VRAAG

Kan de Minister mededelen wat de respectieve gevechtswaarde was van de Britse vrijwilligers en de Argentijnse dienstplichtigen in het Falklandsconflict ? Kan hij een parallel maken tussen de militairen die op Falklands tegenover elkaar stonden en de Belgische militairen ?

REPONSE

Il est clair que des miliciens issus du contingent ne peuvent que difficilement se comparer à des volontaires appartenant à des corps d'élite.

Le manque de précisions relatives aux composantes (nationalité, géographie, environnement local, etc.) ne permet pas d'établir *in abstracto* un parallélisme entre des militaires de nationalité différente.

Rien ne permet en effet d'avancer que le soldat moyen serait meilleur ou plus mauvais dans tel ou tel pays.

5. Leçons à tirer du conflit du Liban

QUESTION

Quelles sont les leçons qui peuvent être tirées des récentes opérations aériennes au Liban ?

REPONSE

La guerre du Liban, comme les autres conflits qui ont opposé Israël à ses voisins et tout comme le conflit des Falklands ont confirmé l'enseignement premier de la seconde guerre mondiale, à savoir que toute victoire est conditionnée par l'obtention préalable de la supériorité aérienne.

Dans le cas précis du Liban, Israël a mis en œuvre des moyens très perfectionnés pour obtenir cette supériorité.

Dans une première phase les engins sol-air syriens ont été éliminés par l'utilisation de missiles; dans une seconde phase la chasse israélienne a éliminé l'adversaire par l'utilisation combinée de missiles air-air et de mesures contre-électroniques visant à perturber les moyens radar et de communication adverses. Ceci a permis aux F-15 et F-16 israéliens d'inscrire plus de huit victoires à leur bénéfice sans subir aucune perte.

Sans vouloir diminuer pour autant l'importance des facteurs humains tels le moral, la combativité ou l'importance de l'entraînement, on peut affirmer que les armes perfectionnées sont d'une efficacité redoutable et qu'il est absolument impensable de s'en passer.

6. Retrait éventuel de troupes d'Allemagne

QUESTION

Le retrait de troupes d'Allemagne est une excellente idée, qui fut émise il y a dix ans déjà par le Parti socialiste.

Les ministres de la Défense nationale successifs y ont toujours répondu par la négative, en invoquant surtout l'exécution de nos missions dans le cadre de l'Otan et le fait qu'il n'existe pas de possibilités de casernement en Belgique. Qu'en pense le ministre actuel ?

REPONSE

Je n'ai jamais parlé de retirer les troupes belges d'Allemagne, mais de ramener en Belgique une grande partie des

ANTWOORD

Het is duidelijk dat dienstplichtigen uit het contingent moeilijk op een lijn kunnen worden gesteld met vrijwilligers van elitekorpsen.

Wij beschikken niet over nadere gegevens inzake nationaliteit, aardrijkskunde, plaatselijke omgeving, enz. zodat geen vergelijking *in abstracto* mogelijk is tussen militairen van verschillende nationaliteit.

Niets laat inderdaad toe te beweren dat de gemiddelde soldaat van het ene of het andere land beter of slechter zou zijn.

5. Lessen uit het conflict in Libanon

VRAAG

Welke lessen kunnen worden getrokken uit de recente luchtoperaties in Libanon ?

ANTWOORD

De oorlog in Libanon evenals de andere conflicten tussen Israël en zijn burens en het conflict op de Falklands hebben bevestigd wat de Tweede Wereldoorlog reeds heeft geleerd namelijk dat iedere overwinning bepaald wordt door een vooraf verkregen overwicht in de lucht.

In het geval van Libanon heeft Israël zeer geperfectioneerde middelen gebruikt om dat overwicht te behalen.

Eerst werden de Syrische grond-luchtraketten uitgeschakeld met raketten; daarna schakelden de Israëlische jachtvliegtuigen de tegenstander uit met lucht-luchtraketten in combinatie met elektronische middelen waardoor de radar- en de communicatiemiddelen van de vijand werden verstoord. Op die wijze konden de Israëlische F-15 en F-16 vliegtuigen meer dan acht overwinningen behalen zonder zelf verlies te lijden.

Zonder daarom de waarde van de menselijke factoren zoals het moreel, de strijdlust en het belang van de training te miskennen, mag worden aangenomen dat de geperfectioneerde wapens een geduchte doeltreffendheid bezitten en onmogelijk kunnen worden gemist.

6. Eventuele terugtrekking van troepen uit Duitsland

VRAAG

De terugtrekking van troepen uit Duitsland is een uitstekend idee dat reeds tien jaar geleden werd voorgesteld door de SP.

De opeenvolgende Ministers van Landsverdediging hebben steeds een negatief antwoord gegeven, vooral verwijzend naar de uitvoering van onze Navo-opdrachten en het feit dat er geen kazerneringsmogelijkheden bestaan in België. Wat denkt de huidige Minister hieromtrent ?

ANTWOORD

Ik heb nooit over een terugtrekking van de Belgische troepen uit Duitsland gesproken, maar wel over het naar België

miliciens se trouvant en Allemagne. Il semble donc y avoir là un malentendu.

Pour ce qui est d'un retrait éventuel des troupes belges d'Allemagne, nous estimons qu'un retour des FBA en Belgique ferait peser, dans le domaine opérationnel, une hypothèque telle sur la possibilité de continuer à effectuer notre propre mission et pourrait en outre mettre en péril l'exécution de la mission des alliés à un point tel qu'il faudrait se demander s'il serait encore raisonnable de continuer à assumer la responsabilité de cette mission.

Cela mettrait naturellement en question la crédibilité de l'existence même des forces armées.

Par ailleurs, il est clair que les frais financiers, initiaux et récurrents, de pareilles installations seraient à ce point élevés que l'on peut dire que les seuls intérêts qu'il faudrait payer sur des capitaux de cette importance excéderaient largement les frais supplémentaires directs qu'entraîne le stationnement actuel des forces belges en République fédérale.

Enfin, un retrait des troupes belges devrait être compensé par les alliés, ce qui ne serait certainement pas accepté.

Par une décision unilatérale de la sorte, la Belgique s'isolerait à coup sûr sur les plans politique et économique, avec toutes les conséquences que cela entraînerait.

Ma seule intention est, comme je viens de le dire, de ramener en Belgique la plus grosse partie des miliciens.

7. Evolution des effectifs en RFA

QUESTION

Quelle est l'évolution des effectifs du personnel militaire et du personnel civil belges en RFA avant et après le retour de deux brigades en Belgique?

REPONSE

Le retour de deux brigades en Belgique, commencé en juin 1974 était terminé en octobre 1980.

A ces dates la situation se présentait comme suit:

	Juin 1974	Octobre 1980	Différence
Total des militaires des FBA	31 352	30 125	- 1 227
Total des militaires du 1 (BE) Corps en RFA	28 352	26 047	- 2 305
Total du personnel civil à la suite des FBA (épouses, enfants, enseignants, corps judiciaire)	32 022	27 073	- 4 949
Effectifs des deux brigades concernées en Belgique	2 994	6 805	+ 3 811

brengen van een groot deel van de miliciens die in Duitsland zijn. Hier schijnt dus een misverstand te bestaan.

Wat een eventuele terugtrekking van de Belgische troepen uit Duitsland betreft, menen we, dat een terugkeer van de BSD naar België op operationeel gebied een dergelijke hypothek zou leggen op de mogelijkheid de eigen opdracht verder uit te voeren en bovendien de uitvoering van de opdracht van de geallieerden dermate in gevaar zou kunnen brengen, dat men zich de vraag zou moeten stellen of het nog zin zou hebben de verantwoordelijkheid voor deze opdracht verder te aanvaarden.

Dit zou natuurlijk de geloofwaardigheid van het bestaan zelf van de Strijdkrachten op de helling zetten.

Het is verder duidelijk dat de financiële, initiële en recurrente lasten van een dergelijke installatie dermate hoog zouden zijn dat bij wijze van spreken alleen de intresten die men voor het bezorgen van dergelijke grote kapitalen zou moeten aanwenden ruim de huidige directe meerkosten van de stationering in de DBR zouden overtreffen.

Tenslotte zou een terugtrekken van Belgische troepen moeten gecompenseerd worden door de geallieerden, wat zeker niet zou aanvaard worden.

Door dergelijke eenzijdige beslissing zou België zich zeker politiek en economisch isoleren met alle gevolgen van dien.

Maar mijn bedoeling is alleen het grootste deel van de miliciens terug naar België te brengen zoals ik daarnet al gezegd heb.

7. Verloop van de legersterkte in de Bondsrepubliek Duitsland

VRAAG

Wat is de evolutie van de getalsterkte van het Belgisch militair personeel en van het Belgisch burgerlijk personeel in de Bondsrepubliek Duitsland voor en na de terugkeer van twee brigades in België?

ANTWOORD

De terugkeer van twee brigades naar België, die in juni 1974 begon, was beëindigd in oktober 1980.

Op die datums zag de toestand eruit als volgt:

	Juni 1974	Oktober 1980	Verschil
Totaal van de militairen van de BSD	31 352	30 125	- 1 227
Totaal van de militairen van het eerste (SB) korps in de DBR	28 352	26 047	- 2 305
Totaal van het burgerlijk personeel behorend bij de BSD (echtgenoten, kinderen, leerkrachten, rechterlijk korps)	32 022	27 073	- 4 949
Getalsterkte van de twee brigades in België	2 994	6 805	+ 3 811

Le retour en Belgique de deux brigades coïncidait pratiquement avec le début de la professionnalisation. A cette époque les tableaux organiques des unités en RFA n'étaient pas honorés à 100 % par manque de volontaires.

Il ne peut pas être perdu de vue non plus que 4 bataillons (c.à.d. deux bataillons d'infanterie et deux bataillons d'artillerie) étaient déjà stationnés en Belgique au moment où le retour des brigades complètes était décidé.

8. Les rappels

QUESTION

Quel est le sens des rappels et quelle en est l'incidence financière?

REPONSE

Lorsque l'on a supprimé deux brigades actives, il a été nécessaire de créer deux brigades de réserve, étant donné que la mission du Corps 1 (BE) est restée inchangée.

Il est absolument nécessaire de procéder à des rappels périodiques pour maintenir un niveau opérationnel minimum.

Le rappel de la 10^e brigade d'infanterie blindée qui vient de se terminer, a coûté environ 120 millions.

Ce montant couvre les frais suivants: personnel, habillement et équipement, transport par train et autobus, carburant, maintenance et munitions.

9. L'état des forces de réserve

QUESTION

Comment expliquer l'état lamentable des réserves (équipement et fréquence des rappels) et quelles sont les mesures à prendre pour diminuer les délais nécessaires à l'arrivée des « compléments ».

REPONSE

A. Equipement des réserves

a) Pour la chaîne des renforts

Les disponibilités actuelles permettent la mise en place de l'habillement individuel, de l'équipement de corps et de l'armement individuel pour environ 20 000 hommes.

b) Pour la défense militaire du territoire

Il manque l'habillement, l'équipement, l'armement et le matériel pour réaliser la deuxième phase prévue en 1985 de la défense militaire du territoire, soit pour environ 4 000 hommes.

c) Pour les autres unités de réserve

Pour les autres unités de réserve du 1 (BE) Corps et de la zone arrière de combat ($\pm$ 25 000 hommes), des Forces de

De terugkeer naar België van twee brigades viel vrijwel samen met het begin van de professionnalisering. De organieke tabellen van de eenheden in de DBR waren toen niet voor honderd procent volzet bij gebrek aan vrijwilligers.

Men vergeet ook niet dat vier bataljons (d.w.z. twee infanteriebataljons en twee artilleriebataljons) reeds in België gelegerd waren toen besloten werd tot de terugkeer van de volledige brigades.

8. De wederoproeping

VRAAG

Wat is de zin van de wederoproeping en wat is de financiële repercussie ervan?

ANTWOORD

Op het ogenblik van de afschaffing van twee actieve brigades, is het noodzakelijk geweest twee reservebrigades op te richten, aangezien de opdracht die aan het 1(BE) Corps toevertrouwd is, onveranderd bleef.

Een periodieke wederoproeping is absoluut noodzakelijk om een minimaal operationelniveausniveau te behouden.

De wederoproeping van de 10de Pantser-infanteriebrigade die pas achter de rug is, heeft ongeveer 120 miljoen gekost.

Dit bedrag bevat de volgende onkosten: personeel, kledij en uitrusting, transport per trein en bus, brandstof, maintenance en munitie.

9. Stand van de reservestrijdkrachten

VRAAG

Hoe is de erbarmelijke toestand bij de reservestrijdkrachten (uitrusting en frequentie van de oproeping) te verklaren en welke maatregelen moeten worden genomen om de termijnen in te korten die noodzakelijk zijn voor het ter plaatse brengen van de « aanvullingstroepen ».

ANTWOORD

A. Uitrusting van de reservetroepen

a) De versterkingstroepen

Met de middelen waarover we thans beschikken, kan er worden voorzien in de individuele kledij, de uitrusting van het korps en de individuele bewapening van ongeveer 20 000 manschappen.

b) De militaire verdediging van het grondgebied

Er is onvoldoende kleding, uitrusting, wapens en materieel voor de uitvoering van de voor 1985 geplande tweede fase ter verdediging van het grondgebied, d.w.z. ongeveer 4 000 manschappen.

c) De andere reserve-eenheden

De andere reserve-eenheden van het eerste (SB) korps en van de gevechtstroepen van de achterlinies ($\pm$ 25 000 man-

l'intérieur et de la défense militaire du territoire 1^{re} phase (en tout $\pm$ 30 000 hommes) ainsi que pour les unités de la chaîne des renforts, les problèmes principaux en matière d'équipement et de matériel sont les suivants :

(1) habillement et équipement

Tout le personnel est équipé, mais parfois avec l'équipement « ancien modèle ».

(2) armements individuel et collectif

Ceux-ci ne manquent pas, mais si les unités de réserve du 1 (BE) Corps sont équipées de FAL et de VIGNERON (sauf seize compagnies de services généraux équipées de STEN), les unités de réserve des Forces de l'intérieur sont toujours équipées de SAFN et de STEN.

(3) matériel de transmission

Il manque 250 postes portatifs.

Certains matériels, comme les postes portatifs SCR 300 et les postes sur véhicules SCR 508 et 528 sont d'une technologie tout-à-fait dépassée.

(4) matériel en général

a) véhicules: un large appel est fait à la réquisition ($\pm$ 5 500 véhicules)

b) élévateurs: il en manque 9 sur 18

c) les dépanneuses à roues et à chenilles ne sont plus fiables

d) le matériel de campement est insuffisant.

Les moyens financiers disponibles ne permettent pas de remédier dans l'immédiat aux déficiences existantes.

B. Fréquence des rappels

Suite à des coupures de crédits, le FTX (full troop exercise) du 1 (BE) Corps prévu en 1980 a été reporté en 1981. De ce fait, le rappel de la 10^e Brigade d'infanterie blindée a été reporté de 1981 à 1982. D'une façon générale la fréquence des rappels varie selon la catégorie à laquelle l'unité de réserve appartient: elle varie pour les rappels collectifs avec troupe de tous les 2 ans à tous les 5 ans et pour les rappels individuels (cadre) d'annuel à tous les 2 ans.

C. Délais nécessaires à l'arrivée des compléments

Des mesures ont été prises pour accélérer les transports par la mise en service d'autobus.

10. Nombre de frégates et conclusions à tirer du conflit des îles Falkland pour la Force navale

QUESTION

La Force navale dispose de 4 frégates mais seulement de 2,5 équipages pour remplir ses missions.

schappen), van de binnenlandse strijdkrachten en van de troepen voor de militaire verdediging van het grondgebied eerste fase (samen $\pm$ 30 000 manschappen), alsook de eenheden van de versterkingstroepen, worden vooral geconfronteerd met de volgende problemen inzake uitrusting en materieel:

(1) kledij en uitrusting

Alle manschappen hebben een uitrusting, maar soms is die veranderd.

(2) individuele en collectieve bewapening

Wapens ontbreken niet, maar de reserve-eenheden van het eerste (SB) korps zijn uitgerust met FALS en VIGNERONS (behalve zestien compagnies van de algemene diensten, die met STENS zijn uitgerust), terwijl de reserve-eenheden van de binnenlandse strijdkrachten nog altijd uitgerust zijn met SAFNS en STENS.

(3) transmissiematerieel

Er ontbreken 250 draagbare toestellen.

Sommige toestellen, zoals de draagbare SCR 300 en de toestellen op de voertuigen SCR 508 en 528 zijn technologisch volkomen verouderd.

(4) algemeen materieel

a) voertuigen: deze worden vooral in ruime mate gevorderd ($\pm$ 5 500 voertuigen)

b) liften: 9 op 18 ontbreken

c) de kraanwagens op wielen en op rupsbanden zijn niet meer betrouwbaar

d) er is onvoldoende kampmaterieel.

Met de beschikbare financiële middelen is het niet mogelijk om het ontbrekende onmiddellijk aan te vullen.

B. Frequentie van de wederoproeping

Als gevolg van kredietinkrimpingen is de FTX (full troop exercise) van het eerste (SB) korps, die gepland was voor 1980, uitgesteld tot 1981. Daardoor is de wederoproeping van de tiende Infanterie Pantserbrigade uitgesteld van 1981 tot 1982. Over het algemeen verschilt de frequentie van de wederoproeping naar gelang van de categorie waartoe de reserve-eenheid behoort: voor de collectieve wederoproeping met troepen varieert ze van iedere twee jaar tot iedere vijf jaar en voor de individuele wederoproeping (kader) van ieder jaar tot iedere twee jaar.

C. Tijd benodigd voor het ter plaatse brengen van de aanvullingstroepen

Er zijn maatregelen genomen om het transport te versnellen door het inzetten van autobussen.

10. Aantal fregatten en conclusies die voor de Zeemacht dienen getrokken na het Falkland-conflict

VRAAG

De Zeemacht beschikt over 4 fregatten maar slechts over 2,5 bemanningen om hiermee haar opdrachten uit te voeren.

Cette situation ne résulte-t-elle pas d'une mauvaise évaluation de nos besoins? Ne conviendrait-il pas de ramener le nombre de frégates à trois, dont deux seraient en service et une à l'entretien?

REPONSE

La Force navale répond aux normes de l'Otan en gardant opérationnelles 50 p.c. des frégates. La Force navale dispose d'effectifs suffisants pour constituer l'équipage complet des deux frégates restantes en puisant parmi le personnel des bases, du centre de formation et du cadre de réserve.

Notre Force navale a une mission importante en mer du Nord et dans la Manche, une région dans laquelle les forces navales des pays voisins ne peuvent pas engager beaucoup de leurs unités. La majeure partie de celles-ci a en effet essentiellement pour mission de protéger les lignes de navigation de l'Océan atlantique. Les quatre frégates belges auraient donc une mission importante à accomplir en cas de conflit éventuel.

En temps de paix, elles sont utilisées de la manière suivante: deux d'entre elles sont opérationnelles dans le cadre de l'Otan, une troisième fait l'objet d'un grand entretien qui peut prendre jusqu'à 18 mois et la dernière est affectée à des missions intérieures dont, notamment, la formation du personnel.

QUESTION

Envisage-t-on oui ou non de vendre une frégate?

Quel fut le comportement des frégates au cours de la guerre des Malouines? Quelles sont les leçons que nous pouvons en tirer? Envisage-t-on des adaptations très importantes à nos frégates ainsi qu'une conversion de navires de la flotte civile à des fins militaires?

REPONSE

Il n'a jamais été question et il n'entre pas dans mes intentions de vendre une frégate.

Pour assurer les missions de l'Otan dans la mer du Nord, la Manche et l'Océan Atlantique, il y a un trop peu de 200 navires escorteurs pour assurer la protection des voies de communication maritimes vitales pour l'Alliance. Le Commandant en Chef de l'Otan pour la Manche et la mer du Nord nous demande une contribution de 4 frégates et 1 pétrolier ou de 5 frégates.

La leçon du conflit limité des Malouines est la nécessité de disposer de forces navales conventionnelles bien entraînées et en nombre suffisant pour pouvoir mener une opération de ce genre et en même temps pour pouvoir assurer la protection des lignes de communication.

Bien que la conversion de certains pétroliers soit prévue, pour le temps de guerre, il est inconcevable que des conversions telles que la marine britannique a pu en réaliser soient envisagées, ceci parce qu'elles ne répondent pas à nos besoins

Is deze toestand niet het gevolg van een verkeerde evaluatie van onze behoeften? Is het niet aangewezen het aantal fregatten tot drie te herleiden, waarvan twee in de vaart en één in onderhoud?

ANTWOORD

De Zeemacht beantwoordt aan de Navo-normen door 50 pct. van de fregatten operationeel te houden. De Zeemacht beschikt over het nodige personeel om de twee overblijvende fregatten volledig te bemannen door te putten uit het personeel in de basissen en het opleidingscentrum, en de reserve.

Onze Zeemacht heeft een belangrijke opdracht in de Noordzee en in het Kanaal te vervullen, een gebied waar de marines van onze buurlanden weinig strijdkrachten kunnen inzetten. De meeste van hun strijdkrachten zijn inderdaad hoog nodig voor de bescherming van de verbindingslijnen in de Atlantische Oceaan. De vier Belgische fregatten hebben dus een belangrijke rol te vervullen tijdens een eventueel conflict.

In vredetijd worden zij als volgt ingezet: twee zijn operationeel in Navo-verband, één is in groot onderhoud, wat tot 18 maanden in beslag kan nemen en één wordt gebruikt voor binnenlandse opdrachten, waaronder de opleiding van het personeel.

VRAAG

Is het al dan niet de bedoeling een fregat te verkopen?

Hoe gedroegen de fregatten zich tijdens de Falkland-oorlog? Welke lessen kunnen daaruit worden getrokken? Zullen onze fregatten belangrijke aanpassingen ondergaan en bestaat het voornemen om schepen van de burgervloot om te bouwen voor militaire doeleinden?

ANTWOORD

Er is nooit sprake van geweest en het is ook niet mijn bedoeling een fregat te verkopen.

Om de opdrachten van de Navo in de Noordzee, het Kanaal en de Atlantische Oceaan te vervullen zijn ze 200 escorteschepen te weinig voor de bescherming van de zeeroutes die van levensbelang zijn voor de alliantie. De opperbevelhebber van de Navo voor het Kanaal en de Noordzee vraagt ons een bijdrage van 4 fregatten en 1 tankschip, of van 5 fregatten.

De les uit het beperkte conflict op de Falklands is dat men over voldoende goed getrainde conventionele zeestrijdkrachten moet beschikken om een operatie van die aard te kunnen voeren en tevens de bescherming van de communicatielijnen te kunnen verzekeren.

Ofschoon voor oorlogstijd de omvorming van sommige tankschepen wordt gepland, is het ondenkbaar dat omvormingen zoals de Britse marine er heeft kunnen uitvoeren, hier worden in uitzicht gesteld, omdat wij daar geen behoefte aan

et aussi parce que nous ne disposons pas de chantiers navals militaires aptes à exécuter rapidement de telles transformations. Il importe également de noter que des études de ce genre sont faites à l'échelon interallié.

Bien avant les opérations des Malouines, la Force navale ainsi que les marines alliées, conscientes du danger posé par les missiles à trajectoire rasante, ont étudié et envisagé l'acquisition d'un système d'armes destiné à combattre ces missiles (canons petit calibre et missiles anti-missiles).

Faute de moyens budgétaires, la Force navale a dû postposer l'acquisition d'un tel système de défense. Ceci fut d'ailleurs le cas pour d'autres marines de l'Otan, telle la marine britannique qui, suite à cette lacune, a subi d'importantes pertes. Les sommes prévues à l'article 13.53 ont principalement pour but d'améliorer le système automatique Otan de transmission des données tactiques et de compléter les dotations initiales.

D'autres leçons sont encore à tirer du conflit des Malouines, mais il faudra attendre le résultat définitif d'analyses approfondies.

11. La coopération technique militaire

QUESTION

Quels sont les effectifs, l'efficacité et les résultats de notre Coopération technique militaire avec le Zaïre et le Rwanda?

REPONSE

Fin juin 1979, la CTM était organisée sur la base d'un nombre total de 71 coopérants prévus au tableau d'organisation et répartis comme suit:

— Kinshasa: 21 coopérants, dont quelques-uns constituent l'Etat-Major de la mission militaire belge au Zaïre, les autres étant répartis entre différentes écoles (Centre supérieur militaire et des écoles d'armes).

— Kananga: 23 coopérants essentiellement à l'Ecole de Formation d'Officiers.

— Kitona: 24 chargés de l'instruction de soldats et de la formation de sous-officiers.

— Kota-Koli: 3, dans un Centre d'entraînement pour commandos.

Suite aux décisions prises lors de la grande Commission mixte belgo-zaïroise du 25 au 28 juin 1979, les missions suivantes sont venues s'y ajouter:

— au Shaba la formation continue de la 21^e Brigade par 19 coopérants;

— la collaboration au fonctionnement des services logistiques zaïrois, par 14 coopérants à Kinshasa;

— l'appui au niveau de l'Etat-Major, à Kinshasa, de 2 officiers d'entendance et 2 officiers d'Etat-Major.

hebben en niet over de militaire scheepswerven beschikken die dergelijke transformaties snel kunnen uitvoeren. Op te merken valt bovendien dat studies als deze op het niveau van de Alliantie worden uitgevoerd.

Lang voor de Falkland-operaties hebben onze Zeemacht en de geallieerde zeestrijdmachten, bewust van het gevaar van tuigen met gestrekte kogelbaan, de aankoop van wapens bestudeerd en in overweging genomen, om die tuigen te bestrijden (kanons van klein kaliber en anti-raket raketten).

Bij gebrek aan budgettaire middelen heeft de Zeemacht de aankoop van dergelijke middelen moeten uitstellen. Dat was overigens ook het geval voor andere zeestrijdkrachten van de Navo, zoals de Britse marine die, als gevolg daarvan, aanzienlijke verliezen heeft geleden. De bedragen in artikel 13.53 hebben voornamelijk tot doel om het automatisch Navo-systeem voor overbrenging van tactische gegevens te verbeteren en de aanvankelijke dotaties aan te vullen.

Uit het Falkland-conflict kunnen nog andere lessen worden getrokken, maar daarvoor moet worden gewacht op het definitieve resultaat van grondige analyses.

11. De militaire technische samenwerking

VRAAG

Wat is de getalsterkte, de doeltreffendheid en het resultaat van onze militaire technische samenwerking met Zaïre en Rwanda?

ANTWOORD

Eind juni 1979 waren voor de Militaire Technische Samenwerking in totaal 71 coöperanten ingezet, vermeld op de organisatietabel en ingedeeld als volgt:

— Kinsjasa: 21 coöperanten, waarvan enkelen voor de staf van de Belgische militaire zending in Zaïre en anderen gespreid zijn over de verschillende scholen (militair hoger centrum en wapenscholen).

— Kananga: 23 coöperanten, voornamelijk in de school voor officiersopleiding.

— Kitona: 24, belast met de opleiding van soldaten en de vorming van onderofficieren.

— Kota-Koli: 3, in een trainingscentrum voor commando's.

Als gevolg van de beslissingen die genomen zijn tijdens de bijeenkomst van de grote Gemengde Belgisch-Zaïrese Commissie van 25 tot 28 juni 1979, zijn daar nog de volgende zendingen bijgekomen:

— in Shaba: de voortgezette vorming van de 21^e Brigade door 19 coöperanten;

— medewerking aan het functioneren van de Zaïrese logistieke diensten door 14 coöperanten in Kinsjasa;

— steunverlening op het niveau van de Staf, in Kinsjasa, door twee intendantsofficieren en twee stafofficieren.

Notre propre Etat-Major sur place ayant été étoffé de 2 coopérants, le total de notre corps de coopération technique militaire s'élève donc à 110 coopérants au total au Zaïre.

Ainsi que cette énumération le fait apparaître nous prenons sur le territoire zaïrois une part prépondérante, sinon exclusive, en matière de formation des cadres: sous-officiers à Kitona, officiers à Kananga, officiers d'état-major et supérieurs à Kinshasa. A cet égard le travail fourni par la CTM revêt une importance indéniable et son excellent rendement est hors de proportion comparé aux moyens engagés.

Quant à la formation continue de la 21^e Brigade, elle constitue un facteur des plus importants parmi ceux qui déterminent la sécurité régnant au Shaba et dont beaucoup de nos compatriotes sont les premiers bénéficiaires, sans parler de l'importance géopolitique énorme de cette région sur l'échiquier mondial.

Grâce à notre coopération, plus spécialement à la présence de 4 officiers au sein de l'Etat-Major général zaïrois, et à la mise en place d'un noyau adéquat, les services logistiques zaïrois se retrouvent prêts à fonctionner, dans la mesure où les responsables zaïrois consentiront à reconstituer un stock de base et à y consacrer les moyens financiers indispensables.

En bref, le rendement de notre coopération technique militaire au Zaïre n'est nullement négligeable et, sans prendre en charge des responsabilités qui doivent appartenir en propre aux autorités militaires zaïroises, nous contribuons incontestablement au meilleur exercice possible de ces responsabilités.

Au Rwanda, pays des plus pauvres et des plus attachants, notre contribution plus modeste n'est pas moins fructifiante et notre effectif organique de 32 coopérants y est attaché en majeure partie au fonctionnement de l'école militaire fournissant des officiers à l'armée rwandaise.

En outre, notre apport au fonctionnement d'un centre médical militaire et à la conduite d'activités de constructions, semble indispensable, dans la mesure où il ne serait pas possible aux autorités rwandaises d'y substituer des moyens quelconques de remplacement.

CHAPITRE III

Le matériel

1. Matériel des unités de réserve

QUESTION

La situation du matériel des noyaux mobilisateurs des unités de réserve est désastreuse quant à la vétusté de ce matériel. Les données numériques relatives à la 12^e brigade de réserve donnent à penser que le caractère opérationnel de cette brigade est plus qu'aléatoire, sinon inexistant.

Quelles mesures envisage-t-on pour remédier à une telle situation?

Nadat onze eigen staf ter plaatse de beschikking kreeg over twee coöperanten, belooft het totaal van ons korps voor militaire technische samenwerking dus 110 coöperanten in Zaïre.

Zoals uit deze opsomming blijkt hebben wij in Zaïre een overwegend, zo niet een uitsluitend aandeel in de vorming van de kaders: onderofficieren in Kitona, officieren in Kananga, stafofficieren en hoofdofficieren in Kinsjasa. In dit opzicht is het werk van de militaire technische samenwerking onbetwistbaar zeer belangrijk en het uitstekende rendement ervan staat buiten verhouding tot de gebruikte middelen.

De voortgezette opleiding van de 21^e Brigade is een van de belangrijkste factoren voor de veiligheid die in Shaba heerst en die in de eerste plaats ten goede komt aan onze landgenoten, zonder te spreken van het enorme geopolitieke belang van die streek op het wereldschaakbord.

Dank zij onze samenwerking, in het bijzonder de aanwezigheid van vier officieren in de Zaïrese generale staf en de oprichting van een passende kern, kunnen de Zaïrese logistieke diensten opnieuw functioneren, voor zover de Zaïrese leiders opnieuw een basisvoorraad aanleggen en daartoe de absoluut noodzakelijke financiële middelen gebruiken.

Kortom, het rendement van onze militaire technische samenwerking in Zaïre is helemaal niet te veronachtzamen en, zonder de verantwoordelijkheid op ons te nemen die bij de Zaïrese militaire overheid moet blijven berusten, dragen wij onbetwistbaar bij tot de best mogelijke uitoefening van die verantwoordelijkheid.

In Rwanda, een van de armste en boeiendste landen, draagt onze bescheidener bijdrage niet minder vruchten; onze organieke getalsterkte van 32 coöperanten is daar hoofdzakelijk ingezet bij de militaire school, die officieren levert aan het Rwandese leger.

Bovendien is onze bijdrage aan het militair medisch centrum en aan bouwactiviteiten absoluut onmisbaar, voor zover de Rwandese overheid niet in staat zou zijn daarbij andere middelen in te zetten.

HOOFDSTUK III

Het materieel

1. Materieel van de reserve-eenheden

VRAAG

Het materieel van de mobilisatiekernen van de reserve-eenheden is zo oud dat de toestand rampzalig is. Uit de cijfers betreffende de 12^e reservebrigade blijkt dat deze brigade operationeel minderwaardig, zoniet onbestaande is.

Welke maatregelen zullen worden genomen om die toestand te verhelpen?

REPONSE

Je reconnais que le matériel se trouvant dans les noyaux mobilisateurs des unités de réserve est d'une façon générale moins moderne que celui des unités d'active. Il existe cependant des exceptions: les chars Léopard et les chasseurs de chars équipent la 10^e brigade d'infanterie blindée et on trouve également des chasseurs de chars dans la 12^e brigade motorisée. Inversement, du matériel ancien, comme les transporteurs de troupe M75 équipent aussi bien des unités d'active que de réserve.

Les moyens financiers disponibles ne me permettent pas de doter les unités de réserve du même matériel que les unités d'active. D'une façon générale, le matériel récemment acquis est destiné aux unités d'active qui, lors de leur réception, passent leur ancien matériel aux unités de réserve.

Dans ce cadre, il est prévu qu'en 1985, les camions MAN de 1^{re} génération remplaceront le charroi des unités de réserve.

Lors du récent rappel de la 10^e brigade d'infanterie blindée, j'ai pu constater personnellement que le pourcentage de matériels opérationnels était proche de celui des unités d'active.

2. Le programme F-16

QUESTION

Quel est le coût du programme F-16 supplémentaire?

REPONSE

Actuellement, le programme d'achat de 44 avions F-16 est estimé à 32 milliards de francs belges.

Cette première estimation sera affinée aux termes des discussions et des négociations menées actuellement avec l'industrie et les autorités américaines. Cette estimation englobe outre le prix des avions eux-mêmes, le coût des pièces de rechange, de la formation, de l'administration et de l'infrastructure spécifique.

QUESTION

Quels sont les commandes passées dans le cadre des programmes F-16 à des firmes du Nord du pays?

REPONSE

Dans le cadre du programme F-16, il faut faire une distinction entre, d'une part, les firmes qui participent directement au programme (comme p. ex. la FN, Sabca, Sonaca et MBLE) et les firmes qui fabriquent certains éléments pour le compte des premières ou de firmes étrangères.

Pour que les firmes du Nord du pays soient mieux assurées de bénéficier indirectement du programme F-16, le Gouvernement a décidé d'exiger des compensations indirectes jusqu'à concurrence de 22 p.c. du contrat d'achat du prochain programme.

ANTWOORD

Ik geef toe dat het materieel in de mobilisatiekernen van de reserve-eenheden over het algemeen niet zo modern is als dat van de actieve eenheden. Er zijn nochtans uitzonderingen: de Leopardtrucks en de tankjagers behoren tot de uitrusting van de 10^e pantserinfanteriebrigade en men vindt eveneens tankjagers in de 12^e gemotoriseerde brigade. Maar aan de andere kant is er oud materieel, zoals de troepentransportwagens M75, dat voorkomt zowel in de actieve als in de reserve-eenheden.

De financiële middelen maken het niet mogelijk de reserve-eenheden uit te rusten met hetzelfde materieel als de actieve eenheden. Over het algemeen wordt het nieuw aangekochte materieel ter beschikking gesteld van de actieve eenheden die hun oud materieel dan aan de reserve-eenheden doorgeven.

In dat verband wordt verwacht dat in 1985 de vrachtwagens MAN van de eerste generatie de legerwagens van de reserve-eenheden zullen vervangen.

Onlangs heb ik bij de wederoproeping van de 10^e pantserinfanteriebrigade persoonlijk kunnen vaststellen dat het percentage aan operationeel materieel dat van de actieve eenheden dicht benadert.

2. F-16-programma

VRAAG

Wat is de kostprijs van het bijkomende F-16-programma?

ANTWOORD

In de huidige stand van zaken wordt het programma van 44 F-16 vliegtuigen op 32 miljard Belgische frank geraamd.

Deze initiële raming zal verfijnd worden na besprekingen en onderhandelingen met de nijverheid en de Amerikaanse overheden, die thans aan gang zijn. Behalve de prijs van de vliegtuigen zelf, zijn ook kosten voor wisselstukken, opleiding, administratie en specifieke infrastructuur in aanmerking genomen.

VRAAG

Welke bestellingen zijn geplaatst bij firma's uit het Noorden van het land in het kader van het F-16-programma?

ANTWOORD

In het kader van het F-16-programma moet men een onderscheid maken tussen firma's die rechtstreeks aan het programma zijn gebonden (zoals b.v. FN, Sabca, Sonaca en MBLE) en firma's die zekere onderdelen fabriceren in opdracht van die firma's of van buitenlandse firma's.

Om met meer zekerheid aan firma's van het Noorden van het land de gelegenheid te bieden onrechtstreeks van het F-16-programma te genieten heeft de Regering besloten onrechtstreekse compensaties te eisen ter waarde van 22 pct. van het aankoopkontraat van het komende programma.

Il ne faut toutefois pas se laisser obnubiler par un pourcentage déterminé. Pour cette législature, le gouvernement a adopté un plan de globalisation en matière de compensations.

3. Vente d'avions usagés

QUESTION

Des avions militaires usagés ont-ils été vendus à la Bolivie ?

REPONSE

Des pourparlers sont en cours depuis longtemps déjà avec quelques pays qui s'intéressent aux appareils F-104 G de notre Force aérienne.

La Bolivie est l'un de ces pays. Les négociations avec la Bolivie sont interrompues depuis longtemps déjà parce que ni le département des Relations extérieures, ni le « State Department » américain n'ont donné l'autorisation de conclure un contrat avec ce pays.

Ces avions n'ont jusqu'à présent pas été vendus.

4. Entretien de la flotte

QUESTION

Les crédits affectés à l'entretien de la flotte ont été réduits de 25 p.c. Cette réduction ne se soldera-t-elle pas par un plus mauvais état d'entretien de nos navires ?

La Défense nationale ne contribuera-t-elle pas ainsi à une nouvelle hausse du chômage ? N'est-il pas question de congédier 50 ouvriers ?

REPONSE

Il est évident que les restrictions budgétaires actuelles ont une influence défavorable sur le programme d'entretien et sur le caractère opérationnel de la flotte.

Actuellement, l'entretien de base est assuré grâce à un contrat passé avec la firme Ives. Ce système Ives. Ce système donne toute satisfaction et est très efficace.

C'est le seul système qui puisse assurer la continuité indispensable.

Le personnel de la Force navale est en effet soumis à un roulement en fonction duquel il travaille tantôt à terre, tantôt à bord et, par conséquent, il ne pourrait pas assurer lui-même l'entretien de base.

La Force navale occupe 177 membres du personnel de la firme Ives et il faut espérer qu'elle ne réduira pas ses besoins. Tout dépendra bien sûr de l'évolution de la situation budgétaire.

Men moet zich echter niet blind staren op een bepaald percentage. Voor deze legislatuur werd door de Regering een globalisatieplan inzake compensaties goedgekeurd.

3. Verkoop van verouderde vliegtuigen

VRAAG

Werden er verouderde legervliegtuigen verkocht aan Bolivië ?

ANTWOORD

Onderhandelingen zijn reeds geruime tijd aan de gang met enkele landen die belangstelling hebben voor de F-104 G-toestellen van onze Luchtmacht.

Bolivië was één van die landen. De onderhandelingen met Bolivië werden reeds geruime tijd onderbroken daar noch Buitenlandse Betrekkingen noch het Amerikaanse « State Department » de toelating gaven met dit land een contract af te sluiten.

Deze vliegtuigen zijn tot op heden niet verkocht.

4. Onderhoud van de vloot

VRAAG

De kredieten voor het onderhoud van de vloot werden met 25 pct. verminderd. Zal deze vermindering geen slechtere onderhoudstoestand van onze schepen met zich meebrengen ?

Zal Landsverdediging hierdoor niet bijdragen tot een hogere werkloosheid ? Is er sprake van een afdanking van 50 werklieden ?

ANTWOORD

Het is evident dat de huidige budgettaire beperkingen een nadelige invloed hebben op het onderhoudsprogramma en de operationaliteit van de vloot.

Het huidige basisonderhoud is verzekerd dank zij een contract met de firma Ives. Dit systeem geeft volledige voldoening en is zeer doeltreffend.

Dit is het enige systeem dat de onontbeerlijke continuïteit kan waarborgen.

Het personeel van de Zeemacht is inderdaad onderhevig aan een wal- en boordbeurt en zou het basisonderhoud daardoor niet kunnen verzekeren.

De Zeemacht stelt 177 mannen van de firma Ives tewerk en zal hopelijk haar behoeften niet verminderen. Dit hangt natuurlijk af van de evolutie van de budgettaire toestand.

5. Achat de nouveaux obusiers

QUESTION

Le gouvernement a prévu l'achat de nouveaux obusiers. Nous avons appris qu'ils auraient une portée d'environ 22 km alors que celle des obusiers russes est de 27 à 30 km.

Cet achat ne constitue-t-il pas dès lors un gaspillage?

REPOSE

Les obusiers dont l'armée de terre envisage l'achat ont une portée de 24 km.

Le matériel russe qui a une portée de 27,5 km est un canon tracté de 130 mm qui se situe à des échelons très élevés (armée et front), ce qui signifie qu'il ne se trouverait pas a priori en première ligne, tandis que les nouveaux obusiers belges pourraient également être utilisés en première ligne pour assurer le soutien rapproché des brigades.

Il n'est donc pas correct de prétendre que cet achat serait un gaspillage.

Ce matériel a d'ailleurs été acquis par la plupart des pays de l'Otan et il peut en outre utiliser notre stock actuel de munitions, facteur dont il faut également tenir compte.

6. Acquisition de radios UHF

QUESTION

La Défense nationale semble s'être engagée dans un programme d'acquisition de radios UHF pour 860 millions en faisant procéder à de la recherche et développement dans l'industrie belge. Cette procédure ne va-t-elle pas à l'encontre de la standardisation?

REPOSE

La Défense nationale ne s'est jusqu'à présent pas engagée dans le programme d'acquisition des UHF.

Dans l'optique d'une nouvelle politique industrielle visant à promouvoir le développement de produits belges de haute technologie et en vue de mettre les firmes belges sur un pied d'égalité avec leurs concurrents étrangers potentiels, le Ministre de la Politique scientifique a décidé d'octroyer des crédits à un consortium de firmes belges pour développer un poste de radio UHF de la nouvelle génération.

Dans le cadre d'une standardisation complète des matériels au sein de l'Otan, l'industrie belge n'aurait que peu de chances, car l'expérience prouve que les «grands» pays imposent leurs matériels aux «petits».

De toute façon, ce que les militaires recherchent, c'est d'abord l'interopérabilité avant la standardisation.

5. Aankoop van nieuwe houwitsers

VRAAG

De aankoop van nieuwe houwitsers is gepland. Naar vermenen werd zou dat hun draagwijdte ongeveer 22 km zijn terwijl de Russische houwitsers tot 27 à 30 km kunnen schieten.

Is deze aankoop dan geen geldverspilling?

ANTWOORD

De houwitsers die de Landmacht van plan is te kopen kan tot 24 km schieten.

Het Russisch materieel dat op 27,5 km schiet is een getraceerd kanon van 130 mm dat zich op zeer hoge echelons bevindt (leger en front), hetgeen betekent dat het zich a priori niet noodzakelijkerwijze in eerste lijn zou bevinden, terwijl de nieuwe Belgische houwitsers ook in eerste lijn voor de nabije steun van de brigades zou kunnen gebruikt worden.

Het is dus eigenlijk niet korrekt te beweren dat deze aankoop een geldverspilling zou zijn.

Dit materieel wordt trouwens gebruikt door de meeste NAVO-landen en kan daarenboven onze bestaande munitiestock afschieten, factor waar ook moet rekening mee gehouden worden.

6. Aankoop van UHF-radiotoestellen

VRAAG

Landsverdediging schijnt van plan te zijn voor 860 miljoen frank UHF-radiotoestellen aan te kopen na onderzoek en ontwikkeling in de Belgische industrie. Gaat dit niet in tegen de standaardisatie?

ANTWOORD

Landsverdediging heeft zich nog niet verbonden om UHF-radiotoestellen aan te kopen.

In het licht van het nieuw industrieel beleid dat tot doel heeft de ontwikkeling van Belgische produktie op het gebied van de spits technologie te bevorderen en de Belgische firma's op gelijke voet te stellen met hun mogelijke buitenlandse concurrenten, heeft de Minister van Wetenschapsbeleid besloten aan een consortium van Belgische firma's kredieten toe te kennen voor de ontwikkeling van een nieuw UHF-radiotoestel.

In het kader van een volledige standaardisatie van het materieel binnen de NAVO zou de Belgische industrie slechts weinig kansen krijgen, omdat de ervaring leert dat de «grote» landen hun materieel aan de «kleine» opdringen.

In alle geval is het zo dat de militairen vooral universele bruikbaarheid betrachten veeleer dan standaardisatie.

Je pense qu'il s'agit d'une bonne mesure envers l'industrie belge qui pourrait ainsi être compétitive au moment de l'achat d'appareils par l'armée belge.

7. *Commande de véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI)*

QUESTION

Le programme de livraison des véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) a deux ans de retard. Que s'est-il passé sur le plan budgétaire des quelque 2 milliards prévus pour ces véhicules de combat et de transport aux budgets de 1980 et 1981?

REPONSE

Les crédits d'engagement du programme VBCI, qui étaient prévus au budget de la Défense nationale, étaient de 2 060 millions en 1980 et de 1 800 millions en 1981.

En 1980, des commandes ont été placées pour 65 millions.

Les 1 876 millions qu'il n'a pas été possible d'engager, ont été transférés par le feuillet d'ajustement au programme Milan.

Le solde de 120 millions a été reporté par arrêté royal au budget de 1981, qui atteignait ainsi 1 920 millions.

En 1981, 1 093 millions ont été engagés pour l'acquisition de mortiers Liran et de leurs munitions, de mitrailleurs MAG et de munitions de 25 mm. Le solde de 827 millions fait l'objet d'un projet d'arrêté royal de report au budget de 1982.

QUESTION

Le contrat de livraison des VBCI a-t-il été conclu avec Asco ou avec BMF?

REPONSE

Le contrat a été signé avec BMF.

QUESTION

BMF (capital de 5 millions de francs) a-t-elle créée avec des deniers de l'Etat?

REPONSE

BMF n'a pas été créée au moyen des deniers de l'Etat. C'est une société anonyme, dont les principaux actionnaires sont la compagnie Bruxelles-Lambert, Asco et Cockerill. BMF a construit l'atelier d'Aubange en utilisant son propre capital et grâce à l'avance versée par la Défense nationale.

Cette avance est de quelque 10 p.c. du contrat initial, ce qui est dans les normes (dans certains cas, l'avance peut être de 30 p.c.).

Ik geloof dat het een positieve maatregel is voor de Belgische industrie, welke op die wijze concurrerend zou kunnen zijn wanneer het Belgisch leger zulke toestellen zal aankopen.

7. *De bestelling van pantserinfanterievoertuigen (PIGV)*

VRAAG

Het leveringsprogramma van de pantserinfanteriegevechtsvoertuigen (PIGV) heeft 2 jaar vertraging. Wat is er op budgettair vlak gebeurd met de $\pm$ 2 miljard uitgetrokken op de begrotingen van 1980 en 1981 voor deze gevechts- en transportvoertuigen?

ANTWOORD

De vastleggingskredieten van het programma PIGV, die op het budget van Landsverdediging uitgetrokken waren, bedroegen 2 060 miljoen in 1980 en 1 800 miljoen in 1981.

In 1980, werden voor 65 miljoen bestellingen geplaatst.

De 1 876 miljoen die niet konden worden vastgelegd zijn langs het aanpassingsblad overgeheveld naar het programma Milan.

Het saldo van 120 miljoen werd bij koninklijk besluit overgedragen naar het budget 1981, dat bijgevolg 1 920 miljoen bedroeg.

In 1981, werden 1 093 miljoen vastgelegd voor de aankoop van mortiers Liran en hun munities, van mitrailleurs MAG en van munities 25 mm. Het saldo van 827 miljoen maakt het voorwerp uit van een voorstel van koninklijk besluit van overdracht naar het budget 1982.

VRAAG

Werd het leveringskontraat PIGV afgesloten met Asco of BMF?

ANTWOORD

Het kontraat werd met BMF ondertekend.

VRAAG

Werd BMF (kapitaal 5 miljoen frank) opgericht met staatsgelden?

ANTWOORD

BMF werd niet opgericht door middel van staatsgelden: het is een naamloze vennootschap waarvan de voornaamste aandeelhouders de Compagnie Brussel-Lambert, Asco en Cockerill zijn. BMF heeft de werkplaats van Aubange gebouwd met zijn eigen kapitaal en met het voorschot uitbetaald door Landsverdediging.

Dit voorschot bedraagt ongeveer 10 pct. van het initieel kontraat, wat binnen de normen valt (in sommige gevallen kan het voorschot 30 pct. bedragen).

QUESTION

Quel est le prix de revient des premiers exemplaires et combien y en a-t-il déjà en service ?

REPONSE

Le premier véhicule d'écolage coûte 11,4 millions de francs courants (TVA comprise). Le 24 mai 1982, deux véhicules M-113 furent présentés à la force terrestre: ils sont actuellement soumis à des épreuves d'homologation. A vrai dire, aucun véhicule n'a encore été mis en service.

QUESTION

Dans quels pays ces véhicules sont-ils déjà en service et en combien d'exemplaires ?

REPONSE

Il y a quelque 65 000 exemplaires de M-113 A 1.

Les principaux pays à les utiliser sont: les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, le Danemark, la RFA, la Grèce, l'Iran, le Brésil, l'Irak, Israël, l'Italie, la Jordanie, la Corée du Sud, le Liban, le Maroc, le Pakistan, l'Arabie saoudite, l'Espagne, la Suisse, Taiwan, la Thaïlande et la Turquie.

Au total, il y a 44 pays qui disposent d'un minimum de 20 de ces véhicules.

Pour ce qui est des AIFV, 882 ont été livrés aux Pays-Bas et 51 à un pays ne faisant pas partie de l'Otan.

QUESTION

Les rapports qui ont été établis individuellement par les officiers (supérieurs et autres) qui ont assisté en 1979 aux premiers essais, ont-ils été publiés ?

REPONSE

La publication des résultats des essais effectués en 1979 n'a pas été autorisée, et ce afin de ne pas nuire aux fabricants par la publicité négative qui aurait pu être donnée à tel ou tel défaut des véhicules présentés. Tout fabricant qui le souhaitait a pu obtenir les résultats des essais effectués sur ses propres véhicules.

QUESTION

Quand serait-il possible d'effectuer un parcours d'essai avec le M-113 A 1, par exemple de Bruxelles jusqu'au Rhin ?

REPONSE

Pendant les tests de 1979, chaque véhicule a parcouru 3 500 km. Les véhicules qui subiront les épreuves d'homolo-

VRAAG

Wat is de kostprijs van de eerste exemplaren en hoeveel zijn er thans reeds in gebruik ?

ANTWOORD

Het eerste scholingsvoertuig kost 11,4 miljoen lopende frank (BTW inbegrepen). Op 24 mei 1982 werden twee voertuigen M-113 aan de Landmacht voorgesteld, waarmee thans validatieproeven worden uitgevoerd. Eigenlijk is er nog geen enkel voertuig in gebruik genomen.

VRAAG

In welke landen zijn deze voertuigen reeds in dienst en hoeveel stuks ?

ANTWOORD

Van de M-113 A 1 bestaan er ongeveer 65 000 exemplaren.

De voornaamste landen die de M-113 A 1 gebruiken zijn: de Verenigde Staten van Amerika, Canada, Denemarken, de BRD, Griekenland, Iran, Brazilië, Irak, Israël, Italië, Jordanië, Zuid-Korea, Libanon, Marokko, Pakistan, Saoudisch-Arabië, Spanje, Zwitserland, Taiwan, Thailand, Turkije.

In totaal zijn er 44 landen die over minimum 20 voertuigen beschikken.

Wat de AIFV betreft, werden er 882 geleverd aan Nederland en 51 aan een land buiten de Navo.

VRAAG

Worden de rapporten die individueel werden opgemaakt door de officieren (hogere en andere) die in 1979 de eerste « testen » hebben bijgewoond, vrijgegeven ?

ANTWOORD

De publieke bekendmaking van de resultaten van de testen, die in 1979 werden uitgevoerd, is niet toegestaan om geen firma te benadelen door de negatieve publiciteit die zou kunnen gegeven worden aan het een of ander defect van de voorgestelde voertuigen. Iedere firma die het wenste kon de resultaten krijgen van de testen die op zijn eigen voertuigen werden uitgevoerd.

VRAAG

Wanneer zou het mogelijk zijn een proefrit te maken met de M-113 A 1, b.v. van Brussel uit tot aan de Rijn ?

ANTWOORD

Tijdens de testen van 1979, heeft ieder voertuig 3 500 km afgelegd. De voertuigen die de validatietesten zullen onder-

gation effectueront 4 500 km, distance beaucoup plus grande que celle séparant Bruxelles des rives du Rhin.

8. Fissures constatées aux véhicules CVRT

QUESTION

Quelle solution a été apportée au problème des fissures des véhicules CVRT?

REPONSE

Les fissures sont apparues sur les deux premiers types de véhicules, à savoir les Scorpion et les Scimitar.

Pour les cinq types suivants, un remède a été trouvé à ce problème dès le stade de la fabrication.

Le ministère britannique de la Défense a été reconnu comme responsable du problème.

L'Etat belge partage cette responsabilité, parce qu'il a joué un rôle dès la phase des études.

Afin de remédier à ce défaut, une opération appelée *Score Pole* est en cours à l'arsenal de Rocourt, depuis mai 1981.

Un total de 286 véhicules doivent subir cette opération: à l'heure actuelle 82 véhicules sont terminés et on prévoit pour l'avenir un rythme de huit par mois.

9. Plan décennal

QUESTION

Sur quelles bases les quantités de matériels repris dans le plan décennal sont-elles fixées?

REPONSE

Le plan décennal des investissements est le résultat d'un compromis entre d'une part les besoins militaires et d'autre part les moyens de paiement mis à la disposition de la Défense nationale. Il en résulte que le plan décennal exprime seulement une liste de besoins prioritaires et cela en quantités qui ne permettent pas de faire face à toutes les contributions demandées par l'Otan suite aux décisions prises collégialement par les pays membres.

Lors de l'adaptation annuelle du plan en question, les quantités de matériels peuvent donc éventuellement être adaptées en fonction du besoin opérationnel, de l'évolution du coût des matériels et de l'évolution des moyens budgétaires mis à la disposition de la défense par le gouvernement.

gaan, zullen 4 500 km afleggen, wat veel meer is dan de afstand tussen Brussel en de oevers van de Rijn.

8. Scheuren in de CVRT-voertuigen

VRAAG

Welke oplossing is er gegeven aan het probleem van de barsten in de CVRT-voertuigen?

ANTWOORD

Er traden barsten op bij de twee eerste types van voertuigen, namelijk de Scorpion en de Scimitar.

Voor de vijf volgende types werd daarvoor reeds in het stadium van de fabricatie een oplossing gevonden.

Het Britse ministerie van Landsverdediging was voor het probleem verantwoordelijk.

De Belgische Staat deelt in die verantwoordelijkheid aangezien hij reeds van bij de studiefase een rol heeft gespeeld.

Ten einde dat gebrek goed te maken loopt er sinds mei 1981 in het arsenaal van Rocourt een operatie, die *Score Pole* wordt genoemd.

In totaal moeten 286 voertuigen worden behandeld; op dit ogenblik is dit gebeurd voor 82 voertuigen en men voorziet dat in de toekomst 8 voertuigen per maand aan de beurt komen.

9. Tienjarenplan

VRAAG

Waarop heeft men gesteund om de hoeveelheden materieel te bepalen die in het tienjarenplan zijn opgenomen?

ANTWOORD

Het tienjarenplan voor de investeringen is een compromis tussen de militaire behoeften en de betalingsmiddelen waarover Landsverdediging kan beschikken. Het tienjarenplan is dus enkel een lijst van prioritaire behoeften in hoeveelheden die niet volstaan om te voldoen aan de Navo-verplichtingen opgenomen na de collegiale beslissingen tussen de Lid-Staten.

Bij de jaarlijkse bijsturing van het tienjarenplan kunnen de hoeveelheden dus eventueel worden aangepast naargelang van de operationele behoeften, de ontwikkeling van de kostprijs van het materieel en het verloop van de begrotingsmiddelen die de regering ter beschikking stelt van Landsverdediging.

CHAPITRE IV

Questions budgétaires

A. QUESTIONS GENERALES

1. *Masses budgétaires*

QUESTION

La répartition des moyens budgétaires entre les différentes rubriques du budget (dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement) selon la clé 50 p.c., 25 p.c. et 25 p.c. est-elle toujours respectée ou des modifications sont-elles prévues à ce sujet?

REPONSE

Le maintien de la répartition actuelle entre les trois rubriques concernées n'est pas un but en soi. Les statistiques en la matière prouvent en outre que cette ventilation n'a pas toujours été respectée dans le passé. Personnellement je suis d'avis que dans un proche avenir il y aura peut-être lieu de réétudier la validité de cette répartition et cela en fonction de l'évolution des effectifs, de l'adaptation des méthodes d'entraînement et de l'évolution des coûts sectoriels des programmes d'investissement en cours et planifiés.

Nous sommes le pays de l'Otan où le p.c. de frais de personnel est le plus élevé.

2. *Présentation du budget*

QUESTION

Le document budgétaire sous sa forme actuelle est difficile à comprendre. En Grande-Bretagne il existe un document intitulé «Statement on the Defence Estimates». Il serait aussi intéressant de disposer d'un document plus informatif et aussi bien présenté en Belgique.

REPONSE

La présentation actuelle du budget se fait pour tous les départements selon des directives uniformes imposées par le département du Budget. Je partage le point de vue que ce n'est pas la présentation la plus claire possible.

Il entre dans mes intentions de mettre au point, et cela peut-être déjà pour l'année prochaine, un document supplémentaire qui donnerait plus d'informations sur l'aspect fonctionnel de l'utilisation des crédits sollicités.

3. *Crédit provisionnel destiné à couvrir la hausse de l'index*

QUESTION

Au budget de 1981 figurait un crédit provisionnel de 445,2 millions en vue de couvrir les charges résultant de la hausse

HOOFDSTUK IV

Begrotingsvraagstukken

A. ALGEMENE VRAGEN

1. *Begrotingsmassa's*

VRAAG

Wordt de verdeling van de begrotingsmiddelen over de verschillende rubrieken van de begroting (personeels-, werkings- en investeringsuitgaven) volgens de sleutel 50 pct., 25 pct. en 25 pct. steeds in acht genomen of zijn er in dit verband wijzigingen voorzien?

ANTWOORD

De handhaving van de huidige verdeling over de drie genoemde rubrieken is geen doel op zichzelf. De statistische gegevens bewijzen trouwens dat de verdeling in het verleden niet altijd is nageleefd. Persoonlijk ben ik van oordeel dat men in de nabije toekomst de deugdelijkheid ervan wellicht opnieuw zal moeten onderzoeken in het licht van de evolutie van de getalsterkte, van de aanpassing van de trainingsmethodes en van het verloop van de sectoriële kosten van de huidige en toekomstige investeringsprogramma's.

Wij zijn het Navo-land met het hoogste percentage aan personeelskosten.

2. *Inrichting van de begroting*

VRAAG

De begroting is in haar huidige vorm moeilijk te begrijpen. In Groot-Brittannië bestaat er een document «Statement on the Defence Estimates». Het zou interessant zijn om ook in België te beschikken over een meer informatief stuk dat evengoed is ingericht.

ANTWOORD

De huidige inrichting van de begroting geschiedt voor alle departementen volgens de eenvormige richtlijnen van het departement van begroting. Ik ben het ermee eens dat het niet de duidelijkst mogelijke vorm is.

Ik ben van plan om, wellicht reeds voor het eerstkomende jaar, een bijkomend stuk op te stellen dat meer inlichtingen zou verstrekken over het functioneel aspect van het gebruik van de gevraagde kredieten.

3. *Provisioneel krediet i.v.m. de stijging van de indexcijfer*

VRAAG

In het budget 1981 stond een bedrag van 445,2 miljoen ingeschreven als provisioneel krediet tot dekking van de lasten

éventuelle de l'index (art. 01.01). Cette année, ce crédit provisionnel est inscrit au budget des Finances, ce qui rend difficile toute comparaison des budgets.

REPONSE

Cette présentation des choses répond aux directives de l'Administration du Budget à tous les départements.

Le crédit inscrit à l'article 01.01, qui doit servir à couvrir les hausses de l'index supérieures à l'indice pivot servant de base de calcul est donc porté soit aux budgets départementaux soit, globalement, au budget des Finances.

Pour être exacte, la comparaison des budgets successifs doit donc toujours se faire, abstraction faite de cette provision d'index.

4. Crédits pour l'informatique

QUESTION

Après avoir connu une période de baisse, les crédits pour l'informatique ont augmenté de 41 millions en 1982 pour passer à 346,3 millions de francs. Ce montant comprend les 91,6 millions de francs qui serviraient, selon les informations qui ont été recueillies, à rémunérer en tout et pour tout 18 experts et techniciens ?

REPONSE

Les 91 millions en question doivent permettre de rémunérer 35 experts et techniciens. Ce montant diminuera encore à l'avenir étant donné que l'on est en train d'appliquer un programme de remplacement des experts civils par du personnel militaire.

En ce qui concerne l'ensemble des frais de fonctionnement pour l'informatique, il est permis d'affirmer dès à présent que les crédits du budget 1983 seront légèrement inférieurs aux crédits 1982 et ce nonobstant la hausse des salaires et des loyers.

Je suis toujours disposé à répondre en détail aux questions concrètes que l'on pourrait me poser en la matière.

5. La rénovation domaniale

QUESTION

Le programme de « Rénovation domaniale » a été présenté il y a dix ans comme une opération blanche. Or, elle présente toujours un solde négatif de 3,6 milliards de francs. Où en est la vente des domaines militaires ?

REPONSE

La rénovation domaniale se présente comme suit au 1^{er} janvier 1982 :

voortvloeiend uit de eventuele stijging van het indexcijfer (artikel 01.01). Dit jaar is dit provisioneel krediet ingeschreven bij de Begroting van Financiën, wat het vergelijken van de budgetten moeilijk maakt.

ANTWOORD

Deze voorstelling van zaken beantwoordt aan de richtlijnen van het Bestuur van de Begroting voor alle departementen.

Het krediet op artikel 01.01 dat moet dienen om de indexverhogingen boven de als berekeningsbasis genomen spilindex te dekken, wordt aldus ofwel ingeschreven op de departementale begrotingen ofwel globaal op de begroting van Financiën.

Een juiste vergelijking van de opeenvolgende budgetten moet dus steeds gebeuren zonder rekening te houden met deze indexprovisie.

4. Kredieten voor informatica

VRAAG

De kredieten voor informatica zijn, na een periode van daling, in 1982 gestegen met 41 miljoen tot een bedrag van 346,3 miljoen frank. Zijn in dit bedrag de 91,6 miljoen frank begrepen die volgens ingewonnen inlichtingen zouden bestemd zijn voor de bezoldiging van slechts 18 deskundigen en technici ?

ANTWOORD

De aangehaalde 91 miljoen zijn bestemd voor de betaling van 35 deskundigen en technici. Dit bedrag zal in de toekomst nog dalen omdat een programma inzake vervanging van burgerlijke deskundigen door militair personeel in uitvoering is.

Wat de volledige werkingskosten voor informatica betreft kan reeds gemeld worden dat kredieten in het budget 1983 lichtjes lager zullen liggen dan in 1982 en dit niettegenstaande de gestegen lonen en de verhoogde huurgelden.

Ik ben steeds bereid op meer concrete vragen ter zake een gedetailleerd antwoord te verschaffen.

5. De domaniale renovatie

VRAAG

Het programma « Domaniale Renovatie » werd 10 jaar geleden als een « nul operatie » voorgesteld. Er is nog altijd een negatief saldo van 3,6 miljard frank. Hoeveel staat men met de verkoop van militaire domeinen ?

ANTWOORD

De toestand inzake domaniale renovatie op 1 januari 1982 is als volgt :

Opération	Situation au 1 ^{er} jan- vier 1982	Après le 1 ^{er} jan- vier 1982	TOTAL
1. DEPENSES:			
Engagements	15 128,2	287,2	15 415,4
Paielements	14 387,8	1 027,6	15 415,4
2. RECETTES:			
a. Cession de domaines:			
1) Vendus et payés	4 503,2		
2) Vendus, à payer (en tout ou en partie)		1 902	
3) A vendre:			
a) Projet de convention Région wallonne		1 955	
b) Autres		728,2	
b. Contribution budgétaire	4 826,8	1 500,2	6 327,0
c. Total	9 330,0	6 085,4	15 415,4
3. AVANCES DE TRESORERIE			
	5 057,8		

Il ressort donc de ces données que les recettes après vente restant à encaisser à la date indiquée se répartissent comme suit:

— Domaines vendus mais restant à payer conformément au schéma de paiement prévu au contrat:

1 902 millions, à savoir 1 000 millions à payer par la Société nationale du Logement à la suite de la vente globale de domaines militaires situés dans l'agglomération bruxelloise pour un montant total de 2,4 milliards de francs et 902 millions à payer avant le 17 octobre 1984 par la Société de Développement régionale de Bruxelles pour un domaine militaire de 38 ha situé à Evere (décision du CMCES du 17 octobre 1974).

— Projet de convention avec la région wallonne pour la vente globale d'une série de domaines militaires situés en Wallonie, pour 1 955 millions (non encore signée par manque de crédits).

— A vendre: des dizaines d'autres petits domaines situés principalement en région flamande, pour un montant total estimé à 728,2 millions de francs.

B. QUESTIONS CONCERNANT LES ARTICLES BUDGETAIRES

1. Attachés militaires (art. 11.04)

QUESTION

L'article 11.04 prévoit des indemnités d'un montant de 20,8 millions pour les attachés militaires et leur personnel.

A l'article 12.23 figure un autre montant de 16 millions pour des frais de fonctionnement, destiné également aux bureaux des attachés militaires. Ces postes ne couvrent probablement pas les traitements de ces derniers.

Quel est le nombre de nos attachés militaires? Où sont-ils en poste? Quelle dépense représentent-ils au total et sont-ils encore absolument indispensables?

Operatie	Toestand op 1 ja- nuari 1982	Na 1 ja- nuari 1982	TOTAAL
1. UITGAVEN:			
Vastleggingen	15 128,2	287,2	15 415,4
Betalingen	14 387,8	1 027,6	15 415,4
2. ONTVANGSTEN:			
a. Afstand domeinen:			
1) Verkocht en geïnd	4 503,2		
2) Verkocht, nog te innen (geheel of gedeeltelijk)		1 902	
3) Nog te verkopen:			
a) Project Conventie Waals Gewest		1 955	
b) Andere		728,2	
b. Begrotingsbijdrage	4 826,8	1 500,2	6 327,6
c. Totaal	9 330,0	6 085,4	15 415,4
3. SCHATKISTVOORSCHOTTEN			
	5 057,8		

Uit deze gegevens blijkt dus dat de nog te realiseren ontvangsten na verkoop op dezelfde datum, als volgt opgesplitst zijn:

— Domeinen verkocht doch nog te betalen volgens contractueel overeengekomen betalingsschema:

1 902 miljoen, namelijk 1 000 miljoen nog te betalen door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting ingevolge de globale verkoop van militaire domeinen gelegen in de Brusselse Agglomeratie voor een totaal bedrag van 2,4 miljard frank en 902 miljoen te betalen vóór 17 oktober 1984 door de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij Brussel voor een militair domein van 38 ha gelegen te Evere (beslissing MCESC van 17 oktober 1974)

— Ontwerp van conventie met het Waals Gewest betreffende de globale verkoop van een reeks militaire domeinen gelegen in Wallonië voor 1 955 miljoen (nog niet ondertekend wegens gebrek aan kredieten)

— Nog te verkopen: tientallen andere kleine domeinen vooral gelegen in het Vlaams Gewest voor een totaal geschat bedrag van 728,2 miljoen frank.

B. VRAGEN OMTRENT BEGROTINGSARTIKELEN

1. Militaire attachés (art. 11.04)

VRAAG

Onder artikel 11.04 wordt een vergoeding vermeld van 20,8 miljoen aan de militaire attachés en hun personeel.

Onder artikel 12.23 wordt een ander bedrag vermeld van 16 miljoen werkingskosten, eveneens voor de bureaus der militaire attachés. Deze posten hebben geen betrekking vermoedelijk op de wedden van deze militaire attachés.

Hoeveel militaire attachés zijn er, waar zijn zij in functie, hoeveel kosten zij in totaal en zijn ze nog allemaal nodig?

REPONSE

1. Nombre et localisation des attachés militaires

	Offi- ciers	Sous- officiers	Caporaux et soldats
Washington	2	2	1
Paris	1	1	1
Varsovie	1	2	—
Londres	1	1	1
Vienne	1	1	1
Bonn	1	1	1
Kinshasa	1	1	—
Madrid (à partir du 1 ^{er} septembre 1982) . . .	1	1	1
	9	10	6

2. Coût

1) Traitements	26,840 millions de francs
2) Indemnités	20,800 millions de francs
3) Frais de fonctionnement	16 millions de francs
	<u>63,640 millions de francs</u>

3. Les attachés militaires exercent les fonctions d'agent diplomatique auprès de nos ambassades à l'étranger; ils y représentent les Forces armées belges et transmettent des informations au Ministre de la Défense nationale.

J'estime que leur nombre actuel correspond au strict minimum de nos besoins. On peut d'ailleurs constater que des pays d'une importance comparable à la nôtre possèdent un nombre d'attachés militaires bien plus important.

2. Frais de transport (art. 12.05)

QUESTION

L'article 12.05 comprend un montant de 275 981 000 francs représentant des indemnités pour les déplacements effectués en Belgique et qui viennent s'ajouter aux frais de déplacement proprement dits faisant l'objet d'une rubrique distincte.

De quels frais s'agit-il exactement?

REPONSE

Ces crédits concernent des indemnités à payer pour couvrir les frais de nourriture et de logement ainsi que certains frais résultant de menues dépenses effectuées à l'occasion de missions et de déplacements, en Belgique, par du personnel militaire n'appartenant pas au cabinet du ministre et par le personnel civil.

Ces indemnités sont payées sur la base des dispositions légales en vigueur.

ANTWOORD

1. Aantal en localisatie van de militaire attachés

	Offi- cier	Onder- officier	Korporaal en soldaat
Washington	2	2	1
Parijs	1	1	1
Warschau	1	2	—
Londen	1	1	1
Wenen	1	1	1
Bonn	1	1	1
Kinshasa	1	1	—
Madrid (vanaf 1 september 1982)	1	1	1
	9	10	6

2. Kosten

1) Wedden	26,840 miljoen frank
2) Vergoedingen	20,800 miljoen frank
3) Werkingskosten	16 miljoen frank
	<u>63,640 miljoen frank</u>

3. De Militaire Attachés vervullen taken van diplomatiek ambtenaar bij onze Ambassades in het buitenland, vertegenwoordigen er de Belgische strijdkrachten en sturen informatie over aan de Minister van Landsverdediging.

Ik ben van oordeel dat hun huidig aantal beantwoordt aan onze strikt minimale behoeften. Er wordt trouwens vastgesteld dat landen van vergelijkbare grootte als het onze er veel meer Militaire Attachés op nahouden dan wij.

2. Vervoerkosten (art. 12.05)

VRAAG

Artikel 12.05 omvat een bedrag van 275 981 000 frank vergoedingen voor verplaatsingen in het binnenland, buiten de eigenlijke vervoerkosten die afzonderlijk vermeld worden.

Over welke kosten gaat het hier dan wel?

ANTWOORD

Deze kredieten hebben betrekking op te betalen vergoedingen voor voedings- en logementskosten en voor bepaalde kosten voor kleine uitgaven opgelopen ter gelegenheid van zendingen en verplaatsingen in het binnenland van het militair personeel dat niet behoort tot het kabinet van de Minister, en van het burgerlijk personeel.

Deze vergoedingen worden uitbetaald op basis van de bestaande wettelijke bepalingen ter zake.

3. *Main-d'œuvre civile en RFA (art. 12.21)*

QUESTION

L'article 12.21 prévoit des dépenses pour les Forces belges en Allemagne, y compris les salaires de la main-d'œuvre civile. Quels sont les effectifs de cette main-d'œuvre?

REPONSE

En date du 1^{er} septembre 1982, il y avait 2 631 personnes engagées comme main-d'œuvre civile, dont 1 422 de nationalité belge.

4. *Equipement des bases aériennes (art. 13.34)*

QUESTION

Quel est le contenu de l'article 13.34 relatif à la construction, à l'aménagement et à l'équipement des bases aériennes?

REPONSE

Le programme 1982 porte essentiellement sur des cas de décontamination pour les bunkers du groupe de vol et les escadrilles à Beauvechain, Bierset, Kleine-Brogel et Sint-Truiden.

5. *Acquisition et modernisation de moyens de transport, de mobilier, d'armement, etc. (art. 13.72)*

QUESTION

L'article 13.72.02 prévoit de nouveaux engagements en 1982 pour un montant total de 10 672 900 000 francs.

Les différents postes auxquels sera affecté ce montant global considérable sont énumérés, mais non détaillés. Quels sont les chiffres se rapportant aux postes les plus importants?

REPONSE

La ventilation par programme des crédits d'engagements prévus à l'article 13.72, littéra 2, du budget de 1982 est la suivante:

Programmes courants — Rééquipement (en millions de francs)	
Force terrestre	1 284,6
Force aérienne	377,5
Force navale	283
Service médical	62,5
Interforces	31
Bureau d'informatique	71,3
Programmes principaux	
Rita (Réseau intégré de Transmission automatique)	616

3. *Burgerlijke arbeidskrachten in de Bondsrepubliek Duitsland (art. 12.21)*

VRAAG

Artikel 12.21 voorziet in uitgaven voor de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, met inbegrip van de lonen van de lonen van de burgerlijke arbeidskrachten. Hoeveel zulke arbeidskrachten zijn er?

ANTWOORD

Per 1 september 1982 waren er 2 631 personen in dienst als burgerlijke arbeidskracht, waarvan 1 422 van Belgische nationaliteit.

4. *Uitrusting van de luchtbases (art. 13.34)*

VRAAG

Wat is de inhoud van artikel 13.34 over de bouw, de geschiktmaking en de toerusting van de luchtbases?

ANTWOORD

Het programma 1982 heeft vooral betrekking op de decontaminatie van de bunkers voor de vlieggroep en de eskaders te Bevekom, Bierset, Kleine Brogel en Sint-Truiden.

5. *Aankoop en modernisering van vervoermiddelen, meubilair, bewapening, enz. (art. 13.72)*

VRAAG

Artikel 13.72.02 vermeldt nieuwe vastleggingen in 1982 voor een totaal van 10 672 900 000 frank.

Er wordt wel een opsomming gegeven van de verschillende posten, waarvoor dit groot globaal bedrag besteed zal worden, maar zonder verdere indeling. Welke zijn de cijfers voor de voornaamste posten?

ANTWOORD

De ventilatie per programma van de vastleggingskredieten, die in de begroting 1982 op het artikel 13.72 littéra 2 opgenomen zijn, is als volgt:

Courante programma's — Wederuitrusting (in miljoenen franken)	
Landmacht	1 284,6
Luchtmacht	377,5
Zeemacht	283
Medische Dienst	62,5
Intermachten	31
Bureau Informatica	71,3
Hoofdprogramma's	
Rita (Réseau intégré de transmission automatique)	616

Helip (Hawk)	49
Modernisation de l'artillerie de campagne	5 848
Radios AM/FM-HF	499
Parc de véhicules LM	720
Antichar/sol Milan	682
Equipment de l'Hôpital militaire de Neder-over-Heembeek	45
Parc de véhicules du Service médical	8
Transmissions de l'Etat-major général	96
Total	10 672,9

QUESTION

Quel est le contenu de l'article 13.72.02 en ce qui concerne les crédits d'ordonnancement ?

REPONSE

1. Programmes majeurs: 2 673 millions, subdivisés comme suit:

— Helip:	250 millions
— Rita (Réseau intégré de Transmissions automatiques):	419 millions
— Véhicules Force terrestre:	571 millions
— Milan:	887 millions
— Modernisation artillerie:	99 millions
— GCA (Ground Control Approach):	317 millions
— Munitions F-16:	130 millions

2. Programmes courants des différentes Forces: (groupes électrogènes, modernisation de la logistique, télétypes, camions citernes etc.): 2 182,5 millions

6. Indemnisation aux sociétés ferroviaires (art. 32.01)

QUESTION

Quel est le contenu de l'article 32.01 concernant une indemnisation aux sociétés ferroviaires ?

REPONSE

Il s'agit ici de subventions à la SNCB et à la SNCV à titre de compensation pour les réductions données aux militaires de carrière et aux gendarmes (50 p.c.), aux miliciens (50 p.c.), sur la production de la carte de week-end ou du titre de congé et aux officiers de réserve (25 p.c.).

Cette subvention est adaptée annuellement sur base des statistiques.

7. Subventions à diverses associations (art. 33.11)

QUESTION

Quel est le contenu de l'article 33.11 concernant des subventions à diverses associations ?

HELIP (Hawk)	49
Modernisering veldartillerie	5 848
Radio's AM/FM-HF	499
Voertuigenpark LM	720
Antitank/grond Milan	682
Uitrustung van het Militair Hospitaal te Neder-over-Heembeek	45
Voertuigenpark Medische Dienst	8
Transmissies Generale Staf	95
Totaal	10 672,9

VRAAG 2

Wat is de inhoud van artikel 13.72.02 in verband met de ordonnanceringskredieten ?

ANTWOORD

1. Grotere programma's: 2 673 miljoen, onderverdeeld als volgt:

— Helip:	250 miljoen
— Rita (Geïntegreerd Net van de automatische transmissies):	419 miljoen
— Voertuigen landmacht:	571 miljoen
— Milan:	887 miljoen
— Modernisering artillerie:	99 miljoen
— GCA (Ground control approach):	317 miljoen
— Munitie F-16:	130 miljoen

2. Lopende programma's van de verschillende strijdkrachten: stroomaggregaten, modernisering van de logistiek, teletypes, tankwagens, enz.: 2 182,5 miljoen

6. Vergoeding aan de spoorwegmaatschappijen (art. 32.01)

VRAAG

Wat is de inhoud van artikel 32.01 betreffende de vergoeding aan de spoorwegmaatschappijen ?

ANTWOORD

Het zijn toelagen aan de NMBS en de NMVB ter compensatie van de verminderingen verleend aan de beroepsmilitairen en de rijkswachters (50 pct.), de dienstplichtigen (50 pct., op vertoon van hun weekendkaart of verlofbewijs) en de reserveofficiëren (25 pct.).

Deze toelagen worden jaarlijks aangepast op grond van de statistische gegevens.

7. Subsidies aan diverse verenigingen (art. 33.11)

VRAAG

Wat is de inhoud van artikel 33.11 betreffende subsidies aan diverse verenigingen ?

REPONSE

Ce crédit est destiné aux associations et établissements repris dans le programme justificatif du budget, à savoir :

- L'ASBL « Cadets de l'Air de Belgique »;
- Le Mémorial national du Fort de Breendonk;
- L'Union nationale des officiers de réserve;
- L'Union nationale des sous-officiers de réserve;
- La Fédération nationale des Parachutistes belges.

QUESTION

L'article 33.11 mentionne diverses subventions, parmi lesquelles une subvention de 2,950 millions pour l'ASBL « Cadets de l'Air de Belgique ».

Cette subvention se justifie-t-elle encore actuellement ?

Quelle est d'ailleurs la contribution concrète que cette ASBL apporte à la Défense nationale ?

REPONSE

La subvention à l'ASBL « Cadets de l'Air de Belgique » se justifie pleinement lorsqu'on sait que les activités de cette ASBL suscitent de nombreuses vocations de pilote.

En effet, sur un total de 386 élèves-pilotes qui ont commencé leur formation à Goetsenhoven pour les promotions 68 C à 74 B, l'on compte 68 cadets. Sur ces 386 élèves, 148 candidats ont finalement obtenu leur brevet, dont 50 cadets. Le taux de réussite est donc de 73,5 p.c. pour les cadets et de 30,8 p.c. pour les non-cadets. La subvention accordée permet donc en dernière analyse de réaliser une économie sensible en frais de formation des candidats-pilotes.

8. Subvention au Service social civil

QUESTION

Quel est le contenu de l'article 33.20 qui prévoit une subvention pour le « Service social civil » ?

REPONSE

Il s'agit ici d'une subvention au service social qui fonctionne au profit de tous les civils du département.

9. Subventions aux organismes interalliés (art. 34.05)

QUESTION

Quel est le contenu de l'article 34.05 qui concerne la participation financière de la Belgique dans le fonctionnement des états-majors et organismes interalliés ?

REPONSE

Les dépenses pour le fonctionnement des états-majors et organismes interalliés sont ventilées sur les 15 pays de

ANTWOORD

Dit krediet is bestemd voor de verenigingen en instellingen opgesomd in het verantwoordingsprogramma bij de begroting, nl. :

- De VZW « Luchtkadetten van België »;
- Het Nationaal Gedenkteken van het Fort van Breendonk;
- De Nationale Vereniging van Reserveofficieren;
- De Nationale Unie van Reserveofficieren;
- De Nationale Federatie der Belgische Parachutisten.

VRAAG

Artikel 33.11 vermeldt diverse subsidies o.a. 2,950 miljoen voor de VZW Luchtkadetten van België.

Is dit thans verantwoord ?

Welk is trouwens de positieve bijdrage van deze VZW voor Landsverdediging ?

ANTWOORD

De subsidie aan de VZW Luchtkadetten van België is ten volle verantwoord als men weet dat de activiteiten van deze VZW veel roepingen tot piloot tot gevolg hebben.

Inderdaad op een totaal van 386 leerling-piloten die hun opleiding in Goetsenhoven hebben aangevat voor de promoties 68 C tot 74 B, vindt men kadetten. Op deze 386 hebben de 148 kandidaten uiteindelijk hun brevet behaald, waaronder 50 kadetten. Het slaagpercentage ligt dus op 73,5 pct. voor de kadetten en op 30,8 pct. bij de niet-kadetten. De toegekende subsidie leidt dus uiteindelijk tot een gevoelige besparing op de vormingskosten voor de kandidaat-piloten.

8. Subsidie voor de Burgerlijke Sociale Dienst

VRAAG

Wat is de inhoud van artikel 33.20, waarop een krediet is uitgetrokken voor de « Burgerlijke Sociale Dienst » ?

ANTWOORD

Dit is een subsidie voor de sociale dienst, die werkt voor alle burgers van het departement.

9. Subsidies voor de intergeallieerde organisaties (art. 34.05)

VRAAG

Wat is de inhoud van artikel 34.05 betreffende de financiële bijdrage van België aan de werking van de intergeallieerde staven en organisaties ?

ANTWOORD

De uitgaven voor de werking van de intergeallieerde staven en organisaties worden omgeslagen over de 15 landen van de

l'Otan; 3,56 p.c. des charges totales sont à charge de la Belgique. Le fonctionnement couvre ici les dépenses de fonctionnement propres ainsi que les dépenses du personnel attaché organiquement aux organismes Otan.

QUESTION

L'article 34.05 concerne notre participation financière dans le fonctionnement des états-majors et organismes interalliés. Cette participation est passée de 316,4 millions en 1981 à 499,1 millions en 1982.

Comment s'explique cette augmentation très considérable de plus de 60 p.c. ?

REPONSE

1. Budget de 1982 :

Montant initial total pour 1982: 12 633 millions de francs belges;

Contribution belge à 3,56 p.c.: 12 633 millions de francs belges $\times$ 3,56 p.c. = 449,73 millions de francs belges;

Contribution aux dépenses de fonctionnement de l'Awacs (partiellement en activité): 49,37 millions de francs belges;

Total: 491,1 millions de francs belges.

2. Budget 1981: 316,4 millions de francs belges.

3. L'augmentation de 1982 par rapport à 1981 est due principalement à:

— L'augmentation du plafond 1982 du budget total retenue ($\pm$ 20 p.c. découlant de besoins inéluctables résultant surtout de l'appréciation Pakhistan et Pologne);

— L'inflation moyenne des pays de l'Alliance (+ 15 p.c.) surtout dans le chef des pays du flanc Sud: Portugal, Italie, Grèce, Turquie;

— La montée progressive des dépenses de fonctionnement Awacs (+ 16 p.c.);

— L'impact de la dévaluation du franc belge pour lequel, au niveau de l'établissement du budget, les chiffres sont exprimés en francs belges.

10. Dépenses du réseau Centre-Europe des pipelines (art. 34.09)

QUESTION

L'article 34.09, relatif à notre intervention dans le financement des dépenses d'exploitation du réseau Centre-Europe des pipelines, est passé de 50 à 84 millions, augmentant ainsi de près de 60 p.c. Comment cela s'explique-t-il ?

REPONSE

1. Contribution belge aux frais de fonctionnement (personnel + fonctionnement propre): 9,63 p.c.

Budget Ceps pour 1982: 872 300 000 francs belges (part à couvrir par les contributions nationales).

Navo. 3,56 pct. van de totale kosten komen voor rekening van België. Onder werking wordt verstaan de eigenlijke werkingsuitgaven en de uitgaven voor het personeel dat aan de Navo-instellingen verbonden is.

VRAAG

Artikel 34.05 betreft onze financiële bijdrage in de werking van intergeallieerde staven en organisaties. Deze bijdrage steeg van 316,4 miljoen in 1981 naar 499,1 in 1982.

Vanwaar deze zeer sterke verhoging van meer dan 60 pct. ?

ANTWOORD

1. Begroting voor 1982 :

Totaal oorspronkelijk bedrag voor 1982: 12 633 miljoen Belgische frank;

Belgische bijdrage tegen 3,56 pct: 12 633 miljoen Belgische frank $\times$ 3,56 pct = 449,73 miljoen Belgische frank;

Bijdrage in de werkingsuitgaven van de AWACS (ten dele in activiteit): 49,37 miljoen Belgische frank;

Totaal: 491,1 miljoen Belgische frank.

2. Begroting 1981: 316,4 miljoen Belgische frank.

3. De vermeerdering van 1982 ten opzichte van 1981 is voornamelijk te wijten aan:

— De verhoging van het plafond 1982 van de in aanmerking genomen totale begroting ($\pm$ 20 pct. wegens onvermijdelijke behoeften vooral als gevolg van het probleem Pakistan en Polen);

— De gemiddelde inflatie in de landen van het Bondgenootschap (+ 15 pct.) vooral in de landen van de Zuiderflank: Portugal, Italië, Griekenland, Turkije;

— De geleidelijke stijging van de werkingsuitgaven voor de Awacs (+ 16 pct.);

— De weerslag van de devaluatie van de Belgische frank, waarvoor de cijfers in de begroting in Belgische frank luiden.

10. Uitgaven van het Centraaleuropees pijpleidingennet (art. 34.09)

VRAAG

Artikel 34.09 betreffende onze deelname in de exploitatie-uitgaven van het Centraaleuropees pijpleidingennet steeg van 50 naar 84 miljoen, dus met bijna 60 pct. Hoe kan dit worden uitgelegd ?

ANTWOORD

1. Belgische bijdrage in de werkingskosten (personeel + eigen werking): 9,63 pct.

Begroting Centraaleuropees pijpleidingennet voor 1982: 872 300 000 Belgische frank (aandeel te dekken door de nationale belastingen).

Contribution belge requise: 84 millions.

2. L'augmentation de ce poste depuis plusieurs années s'explique par:

— Les frais fixes inéluctables (personnel + entretien);

— Les ressources propres du système, en diminution par la réduction sensible des volumes acheminés (diminution du volume résultant de l'augmentation très élevée du coût des carburants fin 1973 et 1979: double choc pétrolier).

11. *Subvention à l'Institut géographique national (art. 41.04)*

QUESTION

Quel est le contenu de l'article 41.04 prévoyant une subvention à l'Institut géographique national (IGN)?

REPONSE

Les recettes de l'IGN proviennent essentiellement de la vente des produits et services et de l'intervention de l'Etat à fonds perdus à répartir entre les budgets de douze départements (contribution de 2, 4 ou 16 pct. dans les subsides).

La Défense nationale intervient pour 16 p.c.

12. *Travaux d'infrastructure Otan (art. 53.01 et 53.02)*

QUESTION

Quel est le contenu de l'article 53.01 relatif aux dépenses incombant uniquement à la Défense nationale dans le cadre des travaux d'infrastructure Otan?

REPONSE

Dans le cadre des travaux infrastructure Otan en Belgique, le règlement international prévoit que la nation hôte doit assurer les viabilités (égouts, électricité, raccordements divers).

Ce règlement est applicable à tous les Etats membres.

QUESTION

L'article 53.02 du budget de 1982 porte un montant de 993,7 millions concernant la participation de la Défense nationale dans les travaux communs à l'étranger relevant des tranches d'infrastructure Otan.

Quel est le contenu de ce poste?

REPONSE

Tous les pays de l'Otan prennent part, selon une clef de répartition bien définie, aux frais résultant des travaux communs exécutés dans le cadre de l'Otan (aérodromes, bases navales, installations de pipelines, installations de détection et d'alerte, etc.). Comme pour les Awacs, l'intervention de la Belgique dans ces travaux d'infrastructure a été fixée à 5,59 p.c. du total des frais. Comme ces programmes sont répartis

Vereiste Belgische bijdrage: 84 miljoen.

2. De vermeerdering van deze post sedert verscheidene jaren is te verklaren door:

— De onafwendbare vaste kosten (personeel + onderhoud);

— De eigen inkomsten van de regeling, die afnemen door de aanzienlijke vermindering van het vervoerde volume (welke vermindering het gevolg is van de felle stijging van brandstofkosten in 1973 en 1979: dubbele aardolieschok).

11. *Subsidie aan het Nationaal Geografisch Instituut (art. 41.04)*

VRAAG

Wat is de inhoud van artikel 41.04 dat voorziet in een subsidie voor het Nationaal Geografisch Instituut?

ANTWOORD

De ontvangsten van het NGI komen hoofdzakelijk voort van de verkoop van produkten en diensten en van de rijkstegemoetkoming op de begroting van twaalf departementen (bijdrage van 2, 4 of 16 pct. in de subsidies).

Landsverdediging neemt 16 pct. voor zijn rekening.

12. *Navo-infrastructuurwerken (artt. 53.01 en 53.02)*

VRAAG

Wat houdt artikel 53.01 in dat de uitgaven bevat die uitsluitend ten laste vallen van Landsverdediging in het raam van de Navo-infrastructuurwerken?

ANTWOORD

Met betrekking tot de Navo-infrastructuurwerken in België bepaalt het internationaal reglement dat het gastland moet zorgen voor de geschiktmaking (riolering, elektriciteit, allerlei verbindingen, enz.).

Dit reglement is van toepassing op alle Lid-Statens.

VRAAG

In het budget 1982, artikel 53.02, staat een bedrag van 993,7 miljoen ingeschreven als tussenkomst van Landsverdediging in de Navo-infrastructuurwerken in het buitenland.

Wat is de inhoud van deze post?

ANTWOORD

Alle Navo-landen nemen volgens een welbepaalde verdeelsleutel deel in de kosten van de gemeenschappelijke Navo-werken (vliegvelden, maritieme basissen, pipe-line installaties, opsporings- en alarminstallaties, enz.). Zoals voor de Awacs is de tussenkomst van België in deze infrastructuurwerken bepaald op 5,59 pct. van de totale kosten. Aangezien deze programma's gespreid zijn over een groot aantal schijven Navo-

sur un grand nombre de tranches des travaux d'infrastructure Otan (tranches II à XXXV), il est pratiquement impossible d'énumérer tous les travaux considérés pour lesquels le crédit sera utilisé.

13. Quote-part de la Belgique dans les frais d'infrastructure du système «AWACS» (art. 53.04)

QUESTION

A l'article 53.04 du budget de 1982 est inscrit un montant de 395 millions sous la rubrique de la quote-part de la Belgique dans les coûts de mise en place de l'infrastructure des Awacs.

Quel est le contenu de ce poste?

REPONSE

Tous les pays de l'Otan qui participent au programme Awacs doivent intervenir, suivant une clef de répartition déterminée, dans les coûts de mise en place de l'infrastructure nécessaire à l'installation et au fonctionnement du système «Airborne Early Warning and Control».

La quote-part de la Belgique a été fixée à 5,59 p.c. des frais totaux.

14. Frais résultant du retour en Belgique de deux brigades (art. 60.01A)

QUESTION

Quels sont les détails des dépenses prévues au Titre IV, Section particulière, article 60.01.A, concernant le retour en Belgique de deux brigades?

REPONSE

Le montant prévu de 298,425 millions est destiné:

— A la construction d'un dépôt de carburants à Marche-en-Famenne	5 millions
— A des paiements sur dette	210,3 millions
— A des ajustements des poste en cours d'exécution et non encore clôturés définitivement	83,1 millions
Total	298,4 millions

15. Achat ou expropriations d'immeubles (art. 71.01)

QUESTION

Quel est le contenu de l'article 71.01 relatif à des achats ou expropriations de terrains et de bâtiments?

frastructuurwerken (schijven II tot XXXV), is het praktisch onmogelijk alle betrokken werken waarvoor het krediet zal worden aangewend op te sommen.

13. Aandeel in de infrastructuurkosten van de AWACS (art. 53.04)

VRAAG

In het budget 1982 artikel 53.04 staat een bedrag van 395 miljoen ingeschreven als aandeel van België in de kosten voor de terplaatsstelling van de infrastructuur voor de Awacs.

Wat is de inhoud van deze post?

ANTWOORD

Alle Navo-landen die aan het programma Awacs deelnemen moeten volgens een bepaalde verdeelsleutel tussenkomen in de kosten voor inplaatsstelling van de infrastructuur voor de installatie en de werking en het «Airborne Early Warning and Control»-systeem.

De tussenkomst van België werd bepaald op 5,59 pct. van de totale kosten.

14. Onkosten van de terugkeer van twee brigades naar België (art. 60.01 A)

VRAAG

Wat zijn de nadere gegevens van de uitgaven in Titel IV, Bijzondere Sectie van artikel 60.01.A betreffende de terugkeer van twee brigades naar België?

ANTWOORD

Het uitgetrokken bedrag van 298 425 miljoen is bestemd voor:

— De bouw van een brandstofopslagplaats in Marche-en-Famenne	5 miljoen
— Betalingen van de schuldenlast	210,3 miljoen
— Aanpassingen van posten die in uitvoering zijn en nog niet definitief afgesloten	83,1 miljoen
Totaal	298,4 miljoen

15. Aankoop of onteigening van onroerende goederen (art. 71.01)

VRAAG

Wat houdt artikel 71.01 in, dat betrekking heeft op de aankoop of onteigening van gronden en gebouwen?

REPOSE

Programmes	Crédits 1982 (en millions)	
	Engagement	Ordonnancement
L'extension du terrain d'exercice à Stockem	20,1	
L'alignement de terrains de bases Force aérienne	20	
L'extension d'un terrain d'exercice à Turnhout	14,9	5
L'acquisition de terrains pour les pipelines (CEPS)	4	4
Ordonnancement sur dette		50
Total	59	59

16. Construction et équipement d'installations militaires
(art. 72.01)

QUESTION

A l'article 72.01 figurent un crédit de 461,2 millions et un crédit d'engagement de 1 143,4 millions pour la construction et l'équipement d'installations militaires en Belgique.

Est-il exact qu'il s'agit là de montants qui sortent du cadre de la rénovation domaniale pour laquelle des crédits ont été prévus ailleurs (voir l'article 61.03) et qui sortent également du cadre des frais d'installation des deux brigades rapatriées d'Allemagne)?

De quels grands travaux peut-il donc bien s'agir ici?

REPOSE

Le crédit non dissocié (461,2 millions) et le crédit d'engagement (1 143,2 millions) prévus à l'article 72.01 (construction, aménagement et équipement d'installations militaires et travaux divers en Belgique) sont essentiellement destinés aux travaux suivants qui ne cadrent pas dans les programmes « rénovation domaniale » et « retour de deux brigades ».

1. Constructions nouvelles

Zeebrugge phase 1	40 millions
CRS (Centre de Recrutement et de Sélection)	31 millions
Ans (complexe logistique)	145 millions
Stands de tir (Peutie, Spa, Saive)	102 millions
Arlon Bloc instruction VBCI (véhicule blindé de combat d'infanterie)	37 millions
Geel: complexe administratif	21 millions
Léopoldsborg (boulangerie)	12 millions

2. Aménagements, transformations, entretien de biens existants:

Melsbroeck (restauration hangar)	44,5 millions
Travaux divers	26,5 millions
Kleine-Brogel (regroupement base)	54 millions

ANTWOORD

Programma	Kredieten 1982 (in miljoenen)	
	Vastlegging	Ordonnancing
Uitbreiding van het oefenterrein te Stokkem	20,1	
Aanpassing van de luchtmachtbases	20	
Uitbreiding van een oefenterrein te Turnhout	14,9	5
Aankoop van gronden voor de pijpleidingen (Centraaleuropees Pijpleidingennet)	4	4
Ordonnancing op leningen		50
Totaal	59	50

16. Bouw en uitrusting van militaire installaties (art. 72.01)

VRAAG

Artikel 72.01 vermeldt een krediet van 461,2 miljoen + een vastleggingskrediet van 1 143,4 miljoen voor bouw en uitrusting van militaire installaties in België.

Is het zo dat het hier om zaken gaat die buiten het raam van de domaniale renovatie vallen, waarvoor elders (zie art. 61.03) kredieten uitgetrokken zijn (en ook buiten de installatiekosten van de twee overgebrachte brigades uit Duitsland)?

Om welke grote werken gaat het hier dan wel?

ANTWOORD

Het niet-gesplitst krediet (461,2 miljoen frank) en het vastleggingskrediet (1 143,4 miljoen frank) uitgetrokken op artikel 72.01 (bouw, inrichting en uitrusting van militaire installaties en diverse werken in België) zijn in hoofdzaak bestemd voor de volgende werken die niet passen in de programma's « domaniale renovatie » en « terugkeer van twee brigades »:

1. Nieuwbouw

Zeebrugge fase 1	40 miljoen
RSC (Recruiterings- en Selectiecentrum)	31 miljoen
Ans (logistiek complex)	145 miljoen
Schietbanen (Peutie, Spa, Saive)	102 miljoen
Aarlen: instructiegebouw gevechtspantservoertuigen voor de infanterie	37 miljoen
Geel: administratief complex	21 miljoen
Leopoldsborg (bakkerij)	12 miljoen

2. Inrichting, verandering, onderhoud van bestaande goederen:

Melsbroeck (herstelling van een loods)	44,5 miljoen
Diverse werken	26,5 miljoen
Kleine-Brogel (hergroepering van de basis)	54 miljoen

Ecole Royale Militaire (modernisation) . . .	22,8 millions
Ecole Royale des Cadets Laeken	19 millions
Club Prince Albert	13 millions
Vilvorde ASIAT (arsenal télécommunications)	38 millions
Schaffen (complexe logistique)	17,5 millions
Eupen Irmep (Institut Royal Militaire d'Education Physique)	33 millions
Olen: modernisation du parc d'évacuation	20 millions
Brasschaat (voirie + aménagement Ecole d'Artillerie de Campagne)	22 millions
Divers centraux téléphoniques	32 millions

3. Le reste est composé d'un grand nombre de travaux mineurs dont le montant n'excède en général pas les 3 millions (travaux de modernisation et d'adaptation).

17. Intervention concernant une base britannique en Belgique (art. 83.01)

QUESTION

Quel est le contenu de l'article 83.01 prévoyant une intervention dans l'établissement d'une base britannique en Belgique (Gondola)?

REPONSE

Il s'agit d'une dépense à caractère récurrent pour une base britannique située près de Grobbendonk-Herenthals et cela en vertu d'une convention à titre de nation hôte.

CHAPITRE V

Questions diverses

1. Suite donnée aux conclusions de la Commission mixte

QUESTION

La Commission mixte, rassemblant des parlementaires et des officiers supérieurs, s'est réunie pendant plusieurs mois l'année dernière. Le ministre de la Défense nationale applique-t-il déjà les premières conclusions tirées par cette Commission?

REPONSE

Le rapport intermédiaire déposé par la Commission en question a permis une adaptation budgétaire pour l'année 1981 afin de se rapprocher des 45 jours de training standard, des 180 heures de vol et des 83 jours de service en mer recommandés comme normes. Il y a donc eu là un résultat positif.

Les discussions portant sur la professionnalisation, et sur le problème du rapport entre le nombre de volontaires et de miliciens n'ont pas abouti à des propositions concrètes. Il

Koninklijke Militaire School (modernisering)	22,8 miljoen
Koninklijke cadettenschool te Laken	19 miljoen
Club Prins Albert	13 miljoen
Vilvoorde ASIAT (telecommunicatie-arsenaal)	38 miljoen
Schaffen (logistiek complex)	17,5 miljoen
Eupen Irmep (Koninklijke Militaire School voor lichamelijke opvoeding)	33 miljoen
Olen: modernisering van het evacuatiepark	20 miljoen
Brasschaat: wegenwerken + inrichting van de School voor veldartillerie	22 miljoen
Diverse telefooncentrales	32 miljoen

3. Voor de rest zijn er nog een aantal werken van mindere omvang, waarvoor het bedrag in het algemeen niet hoger ligt dan 3 miljoen (moderniserings- en inrichtingswerken).

17. Bijdrage voor een Britse basis in België (art. 83.01)

VRAAG

Wat is de inhoud van artikel 83.01 dat voorziet in een bijdrage aan de oprichting van een Britse basis in België (Gondola)?

ANTWOORD

Dit is een steeds terugkerende uitgave voor een Britse basis nabij Grobbendonk-Herenthals, op grond van een overeenkomst ten laste van het gastland.

HOOFDSTUK V

Varia

1. Uitvoering van de besluiten van de Gemengde Commissie

VRAAG

De Gemengde Commissie, bestaande uit parlementsleden en hogere officieren, heeft verleden jaar verschillende maanden vergaderd. Past de minister van Landsverdediging reeds de eerste besluiten van die Commissie toe?

ANTWOORD

Het tussentijds rapport van die Commissie heeft het mogelijk gemaakt de begroting voor 1981 aan te passen ten einde de 45 dagen standaard training, de 180 vliegreizen en de 83 dagen dienst op zee die als norm werden aanbevolen, dichterbij te benaderen. Dat is dus een positief resultaat.

De besprekingen over de professionalisering en de verhouding tussen het aantal vrijwilligers en het aantal dienstplichtigen hebben niet tot concrete voorstellen geleid. Het zou dus

semble dès lors indiqué de faire reprendre ces thèmes par la nouvelle Commission qui serait mise sur pied et au sujet de laquelle j'ai adressé une lettre aux présidents des Commissions de la Défense nationale du Sénat et de la Chambre en demandant que des propositions soient faites concernant les sujets qu'elle devrait traiter.

2. Commission Armée — Jeunesse

QUESTION

En ce qui concerne la question relative au maintien ou à la suppression de la Commission Armée — Jeunesse, ne serait-il pas indiqué de charger cette Commission d'une tâche plus informative, afin de remédier au manque de motivation et de sens civique de notre jeunesse, dont le Ministre a fait état?

REPONSE

Apparemment, le membre opte pour le maintien de la Commission, mais aimerait que d'autres tâches lui soient assignées, que sa composition soit modifiée et que son activité soit davantage axée sur la transmission d'informations à l'enseignement.

Pour pouvoir prendre une décision définitive, le Ministre aimerait également connaître l'avis des autres membres de la Commission.

A titre d'information complémentaire, il peut signaler qu'il y a eu en 1980 5 réunions et que 9 seulement des 21 membres non militaires ont assisté à la plupart de ces réunions; en 1981, il y en a eu 3 et 12 membres sur 21 n'ont assisté à aucune.

L'incidence budgétaire est évidemment minime (environ 18 000 franc par an comme frais de représentation et de secrétariat), mais actuellement, la Commission est, en tant que source d'information, quelque peu utilisée à l'une ou l'autre fin politique, ce qui entraîne une certaine perte de temps pour les membres militaires qui en font partie.

J'estime que cette question pourrait être revue de manière approfondie avec la collaboration de votre Commission afin d'obtenir des résultats plus positifs.

3. Suppression éventuelle de l'Ecole des Cadets

QUESTION

La presse a signalé que l'on envisagerait de supprimer l'Ecole des Cadets.

Ces rumeurs sont-elles fondées ou non?

REPONSE

La suppression éventuelle de l'Ecole royale des Cadets a été suggérée dans un cadre global de propositions d'économies.

Aucune décision n'a encore été prise en la matière. Le problème est examiné compte tenu de tous ses aspects.

goed zijn die thema's opnieuw ter sprake te brengen in de nieuwe Commissie waarover ik aan de voorzitters van de Commissies voor de Landsverdediging van Kamer en Senaat heb geschreven, met het verzoek om voorstellen te doen over de onderwerpen die behandeld zouden moeten worden.

2. Commissie Leger — Jeugd

VRAAG

In verband met de vraag omtrent het behoud of de afschaffing van de Commissie Leger-Jeugd zou het niet aangewezen zijn deze Commissie te belasten met een meer informatieve taak ten einde het gebrek aan motivatie en burgerzin bij onze jeugd aangehaald door de Minister te verhelpen?

ANTWOORD

Blijkbaar kiest het achtbaar lid voor het behoud van de Commissie, maar met andere opdrachten en een andere samenstelling, en meer gericht op doorstroming naar het onderwijs.

Om tot een definitieve besluitvorming te kunnen komen zou ik ook graag de mening horen van de andere leden van de Commissie.

Bij wijze van bijkomende informatie kan medegedeeld worden dat in 1980 5 vergaderingen plaatsgrepen, waarbij slechts 9 leden op de 21 niet-militairen de meerderheid der vergaderingen bijwoonden en dat in 1981 3 vergaderingen plaatsgrepen, met 12 leden op 21 die geen enkele vergadering bijwoonden.

De budgettaire kost is uiteraard miniem ($\pm$ 18 000 frank/jaar aan representatiekosten + sekretariaatskosten), maar thans wordt de Commissie als bron van informatie wel enigszins voor bepaalde politieke doeleinden gebruikt, wat voor de militaire leden ervan een zeker tijdverlies betekent.

Ik denk dat deze zaak grondig zou kunnen worden herzien met de medewerking van deze Commissie ten einde meer positieve resultaten te bereiken.

3. Eventuele afschaffing van de Cadettenschool

VRAAG

De pers heeft gemeld dat de afschaffing van de Cadettenschool overwogen wordt.

Zijn deze geruchten gegrond of niet?

ANTWOORD

De eventuele afschaffing van de Koninklijke Cadettenschool is gesuggereerd geweest in een globaal kader van besparingsvoorstellen.

Ter zake is nog geen enkele beslissing genomen. Het probleem wordt onderzocht, rekening houdend met alle aspecten ervan.

Ce problème, en effet, dépasse le plan purement budgétaire, étant donné que l'Ecole remplit incontestablement un rôle dont il ne faut pas sous-estimer l'influence bénéfique dans l'ensemble de la formation des officiers.

4. Travaux d'infrastructure à Coxyde

QUESTION

Quels travaux d'infrastructure exécute-t-on actuellement à l'aérodrome de Coxyde?

REPONSE

Le programme d'infrastructure pour la défense des aérodromes prescrit par l'Otan englobe la protection de tous les éléments vitaux d'une base tels que les abris pour avions, la construction en sous-sol de dépôts de munitions et de carburant, la construction d'abris pour le personnel, de postes de commandement protégés, etc.

Ce programme a été réalisé aux aérodromes tactiques belges.

Les travaux en cours d'exécution à Coxyde ne font pas partie de ce programme, mais sont directement financés par la Force aérienne américaine. Il s'agit en l'occurrence de la construction de dépôts de carburant supplémentaires pour les besoins de l'escadrille de transport aérien américaine qui serait envoyée en renfort en Europe en cas de nécessité.

IV. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Le Ministre de la Défense nationale introduit de la manière suivante la discussion des amendements du Gouvernement repris dans le document 5-IX — n° 2:

« Les adaptations de crédits prévues par l'amendement résultent essentiellement de la répercussion sur le budget de 1982 de la dévaluation du franc belge et de la hausse du cours du dollar.

Du point de vue budgétaire, il s'agit évidemment d'une opération blanche, qui, en fait, consiste surtout en un transfert de dépenses de fonctionnement à la catégorie des dépenses d'investissement. »

Les amendements du Gouvernement ont été adoptés par 8 voix contre 2 et 4 abstentions.

Le budget du Ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1982 a été adopté par 8 voix contre 6.

Le présent rapport a été approuvé par 12 voix et 2 abstentions.

Le Rapporteur,
Y. du MONCEAU.

Le Président,
G. CUDELL.

Het betreft hier inderdaad meer dan een louter budgettair probleem, daar deze instelling ontegensprekelijk een rol vervult met een niet te onderschatten uitstraling, in het geheel van de vorming van de officieren.

4. Infrastructuurwerken te Koksijde

VRAAG

Welke infrastructuurwerken worden er uitgevoerd op het vliegveld te Koksijde?

ANTWOORD

Het vliegveldbeschermingsinfrastructuurprogramma door Navo voorgeschreven behelst de bescherming van al de vitale elementen van een basis, zoals schuilplaatsen voor vliegtuigen, ingraven van munitie- en brandstofopslagplaatsen, schuilplaatsen voor het personeel, beschermde commando-posten, enz.

Dit programma werd uitgevoerd op de Belgische tactische vliegvelden.

De werken die in Koksijde in uitvoering zijn, zijn niet aan dat programma gebonden, maar worden rechtstreeks door de Amerikaanse Luchtmacht gefinancierd. Het gaat hier om het bouwen van bijkomende brandstofopslagplaatsen bestemd voor het Amerikaans luchttransportsmaldeel dat als versterking naar Europa wordt overgevlogen in geval van nood.

IV. BESPREKING VAN DE ARTIKELEN EN STEMMINGEN

De Minister van Landsverdediging leidt de bespreking van de regeringsamendementen in stuk 5-IX-nr. 2 in als volgt:

De in het amendement opgenomen kredietaanpassingen zijn in hoofdzaak het gevolg van de weerslag van op budget 1982 van de devaluatie van de Belgische frank en van de stijging van de pariteit van de dollar.

Budgettair gaat het uiteraard om een nuloperatie die inhoudelijk vooral een verschuiving van werkingsuitgaven naar investeringsuitgaven betreft.

De regeringsamendementen worden met 8 tegen 2 stemmen bij 4 onthoudingen aangenomen.

De begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1982 is met 8 tegen 6 stemmen aangenomen.

Dit verslag is goedgekeurd met 12 stemmen, bij 2 onthoudingen.

De Verslaggever,
Y. du MONCEAU

De Voorzitter,
G. CUDELL